UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse de la contribution de l'église Catholique à la démocratisation du Burundi et au processus de paix de 1990 à 2005

Ngendakumana, Pierre Claver; Sous la direction de : Docteur Albert Nimenya

2012
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1366

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

OPTION : SCIENCE POLITIQUE

ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DE L'EGLISE CATHOLIQUE A LA DEMOCRATISATION DU BURUNDI ET AU PROCESSUS DE PAIX DE 1990 à 2005

Par

Pierre Claver NGENDAKUMANA

Sous la direction de :

Docteur Albert NIBIMENYA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licence en Histoire.

Bujumbura, Novembre 2012

DEDICACE

A nos chers parents ;

A nos frères et sœurs ;

A nos oncles et tantes ;

A tous nos amis et connaissances.

REMERCIEMENTS

Au bout de ce travail, qu'il nous soit permis d'exprimer nos vifs remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Nos remerciements vont en particulier au Professeur Albert Nibimenya pour avoir permis l'éclosion de ce mémoire. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde reconnaissance pour sa rigueur scientifique, ses conseils, ses suggestions, ses encouragements, son immense disponibilité tout au long de la rédaction de ce mémoire. Nous lui serons toujours reconnaissants.

Nous voulons aussi témoigner nos sentiments de profonde gratitude à tous ceux qui nous ont inculqué une formation tant intellectuelle qu'humaine. Nous pensons ici à nos enseignants depuis l'école primaire jusqu'à l'Université du Burundi plus particulièrement ceux du Département d'Histoire.

A nos chers parents, nos frères et sœurs, nos oncles et nos tantes, nos amis et toutes nos connaissances de proche et de loin qui nous ont toujours tendu la perche durant tous les moments difficiles, que ce travail soit pour eux la meilleure expression de nos sincères remerciements.

Pierre Claver NGENDAKUMANA

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

- AA : Année Académique
- ACA : Au Cœur de l'Afrique
- CECAB : Conférence des Evêques Catholiques du Burundi
- CENAP : Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits
- CNDD : Conseil National de Défense de la Démocratie
- CRID : Centre de Recherche pour l'Inculturation et le Développement
- Et alii : Et les autres
- FDD : Force pour la Défense de la Démocratie
- FLSH : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
- FM I : Fonds Monétaire International
- FNL : Front National de Libération
- FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi
- FROLINA : Front pour la Libération Nationale
- Idem : Même ouvrage, page.
- Ibidem : Même auteur, même ouvrage, même page.
- MAC : Mouvement d'Action Catholique
- Mém. : Mémoire
- Mgr : Monseigneur
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- ONU : Organisation des Nations Unies
- Op. cit. : Opere citato (ouvrage déjà cité)
- p. : page
- pp. : de la page x à la page y
- PUF : Presses Universitaires de France

- UB : Université du Burundi
- UPRONA : Unité pour le Progrès National
- Vol. : Volume

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES iii
TABLE DES MATIERES v
INTRODUCTION GENERALE. 1
1. CHOIX ET INTERET DU SUJET 4
2. DELIMITATION DU SUJET 5
3. ARTICULATION DU TRAVAIL. 5
4. PROBLEMATIQUE. 6
5. PERSPECTIVE METHODOLOGIQUE 7
CHAPITRE I : L'EGLISE CATHOLIQUE DANS LA CONSOLIDATION DE L'UNITE NATIONALE. 9
1. Aspect théorique. 9
1.1. Présentation de l'Eglise en général 9
1.2. La démocratie et le multipartisme. 14
2. L'Eglise catholique dans le renforcement de l'unité nationale 23
CHAPITRE II: L'EGLISE CATHOLIQUE ET L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE AU BURUNDI 39
1. L'Eglise catholique au début du processus démocratique 39
2. L'Eglise catholique pendant la campagne électorale. 50
3. L'Eglise catholique après les élections de 1993. 62

CHAPITRE III : ANALYSE DU COMPORTEMENT DE L'EGLISE CATHOLIQUE DES L'ECLATEMENT DE LA CRISE EN 1993. 71

1. Réaction de l'Eglise catholique au début de la crise. 71

2. L'Eglise catholique pendant l'extension de la crise au Burundi. 79

3. L'Eglise catholique pendant le paroxysme de la guerre civile au Burundi..... 88

CHAPITRE IV : L'EGLISE CATHOLIQUE ET LE RETOUR DE LA PAIX AU BURUNDI 92

1.L'Eglise catholique et l'acceptation mutuelle. 92

2.L'Eglise catholique et la négociation de paix à Arusha. 95

3. L'Eglise catholique dans la marche vers la paix. 103

CONCLUSION GENERALE 110

BIBLIOGRAPHIE 112

INTRODUCTION GENERALE

L'Eglise catholique étant une institution solidement implantée au Burundi, elle constitue un groupe non négligeable et joue un grand rôle dans les événements importants qui ont marqué le pays.

Dans la consolidation de l'unité nationale, l'Eglise catholique s'est évertuée à faire comprendre aux réticents ou aux opposants le bien fondé de cette unité et elle réalisait cela à travers ses enseignements et surtout à travers son journal *Ndongozi* qui était lu sur tout le territoire national.

Dans ce journal, les autorités ecclésiastiques signalaient les qualités qui doivent caractériser un bon dirigeant et donnaient de multiples conseils aux dirigeants et dirigés en vue d'enraciner l'unité nationale qui est un soubassement pour le développement du pays.

Elles s'adressent d'emblée aux chrétiens afin qu'ils donnent l'exemple en s'efforçant de vivre l'unité partout où ils se trouvent, ensuite aux dirigeants pour qu'ils soient marqués par la compétence, l'honnêteté et la justice. Malheureusement, il n'est pas facile de répondre à toutes les attentes, attendu que la corruption telle qu'elle est ressentie dans l'ensemble du monde, reste un fléau qui n'épargne presque aucun pays et qui affecte gravement le plus grand nombre.

C'est pour cette raison que certains désiraient le multipartisme car lassés par des gouvernements issus d'un parti unique et d'autres s'en méfiaient car il favorisait, disaient-ils, la division ethnique partant de ce qui s'était passé aux années 60. Cependant, cette nouvelle forme de gouvernement était inévitable car elle était devenue une exigence pour bénéficier des aides extérieures. En effet, la

démocratie a été jugée bonne pour diminuer les tensions et les rivalités politiques dans toute société par les analystes politiques. Elle diminue aussi l'écart entre le sujet et l'autorité. Elle fonctionne à base de multiples partis politiques dont les tâches essentielles consistent à l'encadrement, à l'information, à l'animation du peuple et à la formation du personnel politique.

Comme l'homme est naturellement imparfait et insatisfait, plusieurs lacunes peuvent s'observer dans le fonctionnement de ces partis : ce sont les clivages ethniques ou des origines, le clientélisme, le népotisme, l'autoritarisme, etc. et depuis l'indépendance, c'est cela qui a toujours entraîné la guerre à base ethnique au Burundi.

« En vue d'éviter tout cela pour créer une société harmonieuse, caractérisée par la justice et la paix, l'Eglise invite toutes les catégories sociales dirigeants et dirigés à changer de comportement, à ne pas abuser de la liberté, à pratiquer la loi d'amour consistant à faire aux autres ce qu'on aimerait qu'on fasse pour nous. Elle encourage surtout des dirigés suite à l'ignorance qui refuseraient de voter alors que c'est leur devoir et honneur en tant que citoyens burundais de participer à la vie politique. Elle continue en leur demandant de se garder de tout enseignement divisionniste et de dénoncer quiconque s'en inspirerait pour gagner leur confiance. Il faut suivre des leaders politiques sérieux et honnêtes »[1].

Nonobstant ces multiples conseils et suggestions, le cœur de la plupart de Burundais n'a pas été touché pour se convertir car le 21 Octobre 1993, la crise éclate et une guerre civile terrible commence.

[1] CECAB, « Lettre pastorale sur le rôle du Chrétien en ce temps d'activité politique intense » in Vivons en Eglise n°3-4/1993,pp67-70

Dans les premiers jours, les autorités de l'Eglise ont joué un rôle non négligeable pour faire entendre les leaders des partis politiques : ce sont les négociations de Kigobe-Kajaga. Le but était d'élire un nouveau président selon la constitution. Même si on l'a élu, cela n'a pas empêché que les conflits s'aggravent. Ces conflits ont généré une guerre civile qui, au début, apparaissait comme simple mais au fur du temps elle a pris des dimensions incommensurables entre l'armée et la rébellion parce que les leaders des partis politiques et les commanditaires entendaient gagner la guerre par la force. La résolution de la guerre par la voie pacifique à travers la négociation qu'avaient proposée les autorités de l'Eglise dès le début de la guerre semblait être signe de poltronnerie pour l'un ou l'autre groupe.

C'est avec le temps qu'on a fini par constater que la fin de la guerre par la force ne profitait à personne, qu'il fallait plutôt songer à la négociation car les pertes tant humaines que matérielles devenaient exorbitantes.

Cette négociation ayant commencé à Arusha, la guerre a perduré mais avec espoir qu'elle prenne fin un jour. Cela transparaissait à travers les messages que les autorités de l'Eglise et les autres personnalités ne cessaient d'adresser au peuple burundais qui se sentait fatigué et semblait désespéré afin qu'il se retienne et ne s'abandonne pas au mal au moment où la plupart se laissait emporter par n'importe quelle vague comme si tout lui était permis.

Le retour de la paix a pris du temps car certains voulaient profiter de la guerre pour s'enrichir. Cela a entravé sérieusement l'évolution vers la paix mais elle a fini par être arrachée grâce à l'effort des facilitateurs et des autres personnalités d'envergure tant nationale qu'internationale plus la volonté des belligérants et des commanditaires qui avaient accepté de changer d'avis. C'est

vrai que certains belligérants et commanditaires ont été réticents à embrasser la voie de négociation mais ils ont fini par l'adopter car partout où il y a eu des guerres civiles, c'est l'unique voie qui a contribué efficacement à la résolution pacifique des conflits et le retour de la paix entre les personnes ou les nations.

1. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Depuis que le Burundi entame le processus démocratique et le nombre de chrétiens étant nombreux, nous constatons qu'il a connu beaucoup de difficultés notamment la crise de 1993 et la guerre civile qui a endommagé la vie du pays.

Pour ce, nous avons, de prime abord, voulu savoir le rôle qu'a joué l'Eglise catholique dans le processus de démocratisation du Burundi et dans le retour à la paix sachant qu'elle occupe une place non négligeable dans ce pays.

Ensuite, nous constatons le déferlement du mal et la dépravation des mœurs qui s'observent dans ces jours malgré l'effort de l'Eglise d'animer la moralité chrétienne et de réconcilier le peuple de Dieu par les diverses pratiques et exercices spirituels.

En outre, nous remarquons un effort irrésistible de l'Eglise catholique à réanimer la conscience léthargique de ses adeptes tant dirigeants que dirigés fatigués par la guerre.

Enfin, attendu que le champ sur lequel porte notre travail est immense, nous ébauchons une voie pour les chercheurs ultérieurs et les générations à venir à qui échoit le devoir de construire le Burundi et l'Eglise de demain et de surmonter les obstacles qui empêchent le pays de se développer.

2. DELIMITATION DU SUJET

Il est difficile de préciser quand la religion a commencé au Burundi mais quant au christianisme, il est arrivé au Burundi par le truchement des premiers missionnaires qui ont tracé la route aux colonisateurs du XIX^{ème} Siècle.

Pour la démocratie, c'est vrai qu'en 1961, il y a eu des élections démocratiques parce qu'il y avait beaucoup de partis politiques créés depuis 1958, mais nous avons préféré prendre l'année 1990 comme borne inférieure de notre sujet car elle cadre bien avec la période réelle de l'entrée du Burundi dans le vrai processus démocratique.

Même si l'évolution socio-politique depuis cette période jusqu'en 2005 a été marquée par une guerre civile, nous pouvons affirmer que la démocratie est devenue un phénomène ancré dans l'esprit des Burundais.

Quant à la borne supérieure de notre sujet, nous prenons l'année 2005 car elle correspond au changement du régime politique en entamant une autre période de processus démocratique avec de nouveaux dirigeants issus du parti CNDD-FDD qui venait de gagner les élections de 2005.

3. ARTICULATION DU TRAVAIL

Notre travail, intitulé : « Analyse de la contribution de l'Eglise catholique à la démocratisation du Burundi et au processus de paix de 199O à 2005» comprend quatre chapitres qui illustrent le plan général qui commence par une introduction générale.

Dans le premier chapitre, intitulé : « L'Eglise catholique dans la consolidation de l'unité nationale», nous avons essayé de décrire ce qu'est l'Eglise en général, son rôle et son importance dans la société burundaise. Après avoir élucidé les différents concepts, nous y avons parlé de la participation de l'Eglise dans les différents événements importants qu'a connus notre pays en particulier l'unité nationale.

Dans le deuxième chapitre : « L'Eglise catholique et l'avènement de la démocratie au Burundi », nous avons analysé le rôle qu'a joué l'Eglise catholique dans la préparation et la participation des Burundais à cette nouvelle forme de gouvernement « la démocratie ».

Dans le troisième chapitre : « Analyse du comportement de l'Eglise catholique dès l'éclatement de la crise en 1993 », notre intérêt a été porté sur l'analyse du comportement de l'Eglise catholique dans la crise de 1993 et dans la guerre civile qui a suivi et comment les pasteurs de l'Eglise catholique ont géré et ont contribué à résoudre les conflits burundais.

Dans le quatrième chapitre : « L'Eglise catholique et le retour de la paix au Burundi », qui est le dernier, nous avons analysé la participation de l'Eglise au retour de la paix et surtout l'effort qu' elle a déployé pour aider les chefs rebelles et le gouvernement à accepter la négociation afin de mettre un terme à la guerre qui a duré douze ans. Et enfin il y a la conclusion générale.

4. PROBLEMATIQUE

L'Eglise catholique occupant une place non négligeable dans la société burundaise puisque la majorité des Burundais sont des chrétiens, on se demande

pourquoi tant de crises ont secoué le pays. Sur ce, il y a lieu de se demander si depuis le début de l'évangélisation l'âme des Burundais a été touchée. Est-ce que les Burundais croyaient vraiment attendu qu'ils ne renonçaient pas à leurs pratiques traditionnelles incompatibles avec les valeurs chrétiennes ? L'amour du prochain, le respect de la vie de l'homme depuis sa conception prêché par l'Eglise catholique, les commandements de Dieu, le pardon mutuel étaient-ils bien suivis ?

Soit encore, les pasteurs craignant d'entrer en conflit avec les dirigeants politiques n'ont-ils pas craint de dénoncer leurs politiques ignominieuses ou bien certains n'ont-ils pas été complices en les approuvant, ce qui a coûté cher au Burundi ?

Soit enfin, puisque l'Eglise catholique prêche l'obéissance et la dépendance vis-à-vis de l'autorité même tyrannique, les chrétiens n'ont-ils pas connu des situations où ils ne digèrent pas, où ils ne supportent pas le cynisme et ils se révoltent pour s'en débarrasser et la situation devient catastrophique ?

5. PERSPECTIVE METHODOLOGIQUE

Analyser la contribution de l'Eglise catholique dans le processus de démocratisation revient à chercher à comprendre les faits socio-politiques externes à l'Eglise qui touchent la vie de la société : le fonctionnement des partis politiques, des institutions politiques, les rivalités politiques entre le gouvernement et les partis d'opposition, la guerre civile entre le gouvernement et les rebelles, les violations des droits de l'homme, la dépravation des mœurs, etc.

En apparence, ces actions semblent ne pas toucher l'Eglise mais c'est à partir de ces actions qu'on analyse la fonction de l'Eglise catholique, car qui dit

processus démocratique ne signifie pas une vie paradisiaque. C'est une vie pleine de conflits politiques, de contradictions, d'ordre et de désordre, de succès et d'insuccès et l'Eglise fonctionne dans cette trame de vie.

Ici, donc, nous empruntons la démarche méthodologique de Max Weber dite subjectivisme méthodologique qui consiste à analyser ce qui se passe à l'intérieur de la société, en fait, la vie intrinsèque de la société. Ici, il faut savoir que les adhérents de ces différents partis et les membres du gouvernement ou les rebelles sont pour la plupart des chrétiens. C'est pourquoi, l'Eglise se trouve concernée quoiqu'apparemment, ces phénomènes se déroulent à l'extérieur d'elle.

A cette démarche sus décrite, il faut ajouter la source écrite qui comprendra les ouvrages généraux, les mémoires, les revues, les journaux, etc.

CHAPITRE I : L'EGLISE CATHOLIQUE DANS LA CONSOLIDATION DE L'UNITE NATIONALE

1. Aspect théorique

1.1. Présentation de l'Eglise en général

Tous les hommes ont été créés par Dieu. Ils constituent le peuple de Dieu. Pour cela, ce peuple doit sans cesse être un et unique, s'étendre au monde entier et en tous les siècles afin que s'accomplisse le dessein de Dieu qui, au commencement, créa la nature humaine une et voulut ensuite rassembler en un seul corps ses enfants dispersés.

« L'Eglise est une communauté de foi, d'espérance et de charité. Elle est comme un organisme visible par lequel elle répand sur tous la vérité et la grâce. De même, cet organisme ecclésial sert à l'Esprit du Christ qui le vivifie en vue de la croissance du corps. Telle est l'unique Eglise du Christ que dans le Symbole, nous reconnaissons comme Une,. Sainte, Catholique et Apostolique. Elle est constituée, organisée et gouvernée par la hiérarchie catholique en communion avec le Christ »[2].

Or, depuis longtemps, les Burundais croyaient en un seul Dieu créateur de tout ce qui vit et respire, tout ce qui est sur la terre et dans l'espace, le visible et l'invisible. Ils avaient leur manière de l'adorer et de le prier surtout dans les dures circonstances de la vie.

C'était le culte adressé à Kiranga, le Kubandwa. Ils croyaient aussi en

---

[2] CONCILE VATICAN II, *Décret sur l'Eglise catholique, Lumen Gentium,* Centurion, Paris, 1967, p.23.

l'immortalité des âmes d'où le culte des ancêtres (guterekera) pour s'attirer leur protection ou implorer leur bienveillance, apaiser leurs courroux lorsqu'il y avait un malade ou un autre malheur dans la famille.

La liaison entre le sacré et la politique était une évidence. Ils se confondaient. Le roi était prêtre, il communiquait avec Dieu. Il gérait le royaume en tenant compte de l'ensemble des réalités visibles et invisibles qui composaient la société. La religion donnait au royaume le sens de la vie car « Imana », Dieu du Burundi était un Dieu qui donnait la vie, la prospérité et la stabilité politique. Ce Dieu « Imana », faisait tout par l'intermédiaire de Kiranga. C'est pourquoi il était intercesseur des hommes auprès de Dieu, Seigneur de l'Univers et tout le monde le vénérait à travers la pratique d'Ukubandwa. « La religion était donc une source de force intérieure permettant aux hommes de résister aux tentations du mal et en leur fournissant des raisons de vivre sur un plan moral et éthique élevé »[3].

Quand les premiers missionnaires sont arrivés au Burundi, ils ont considéré le culte de Kiranga et/ ou des esprits comme une grave idolâtrie, et prenaient Kiranga pour le diable. C'est ce que Collart illustre par cet exemple : « .....Quand nos braves gens ne peuvent obtenir du diable ce qu'ils désirent, ils se décident à venir voir chez nous si le Bon Dieu ne sera pas plus généreux. Ainsi, au mois de mars, il y a eu sécheresse complète, les haricots et le sorgho se trouvaient compromis. Voyant que le sorcier ne pouvait ou plutôt ne voulait pas faire pleuvoir, plusieurs même parmi les chefs, sont venus, nous prier d'intercéder auprès de « Murungu » (déformation de Mungu, Dieu en Swahili) pour qu'il envoie un peu de pluie. Quand ils en auront reçu, ils iront sans scrupule et sans vergogne

[3] NDAYISABA, S., *L'Eglise catholique face aux conflits du Burundi*, Mémoire, U-B, 2000, p.12.

rendre leurs actions de grâce à Kiranga »[4].

Quant à leur méthode d'enseigner, ils se sont attachés à convertir les chefs qui entraînaient par après la conversion de leurs sujets. En effet, dans leur mission de "civiliser" les indigènes, les missionnaires faisaient savoir aux détenteurs locaux du pouvoir administratif et politique qu'ils étaient également investis de fonctions religieuses. Le chef était considéré comme détenant son pouvoir de Dieu. C'est pourquoi la conversion au christianisme devait ainsi commencer par les Chefs. Ecoutons sur ce point les propos du Cardinal Lavigerie.

« Dans une société violente, subdivisée en une multitude de tribus qui vivent à l'état patriarcal, ce qui importe surtout, c'est de gagner l'esprit des chefs. On s'y attachera donc d'une manière spéciale sachant qu'en gagnant un seul chef, on fera plus pour l'avancement de la mission qu'en gagnant isolement des centaines de pauvres noirs. Une fois, les chefs convertis, ils entraîneront tout le reste avec eux. La vraie manière de gagner les chefs consistera surtout à leur manifester la confiance, à prendre au sérieux leur pouvoir, à leur faire quelques cadeaux qui pourront leur être agréables, et leur premier rapport établi, à leur faire goûter peu à peu la doctrine chrétienne. On n'omettra pas de leur faire observer que cette doctrine est tout à fait favorable à leur pouvoir, puisqu'elle enseigne qu'ils sont les véritables représentants de Dieu sur terre au point de vue temporel »[5].

La religion devint alors la clé du pouvoir puisqu'il fallait suivre la religion du maître. Bien plus, seuls les convertis étaient autorisés à exercer les fonctions politico-administratives, les non-baptisés « Abashenzi » étaient déconsidérés et ne pouvaient avoir aucun mérite.

---

[4]COLLART, R., *Les débuts de l'évangélisation au Burundi*, Bologne, Editrice Missionnaria italiana, 1981, p.44.

[5] NDAYISABA, *S.*, *op.cit*, p.12.

Toutefois, l'on se demande si cette conversion était intérieure dans la mesure où les convertis continuaient à pratiquer en cachette ce que la nouvelle religion réfutait parce que taxé de paganisme.

« Aujourd'hui, avec plus de 80% de chrétiens dont 65% de Catholiques les Burundais même baptisés, continuent en cachette à pratiquer le culte d'Ukubandwa, ils consultent régulièrement le devin pour savoir qui a fait ou veut faire du tort aux leurs, pour avoir des enfants, un mari, une promotion sociale, etc. Ils portent des amulettes pour se protéger des assauts des jaloux et font des oblations aux ancêtres quand un enfant affiche des troubles de comportements ou tombe malade inopinément »[6].

Plus tard, les missionnaires ont remarqué qu'ils ont décidé à la hâte de supprimer une religion traditionnelle pour la remplacer par la religion chrétienne non sans difficulté évidemment, mais les gens avaient du mal à abandonner leur religion et donc leur culture.

Ceux qui apportent la nouvelle religion n'ont pas pu persuader les Burundais par des arguments convaincants afin qu'ils abandonnent leur religion première et embrassent la nouvelle. Il fallait démontrer que la nouvelle religion était plus importante que la première pour que ces Burundais l'abandonnent mais il était difficile de le faire tout de suite puisqu'ils ne connaissaient pas la culture burundaise.

Quant aux Burundais, ne trouvant donc pas un autre moyen de faire le choix devant ces deux religions, ils se résolurent à les pratiquer puisqu'elles leur semblèrent pouvoir leur être utiles.

---

[6]NYANDURUKO, M-J, « Burundi : de la lumière à l'obscurité, la question lancinante du retour à la Religion traditionnelle » in *ACA* n° 1/1999, p. 116.

De cette manière, nous constatons que les Burundais ont massivement embrassé le christianisme non par conviction mais par d'autres intérêts entre autre le prestige, le conformisme ou le remorquage ou bien pour éviter d'être taxé de marginal.

La nouvelle religion est donc devenue un placage sur la religion traditionnelle dont les valeurs restaient ancrées dans la mémoire collective. Dire aux gens que telles pratiques sont païennes et leur demander de les substituer par d'autres dites meilleures parce que venant de l'extérieur alors qu'il n'y a pas eu de temps pour comprendre et intérioriser ces nouvelles, seules les anciennes restent dans le tréfonds du cœur. « La conversion des populations n'a pas résulté, comme la propagande religieuse coloniale l'a mise en image, du souffle de l'Esprit-Saint mais, d'une façon plus prosaïque, elle est restée sélective. Derrière les longues files de pratiquants que l'on retrouve aussi aux centres de santé ou dans les cours des écoles, se profilaient des questions de pouvoir, d'intérêt ou de corps, des attitudes normatives et de soumission » [7].

C'est ainsi qu'on voit dimanche les Eglises pleines de chrétiens qui prient, et le soir pour une raison ou une autre, on les rencontre chez le sorcier ou le guérisseur traditionnel qui recourt à la magie ou aux esprits pour conjurer le mauvais sort, ce qui n'est pas toujours évident puisque derrière l'opération il y a toute une manigance d'envoûtement plein de fourberie.

C'est également la raison pour laquelle les acteurs politiques n'ayant pas été pénétrés par le message évangélique surtout l'amour du prochain, ont toujours perpétré des forfaits, semant horreur et désolation dans les cœurs des Burundais « sans avoir l'air de se soucier des conséquences pour les victimes des violations

6 CONSTANTIN, F. et COULON, C., *Religion et transition démocratique en Afrique*, Karthala, Paris, 1997, p.359.

des droits de l'homme »[8].

Or, « la foi sans les œuvres est une foi morte » (Jc 2, 18). Les mauvaises œuvres des enfants de l'Eglise pèlerine ont altéré l'image de l'Eglise.

Toutefois, l'Eglise demeure une institution importante dans la société burundaise. En effet, « l'Eglise constitue non seulement une force spirituelle, mais aussi une force sociale fortement organisée et agissante en marge des institutions politique »[9].

1.2. La démocratie et le multipartisme

1.2.1. Qu'est-ce que la démocratie ?

> « Longtemps analysée et expérimentée par la plupart des personnes de tous les régimes, la démocratie est considérée comme le gouvernement le moins mauvais, le gouvernement où le peuple a toute autorité, le gouvernement dans lequel le peuple est directement législateur et magistrat »[10].

Pour certains auteurs de l'époque moderne comme Montesquieu et Rousseau, le concept de démocratie appréhendé à partir de l'idée de souveraineté implique qu'il exerce donc à la fois le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif.

Quant à Robespierre, il dit : « La démocratie est un Etat où le peuple est la souveraine guide des lois qui sont son ouvrage, fait lui-même tout ce qu'il peut bien faire et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même »[11].

---

[8]GEMEV, *Les avatars de l'Etat en Afrique*, Karthala, Paris, 1997, p. 121.
8 URFER, S., *Sociologie et Eglise en Tanzanie*, Harmattan, Paris, 1973, p. 30.
[10] PICQ, J. et COUSSET, Y., *Philosophie politique pour notre temps, en parcours européen*, Odile-Jacob, Paris, 2005, pp. 201-202.
[11] CHEVALLIER, J. J., *La pensée politique, Situation de démocratie*, Seuil-Gallimard, Paris, 1987, pp 20-21.

Selon Paul Ricœur, en termes éthiques, il donne une double définition de la démocratie : d'abord par rapport à la notion de conflit, ensuite par rapport à celle du pouvoir. « Par rapport à la notion de conflit, est démocratique un Etat qui ne se propose pas d'éliminer les conflits, mais d'inventer les procédures leur permettant de s'exprimer et de rester négociables. Par rapport au pouvoir, la démocratie est le régime dans lequel la participation à la décision est assurée à un nombre toujours plus grand de citoyens. C'est donc un régime dans lequel diminue l'écart entre le sujet et le souverain »[12].

Bien plus, tous ceux qui ont analysé et expérimenté les régimes politiques ont découvert que la démocratie est le gouvernement le moins mauvais. En effet, on enregistre cinq bienfaits de la démocratie ou du pluralisme social.

« Premièrement, le pluralisme social implique l'existence d'organisation sociale de groupes, de leaders de groupes ; de leur union où résulte leur force. Un citoyen isolé peut être souvent intimidé par les personnalités officielles, un porte-parole d'un groupe l'est beaucoup moins facilement. De même que le dirigeant, le leader de groupe dispose de moyens de pression : publicité, votes et même menace de résistance. En outre, il y a un effet multiplicateur psychologique de l'appartenance à une organisation ; le fait de savoir que l'on n'est pas isolé renforce souvent le courage et la détermination.

Deuxièmement, le pluralisme social facilite la compétition et permet l'émergence de leaders rivaux bénéficiant d'appartenances et d'appuis différents. La possibilité que les gouvernants échappent à tout contrôle en est donc réduite d'autant plus que les officiels deviennent seulement un groupe de leaders ou plus exactement, ils sont eux-mêmes des leaders en compétition. Pour l'emporter sur les

---

[12] *Ibidem*

autres leaders, les révolutionnaires doivent d'abord être assurés du soutien de plus de personnes qu'ils n'auraient de chance de gagner dans une société pluraliste ; les fidélités de groupes diversifiés empêchent ce type de soutien.

Troisièmement, le pluralisme social facilite l'ascension de leaders politiques dont la plus grande habileté est de savoir négocier des accords entre organisations sociales opposées. Ainsi, le pluralisme va modifier toute la caste des élites politiques ; le leader fanatique, messianique, celui dont le but est d'établir la suprématie de quelque petit groupe, ne peut réussir à cause du barrage constitué par les groupes et les fidélités de groupes.

Quatrièmement, le pluralisme social accroît la probabilité qu'un individu soit simultanément membre de plusieurs organisations sociales ; par conséquent l'action d'un leader contre ce qui semble être une organisation rivale peut en fait se retourner contre sa propre alliance. La diversité des groupes d'appartenance de chacun oblige les leaders politiques à agir avec précaution, dans un esprit de modération et de compromis.

Cinquièmement, le pluralisme social a certaines conséquences en ce qui concerne l'information et la communication. Il donne aux citoyens une chance d'utiliser des sources d'informations qui ne soient pas sous le contrôle direct du gouvernement »[13].

Quoique l'homme soit naturellement imparfait et insatisfait, nous voyons que partout où ce régime a été accepté, il a contribué à diminuer les dissensions et rivalités politiques grâce au partage du pouvoir, à la liberté d'expression, au sens du compromis, au multipartisme, etc.

---

[13] BIRNBAUM, P. et CHAZEL, F., *Sociologie politique*, Armand Colin, Paris, 1978, pp 116-117.

Cependant, au moment où le vent de démocratisation soufflait, la majorité des pays africains connaissait des régimes autoritaires issus pour la plupart des coups d'Etat, ce qui faisait que le changement de ces régimes ne pouvait pas se passer sans collisions. « Les importations « forcées » des doctrines de démocratie presque à l'entièreté ne pouvaient pas manquer de conséquences fâcheuses »[14].

Assurément oui, parce que les mobilisations politiques ont le plus souvent atteint des amplitudes fortes. Elles ont eu des retentissements dans toutes les classes d'âges, dans les villes, mais aussi dans les campagnes.

Pour ce qui concerne notre société, il faut garder à l'esprit que la majorité de la population est analphabète. Face à la démocratisation, elle ne devait se contenter que des propos ou discours des soi-disant intellectuels ou politiciens qui ne visaient que la satisfaction de leurs ambitions politiques. « Certains ont convaincu les petites gens de leurs ethnies que leur ennemi était le Hutu et le Tutsi et les petites gens n'ont pas cherché loin pour trouver cet ennemi : c'est le voisin paysan aussi pauvre que lui mais n'appartenant pas à son ethnie »[15].

Même nos évêques dans les messages adressés à tous les Burundais n'ont pas hésité à manifester leur inquiétude vu la façon dont les partis politiques fonctionnaient.

---

[14] DALOZ, J. P et QUANTIN, P., *Transition démocratie africaine*, Karthala, Paris, 1997, p.20.
[15] NSAVYIMANA, D. "La démocratie a-t- elle un avenir au Burundi après le séisme d'Octobre 1993 ? » in *ACA* n° 3-4/1994, pp. 436-437.

1.2.2. Qu'est-ce que le multipartisme ?

Pour pouvoir comprendre le mot « multipartisme » il s'avère nécessaire d'évoquer son contraire : l'unipartisme » comme principe organisateur de la société politique. L'on peut caractériser cette société unipartiste comme « holiste (du grec : holos qui signifie entier). « Une société holiste est une société qui se veut homogène, rassemble toute entière, dans un ensemble de croyances, une même vision de l'homme et de la société, dont il découle une même loi pour tous qui est mise en œuvre par un chef commun à tous : une foi, une loi, un roi est d'adage par le lequel peut se signifier la constitution d'une telle société holiste, pour passer à celui d'une société dite moderne qui se construit sur base de la diversité et de l'hétérogénéité des convictions de tous ceux qui en sont les acteurs »[16]

C'est pour cette raison que l'Eglise ne s'est pas toujours sentie à l'aise dans cet apprentissage parce qu'il lui a été difficile de comprendre ce concept « multipartisme ». En Europe, l'Eglise a été longtemps réticente à passer à cette ouverture plurielle de la société qui signifiait pour elle une perte énorme de l'influence sur les membres de la société et sur les sociétés politiquement constituées.

Cependant, avec le temps, elle a fini par comprendre l'avantage de ce système politique et surtout comment il contribue à la réduction des injustices sociales.

---

[16] MAUGENEST, D. "L'enseignement de l'Eglise en matière politique » in *ACA* n°2/1993, pp.72-73.

1.2.3. Qu'est-ce qu'un parti politique ?

« Le parti est la forme concrète des Pouvoirs, il est la figure tangible des idées et de droit, il est l'instrument par lequel l'individu a le sentiment de participer à la vie politique. Socialement, c'est un des agents les plus actifs de cohésion sociale ; moralement, c'est un des derniers refuges de l'idéal ; politiquement, c'est le moteur de la vie publique »[17].

D'une façon générale, « le parti politique est tout groupement d'individus qui, professant les mêmes vues politiques, s'efforcent de les faire prévaloir, à la fois en y ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en cherchant à conquérir le pouvoir ou du moins, à influencer ses décisions »[18].

Le parti politique a quatre fonctions : une fonction d'encadrement, une fonction d'information, une fonction animatrice et une fonction de formation du personnel politique.
Ces fonctions sont communes à tous les partis politiques.

- **« La Fonction d'encadrement** :

Les partis ont essentiellement pour objet d'encadrer l'opinion, de faciliter la cohésion entre les représentations individuelles et de coordonner l'action politique. Il est l'introducteur de la discipline dans le groupe.

- **La Fonction d'information** :

Les partis sont les intermédiaires entre le pouvoir et les gouvernés. Les partis ont la vocation pour assurer cette liaison puisqu'ils sont tout à la fois proches du peuple qui les soutient et proches du pouvoir qu'ils contrôlent. Par eux, l'autorité

---

[17] BURDEAU, G., *Traité de science politique*, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1982, p.259.
[18] *Ibidem*

et l'obéissance se rejoignent dans leur source commune qui est la confiance.

- **La Fonction animatrice** :

Encadrant et informant le groupe, l'activité des partis n'est évidemment pas désintéressée. En effet, il s'agit pour eux de faire des pouvoirs avec les énergies latentes dans la collectivité. Sans eux, comment l'individu pourrait-il exercer une influence sur la gestion des affaires publiques ? Même armé de bulletin de vote, l'homme isolé est impuissant s'il n'a pas l'occasion de se concerter avec ceux qui pensent comme lui quelle que soit la fermeté des convictions et la précision avec laquelle est conçue le but à atteindre. Le civisme individuel ne peut aboutir qu'à un éparpillement des volontés qui les privent de toute efficacité. Le parti rassemble ces énergies éparses et leur donne le poids du nombre. De même, il permet de mesurer l'état des forces dans la collectivité. Les partis concrétisent ainsi les mouvements de la mentalité politique. Il leur donne une expression tangible dont il serait difficile de trouver l'équivalent si la masse des gouvernés demeurait amorphe et inorganisée.

- **La Fonction de formation du personnel politique :**

Si les partis créent un pouvoir, ils sont aussi des écoles où s'apprend son exercice. A l'intérieur de la classe politique dont il est le principal agent de recrutement, le parti est un détecteur de valeurs. C'est lui qui, dans la classe, détermine les hiérarchies. Pour ce faire, il dispose précisément de la faculté d'investiture que lui offrent les différents postes officiels auxquels les partis sont appelés à pourvoir.

- **La fonction successorale :**

C'est celle qui consiste à assurer le remplacement de l'équipe gouvernementale qui est au pouvoir.

- **La déviation possible du rôle des partis :**

Selon Alain, « le parti c'est une machine à penser en commun, en groupe, par ordre c'est-à-dire la mort de la pensée »[19]. Il doit-être au service de l'homme. S'il devient une fin en soi, il écrase rapidement l'individu sous un conformisme destructeur de l'autonomie humaine.

La déviation de la fonction du parti s'accentue lorsqu'à partir de cette mentalité artificielle qu'il a contribué à créer, il aggrave les divisions qui séparent les tendances de l'opinion publique. Les partis sont pratiquement indispensables pour que le peuple puisse s'exprimer ; la discipline qu'ils introduisent dans l'agitation des idées par leurs doctrines et leurs programmes permet de dégager la volonté nationale »[20].

1.2.4. Qu'est-ce que l'idéologie ?

L'idéologie se définit comme « étant un système mental de représentations du monde qui associe fortement contrainte et croyance dans le but de justifier le pouvoir en place et les pratiques économique, sociale, politique qu'il recouvre »[21].

En d'autres termes, « l'idéologie est une association très forte de croyances et de contraintes Un système asservi de pensée assujettissant le pouvoir de réflexion propre des individus sans un corps d'idées fortement solidaires les unes des autres et tendant, de façon unilatérale et déproblématisée en érodant toute perplexité et toute complexité à faire adhérer à une réalité humaine, économique du pouvoir. L'idéologie orchestre tout le fonctionnement du pouvoir qui est réglé

---

[19]BURDEAU, G., *op.cit*, p.282.
[20] *Idem, pp.274-282.*
[21] NSAVYIMANA, D., « Cours d'Historiographie », 2ème Candidature, UB, 2005-2006.

par la valve permanente de la force, du désir, de l'imagination »[22].

En cherchant souvent à se donner un manque de rationalité, l'idéologie comme instrument du pouvoir compris comme capacité de promettre, mobilise en fait des émotions et des passions collectives (peur de haine, désir d'identification collective, d'expansion territoriale) qui lui donnent une forme de conviction à toute épreuve, et elle repose en dernière instance sur des positions de domination et des intérêts matériels qui sont ainsi à la fois justifiés et dissimulés (ou dont les aspects les plus gênants sont occultés).

En outre, une idéologie est une vision de l'homme de la société et du monde, organisée autour de l'une ou l'autre valeur estimée essentielle et prioritaire pour elle, la liberté, l'égalité, l'appartenance à la nation, la solidarité, etc.... « La fonction centrale de l'idéologie est de transformer sans cesse les faits en valeur, l'oppression en libération, l'injustice en droit »[23].

A ce moment, l'idéologie devient idéocratie et totalitaire et c'est très dangereux. C'est l'expression vécue plusieurs fois en Europe au cours du 20ème siècle, notamment, avec le nationalisme en Allemagne, Italie, Espagne ou avec le communisme en Union Soviétique, etc.... On se rappelle combien les idéologies, nazie, fasciste, libéraliste, communiste ont fait des ravages en Europe en décimant mille et une personnes suite à la dictature exercée par les tenants des systèmes politiques issus de ces idéologies.

Pour ce, l'Eglise se veut prudente en faisant appel à l'expression idéologie dans la société moderne et elle se réserve de porter aussi sur elle une appréciation toujours critique.

---

[22] Ibidem
[23] *Ibidem*

2. L'Eglise catholique dans le renforcement de l'unité nationale

Selon le dictionnaire Micro Robert « l'unité » est le caractère de ce qui est un, unique, de ce qui forme un tout. C'est l'accord, l'entente entre des personnes.

Comment les anciens Burundais comprenaient l'unité ? Les anciens Burundais disaient que l'unité était la communion ancienne des Burundais qui faisait qu'ils mettaient tout en commun.

L'unité ne fait pas des distinctions sociales, celui dont la bière était prête ou dont la banane était mûre, un autre en profitait pour étancher sa soif ou sa faim. L'avènement de la troisième République au Burundi a été vu comme une nouvelle aurore par l'Eglise catholique au Burundi. En effet au cours de la deuxième République, l'Eglise Catholique a connu beaucoup de difficultés dues à la mésentente entre elle et le Président de cette époque.

Le Président Buyoya est venu restaurer les relations entre l'Eglise et l'Etat. Il a rétabli la dignité à l'Eglise en permettant que la messe soit dite à la radio le dimanche et que le Journal *Ndongozi* fonctionne de nouveau. Les écoles et les institutions autrefois gérées par les consacrés (religieux et religieuses) sont retournées dans leurs mains. Bref, il a restauré la franche collaboration qui avait été violée au cours du règne précédent : « Ce n'est pas étonnant car l'homme imbu de l'Ibanga doit se comporter pour changer des situations intolérables et ainsi créer une harmonie sociale et politique »[24].

En revanche, l'Eglise s'est assignée à aider le major Pierre Buyoya à asseoir sa politique visant le renforcement de la paix et l'unité nationale parce qu'elle était bonne pour le salut et le développement de tous les Burundais. Cette contribution

[24] NKURUNZIZA, D. « Construire la justice et la paix » in *ACA* n° 2-3/1999, p. 167.

de l'Eglise s'est réalisée à travers les enseignements et les conseils qu'elle adressait aux chrétiens à travers les messages et le journal *Ndongozi*. C'était une grande contribution car ces messages une fois apparus constituaient l'homélie du dimanche et le journal *Ndongozi* était lu sur tout le territoire national par un grand nombre de gens.

Ces messages et ce journal ont beaucoup aidé dans la consolidation de l'unité nationale en convainquant ou en donnant des éclaircissements à ceux qui doutaient ou qui s'opposaient à ce projet. L'Eglise a constitué un groupe de pression non négligeable dans l'aboutissement de ce projet car l'Eglise éclairait les consciences en montrant le bien fondé et l'importance de l'unité nationale pour construire le pays en se basant sur la parole de Dieu. En effet, « là où il y a l'amour, Dieu demeure » (Mt 18, 20).

Tout ce que nous venons de dire est matérialisé par ce passage « Chers frères et sœurs dans le Christ, le Burundi traverse une étape décisive dans son histoire. Aussi n'avons-nous pas cessé d'apporter notre contribution, aux efforts de réconciliation nationale, qui commencent à porter leurs fruits. Un grand nombre de Burundais de toutes les ethnies se sont rendus compte qu'ils ne peuvent plus se dérober à leur devoir de se rencontrer, comme des partenaires obligés, sur les bases de la justice, du respect des droits, des personnes et de leur reconnaissance mutuelle. Dans cette démarche les chrétiens ont joué leur rôle de levain dans la pâte, en montrant que vérité, justice et charité sont inséparables pour permettre à un peuple de refaire ses tissus »[25].

Cependant, cette œuvre de réconcilier puis d'unir le peuple burundais ne plaisait pas à certains esprits qui voyaient en ce projet une sorte de jonglerie

[25]CECAB, « Message de la conférence des évêques catholiques du Burundi (C.E.C.A.B). La vérité nous rendra libre » in *Vivons en Eglise* n° 2/1992, p. 73.

politique pour éviter de toucher les questions cruciales qui préoccupaient les cœurs de la plupart puisqu'il y avait beaucoup de points sur lesquels ils ne s'accordaient pas avec les occupants du pouvoir tels que l'équilibre ethnique dans l'armée, le partage du pouvoir, le contrôle des circuits économiques de l'Etat, etc.

C'est pour cette raison que des tracts ont pullulé dans les villes surtout celle de Bujumbura pour désapprouver ce processus vers l'unité nationale.

Néanmoins, la majorité de Burundais n'a pas hésité à manifester son enthousiasme en votant massivement pour le oui dans le référendum sur l'unité nationale signe qu'ils étaient pour la cohésion et le développement souhaité par le Major Pierre Buyoya.

« Toutefois la tâche à accomplir est encore immense. Certains esprits ne sont pas encore gagnés à la cause. En ce temps-ci, par exemple, nous nous trouvons en face d'une multiplication d'écrits anonymes se réclamant des chrétiens ou des prêtres. A voir les contenus véhiculés et les styles utilisés, ces écrits proviennent respectivement des groupes extrémistes de deux ethnies. Tout en agissant pour des motifs diamétralement apposés, ils se rencontrent sur les mêmes objectifs et les mêmes méthodes. Ils veulent empêcher l'enseignement sur la réconciliation nationale, la justice et la vérité de prendre corps. Leur but est de saper fondamentalement l'autorité morale des évêques, tant individuellement que collégialement »[26].

Les évêques rappellent à quiconque se réclamant de Jésus-Christ d'œuvrer pour la réconciliation et d'exclure toute communication par des écrits anonymes. Une personne adulte et responsable doit-être capable d'assumer son discours en le signant ou en rencontrant les concernés, pour se parler face à face. Dans l'Eglise

---

[26] *Ibidem*



catholique, il y a des conseils à différents niveaux, qui peuvent servir de forums ou de canaux de transmission.

Comme cette période de dialogue et de réconciliation en vue d'édifier l'unité nationale précède la vague du multipartisme et que l'Eglise constitue une famille qui rassemble tous les hommes, sans distinction aucune, dans une conférence donnée aux prêtres diocésains, Monseigneur Bernard Bududira a essayé de leur faire comprendre le rôle qui leur incombe de rassembler et de sanctifier le peuple de Dieu à travers l'action et le devoir de se situer au-dessus des partis et des courants idéologiques.

« Le prêtre a pour référence dans son être, son action et son comportement ; Jésus-Christ, Prêtre éternel, auquel il est configuré pour être capable d'agir en son nom propre. Nous nous devons à tous dans une société où les groupes et les individus simplifient radicalement leurs visions partielles des valeurs »[27].

Il a désapprouvé ensuite certains comportements qui sont une trahison de la mission du prêtre consacré pour agir au nom du Christ. « Prêtres œuvrant au Burundi, comment pouvez-vous être tout à tous, si vous êtes partisans si vous faites de la propagande pour un parti ? Comment un prêtre inféodé à un parti peut-il se rendre disponible, attentif à tous ?

Le prêtre doit porter à cœur qu'il est père et que les chrétiens, et parfois les non-chrétiens, le considèrent tel qu'il est. Or, comment un prêtre qui est père, peut-il se permettre d'être partisan, de ne prêter l'oreille qu'à une catégorie, à un

[26] NIBIMENYA, A. et alii, *Pourquoi je vis* ? (Biographie de Monseigneur Bernard Bududira), Bagni di Tivoli, Roma, 1998, p. 64.

groupe de ses enfants ? »[28]

Les prêtres doivent se rappeler constamment ce qu'ils ont promis. Pratiquer ce qu'ils disent et poser des gestes qui garantissent leur foi et leur vie. Si au cours de la sainte liturgie eucharistique, le prêtre et les fidèles manifestent sous une forme concrète l'unité du peuple de Dieu, combien les paroles prononcées et les gestes posés par un prêtre partisan et animé de sentiments discriminatoires sont-ils vides de sens et absurdes ?

Le prêtre doit rester à l'écart de l'engagement politique car pasteur, il est envoyé pour conduire toutes les brebis dans un seul bercail. Il doit être caractérisé par un amour égal pour chacun des membres de son troupeau même pour les moins dociles.

Dans le même objectif de cimenter l'unité entre les membres du peuple de Dieu, les évêques n'ont pas oublié de souligner le rôle prépondérant d'un prêtre en ces termes : « Aux prêtres, nous recommandons de cultiver un esprit d'ouverture et de tolérance en évitant d'être partisan. C'est pour qu'ils puissent être des hommes de tous que la législation de l'Eglise leur demande de ne pas adhérer à des partis politiques. Cela leur permet de parler au nom de Jésus-Christ et non d'une fonction quelconque ; de dire la vérité à tous sans être conditionné par la discipline d'un parti, bref d'être frères de tous et accessibles à tous »[29].

Enfin de compte, Monseigneur Bududira exhorte tous les prêtres du Burundi à ne jamais perdre de vue que le cadre de vie du prêtre ne peut trouver référence dans une espèce de règlement ou de convention sociale, mais dans le Christ lui-même et son évangile. Le Christ lui-même au cours de sa vie terrestre,

---

[28] *Idem*, p.65
[29] *CECAB, op.cit*, p.74.

Il n'a cessé de subir des tentations soit de la part de ceux qui voulaient l'introniser ou le considérer comme un philanthrope. Mais il n'a jamais cédé à aucune tentation dans sa mission d'éclairer l'homme dans sa vie terrestre. Il a toujours prêté oreille attentive à la voix de son Père et il a donné son propre chemin de l'amour universel.

Toujours dans le but de renforcer l'unité nationale, Monseigneur Bududira a été le premier à mettre sur pied les communautés ecclésiales de base dont le but était de transformer l'homme par la présence en lui de l'évangile vécu dans son milieu de vie. « Grâce à ces petits groupes, constatait Monseigneur Bududira en 1978, nous pourrons facilement toucher les personnes à partir du vécu de chacun, des groupes des chrétiens vivant les mêmes problèmes »[30].

Les communautés ecclésiales de base permettent à leurs membres de se connaître, de vivre le message évangélique et de s'entraider mutuellement. En d'autres termes, c'est une façon de se sentir uni pour tous les membres de ces communautés. C'est pour cette raison que le Président Bagaza, craignant l'influence que pourrait avoir l'Eglise catholique sur l'ensemble de la population grâce à ces groupes s'est opposé farouchement au fonctionnement de ces groupes, jusqu'à décréter une loi provoquant leur démantèlement.

Ce genre de communautés a repris sous la troisième République qui a restauré les relations et la collaboration entre l'Eglise et le Gouvernement qui avaient été bafouées sous la deuxième République.

---

[30] PERRAUDIN, J., *Chronique de l'Eglise Catholique au Burundi après l'Indépendance*, Presses Lavigerie, Bujumbura, T_2 p. 162.

Les communautés de base sont devenues des lieux privilégiés d'évangélisation mutuelle, de solidarité et de conversion. Les chrétiens intériorisent mieux le message du Christ et apprennent à se dire la vérité sur la vie de foi et sur leur vie communautaire. Pendant cette guerre qui endeuille et disperse tant de familles, des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes restent témoins d'une solidarité chrétienne profonde, en partageant les événements heureux et malheureux sans tenir compte des appartenances ethniques et politiques.

On trouve alors que ces communautés sont devenues des lieux de vivre l'unité comme autrefois dans le Burundi ancien. Malheureusement ces communautés ne fonctionnent pas toujours comme il faut là où elles sont instituées car tous les chrétiens ne participent pas aux réunions.

Encore dans la même optique, Monseigneur Bududira a précisé un objectif qu'il ne faudrait pas perdre de vue si on veut mener une vie heureuse dans un pays : c'est de transformer le pays en « Etat de droit ».

En effet, « l'épanouissement de la personne humaine n'est possible que dans le contexte d'un Etat de droit qui garantit la protection et la promotion de chacun et de tous, permettant ainsi le dépassement des mentalités et des comportements d'exclusion ou de discrimination sur base d'appartenance ethnique et politique »[31].

Un Etat de droit est un Etat qui respecte et fait respecter les droits de chacun. Chez nous, il s'oppose prioritairement à un pouvoir tribaliste.

[31] NIBIMENYA, A. et alii, *op.cit*, p.61.

Dans un Etat pareil, il ne suffit pas de faire respecter les droits de chacun, il faut en même temps promouvoir une conscience des devoirs et des obligations qui incombe à tout citoyen. « Un Etat de droit ne peut se bâtir et se consolider que si les membres de la société s'engagent à promouvoir des valeurs sociales solides : la tolérance, l'honnêteté, le sens de la vérité, le sens du bien commun, l'amour de la patrie, la recherche de l'unité et de la paix »[32].

C'est ainsi qu'on peut développer un pays où tout un chacun, autochtone ou étranger se sent à l'aise car la société devient viable. En l'absence de ces qualificatifs, le pays devient la jungle où la loi du plus fort a toujours raison où l'homme devient un loup pour son semblable comme Thomas Hobbes le souligne dans son ouvrage *Le Léviathan* « Homo Homini lupus est ». Un Etat de droit ne peut se développer que là où l'unité s'est implantée. Autrement dit cet Etat devient possible dans un pays unifié.

Dans la même perspective de cimenter l'unité nationale, Monseigneur Jean Berchmans Nterere, évêque de Muyinga a rendu visite aux réfugiés Burundais vivant à Ulyankuru en Tanzanie en vue de les réconforter et surtout leur faire connaître la politique du gouvernement consistant à aider les Burundais à se réconcilier et à dialoguer afin de vivre l'unité dans le pays et qu'en revanche eux aussi sont appelés à renforcer cet esprit de réconciliation et d'unité partout où ils se trouvent.

« Dans ces jours, au Burundi, nous sommes en train de renforcer l'unité qui a été bafouée. Les autorités ecclésiastiques continuent à rappeler aux chrétiens leur rôle de tout un chacun à consolider l'unité et l'amour partout où il se trouve »[33].

---

[32] *Ibidem*

[33].NTERERE, J-B, « Monseigneur Jean Berchmans NTERERE réconforte les réfugiés Burundais vivant à Ulyankuru en Tanzanie"in *Ndongozi* n° 72, p. 2.

L'évêque a décidé d'aller rendre visite aux réfugiés burundais vivant à Ulyankuru en Tanzanie dans le but de manifester de prime abord l'amour que l'Eglise enseigne, également pour les réconforter dans leurs difficultés. En deuxième lieu c'était pour les mettre au courant de la politique qui prévalait consistant à unifier le pays. Troisièmement, c'était pour les encourager à regagner leur patrie mais sans passion !

« Chers frères, partout où vous serez soit à Ulyankuru, à Tabola, à Urambo ou au Burundi souvenez-vous que votre foi vous oblige à réconcilier les gens. Mais cela sera possible si vous persévérez dans la foi et dans la prière. La prière vous aidera à savoir et à vous rappeler que nous avons un seul Père céleste qui nous aime tous sans distinction aucune. C'est pourquoi nous sommes tous frères et nous devons avoir souci les uns des autres, nous entraider dans la joie et dans les peines et surtout nous devons nous concerter. Il n'y a pas d'autre voie de paix et de développement sinon la concertation. Je désire donc que tout chrétien ici se rappelle jour après jour de son rôle de mettre et de renforcer parmi les hommes l'entente et l'unité »[34].

Si l'Eglise catholique s'est engagée à soutenir le Major Pierre Buyoya dans sa politique de développer le paysan en commençant par la consolidation de l'unité nationale, cet engagement est une réponse à l'invitation du Président qui, dans son programme, ne voulait exclure aucune catégorie sociale petite soit-elle sans oublier les différentes confessions religieuses présentes dans le pays.

C'est dans cette optique que l'Eglise catholique s'est vue inviter à participer à la commission chargée de préparer l'unité nationale et le programme de développement. L'Eglise a désigné sans tarder un groupe de représentants dans

---

33 *Ibidem*

cette commission préparée et organisée par le parti UPRONA. Quand ce parti a tenu son congrès national aux dates du 27-28 et 29/Décembre/1990 en vue de confirmer l'unité nationale et ce programme, les représentants de l'Eglise étaient présents. C'est pourquoi d'ailleurs l'Eglise catholique a été accusée de soutenir le Parti UPRONA et le président Buyoya par les autres partis au moment du multipartisme et Monseigneur Bududira ne le nie pas :

« On a dit que nous penchons vers le parti au pouvoir, puisque nous avons accepté que nos représentants participent à la préparation de l'unité nationale et de la constitution. Si c'est le parti UPRONA qui réalise tout cela, c'est bon. Car s'il s'agit de l'unité des Burundais, de l'unité du pays , l'Eglise catholique ne peut en aucun cas passer outre cette parole et elle ne peut non plus enseigner ce qui est opposé à cela. Quand nous nous mettons ensemble avec les autres Burundais pour chercher l'unité de tous les Burundais, nous sommes dans la voie de Jésus-Christ, la voie qui est au-delà d'un parti unique. Nous ne soutenons ni le parti ni l'occupant des rênes du fauteuil présidentiel, nous suivons notre enseignement »[35].

Quant à la participation à la préparation de la constitution et dans les projets de développement, Monseigneur Bududira fait savoir que s'ils n'y participent pas, cela montrerait leur indifférence.

Un autre point qui montre la contribution de l'Eglise catholique dans la consolidation de l'unité nationale des Burundais fut l'initiative que le Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) Monseigneur Bududira avec les représentants des autres confessions religieuses ont prise d'aller trouver les représentants du Palipehutu en Belgique attendu que ce parti ne voulait pas entendre parler du projet d'unité nationale.

[35] BUDUDIRA, B., « La concertation et le droit constituent le début de la démocratie » in *Ndongozi* n°42, le 1er janvier 1991, p. 1.

Lorsque les journalistes ont demandé à Monseigneur Bududira si ce n'était pas le Président de la République qui les aurait délégués, le Président de la CECAB a répondu non. Cette initiative a été prise suite à leur mission d'unifier le peuple de Dieu. L'autre objectif était de les approcher et échanger avec eux afin d'entendre ce qu'ils désiraient et pouvoir par après leur expliquer le bien fondé de l'unité nationale.

Si on analyse la motivation de ces représentants des confessions religieuses, on trouve qu'ils étaient animés par la foi dans la mesure où « Chaque être humain a une conscience c'est-à-dire qu'ils portent en lui la possibilité de faire des choix, de changer ! Cette conscience peut-être mal formée, sous-développée ou déformée mais elle existe et elle peut grandir, si elle est confrontée à des faits de vérité. C'est pourquoi nous devons nous libérer des attitudes telles que celle-ci : « Cet homme appartient à tel ou tel parti politique ou à telle classe, telle race, etc. Il ne peut pas comprendre, il ne peut pas changer »[36].

Dans la même ligne de renforcer l'unité nationale, quelques jours avant le référendum sur l'unité nationale, les évêques ont encouragé les Burundais et surtout les chrétiens à répondre massivement à ce rendez-vous, de manifester la volonté de vivre dans un pays unifié marqué par l'amour fraternel et la dignité de la personne humaine. Ils ont éclairé toute conscience que l'unité qu'ils sont appelé à confirmer n'émane pas des Burundais mais de Dieu Créateur de tous les hommes, lui qui nous a partagés la même nature et nous a doté des qualités qui nous distinguent des autres créatures : ce sont l'âme et l'intelligence qui nous différencient des autres êtres. A part cela, il a voulu nous rassembler dans une famille où nous sommes nourris par les mêmes sacrements et la même nourriture

[36] GOSS-MAYR, J-H, *Evangile et luttes pour la paix, Séminaire d'entraînement à la non- violence évangélique et ses méthodes d'engagement,* Les Berges et les Mages, Paris 1989, p.58.

qui est la Parole de Dieu car nous avons été dispersés à cause du péché (Jn 11,52). C'est pourquoi d'ailleurs Jésus lui-même a prié son Père de garder dans l'unité ceux qui croient et qui croiront en lui afin qu'ils soient un comme lui et son Père sont un.

« Et moi, je leur ai donné la gloire que tu m'as donnée pour qu'ils soient un comme nous sommes un, moi en eux comme toi en moi, pour qu'ils parviennent à l'unité parfaite et qu'ainsi le monde puisse connaître que c'est toi qui m'as envoyé et que tu les as aimés comme tu m'as aimé (Jn 17, 22-23) ».

« Si les chrétiens se lèvent et devancent les autres pour confirmer et observer cette unité, ils seront en train de manifeste la qualité dont Dieu les a dotés. En allant confirmer cette unité, acceptons de renoncer à l'injustice, à l'oppression et à la ségrégation. En vivant cette unité le chrétien sera en train de déraciner en lui toutes les entraves qui l'empêcheraient de pratiquer aisément la justice et de vivre fraternellement avec les autres. Toi, homme qui croit en Dieu en confirmant cette unité cela signifie que tu t'engages à être l'apôtre de la miséricorde caractérisé par l'esprit de réconciliation et de construire le Burundi dans ce temps que nous vivons. Ensemble, levons-nous et ayons les uns pour les autres la confiance, aimez-vous les uns les autres afin que vous puissiez vous promouvoir dans la vérité et dans la justice. Que Dieu nous éclaire et nous bénisse dans ce travail qui nous attend. Qu'il apporte à notre pays le Burundi la paix et le bonheur »[37].

Les évêques exhortent les chrétiens à confirmer l'unité nationale dans le but de décourager la division qui est devenue comme un cercle vicieux pour les Burundais. Vivre l'unité est l'engagement de tout chrétien qui se résout de pratiquer la justice et l'amour partout où il se trouve. C'est un combat acharné

[37] CECAB, « La loi d'unité émane du Seigneur Jésus » in *Ndongozi* n° 32, p.5.

puisque l'homme est toujours tenté de faire ce que la nature lui demande.

Et ce sont tous les vices que nous rencontrons chez l'homme. Les évêques demandent aux chrétiens d'éviter tous ceux qui les empêchent de vivre l'idéal chrétien qui est l'amour. Or, pour répondre à cette attente, les chrétiens doivent faire un effort car « on ne peut pas obtenir des résultats parfaits sans prendre le moindre risque » [38] pour dire que les chrétiens doivent renoncer à beaucoup de pratiques comme l'injustice, la haine, l'envie, l'avarice, la corruption, etc.

Un autre point qui montre que l'Eglise soutenait de tout son cœur l'unité nationale transparaît dans ce message que Monseigneur Simon Ntamwana adressait aux chrétiens de Bujumbura à cette époque où il traçait une ligne de conduite pour les dirigeants et les dirigés en vue de renforcer l'unité nationale étant donné que la majorité de Burundais ne savait pas beaucoup sur la gestion du pouvoir, les droits et les obligations des dirigeants et des dirigés. L'ignorance due à l'alphabétisme était poussée à outrance.

« En effet, l'analphabétisme favorise l'ignorance qui, elle-même a des répercussions néfastes sur la vie sociale des Burundais et le développement du pays en général. L'ignorance est à la base de plusieurs maux qui fragilisent la société, le recours à la justice populaire, la vulnérabilité à la manipulation politique, etc. L'analphabétisme est également à la base de la méconnaissance de la loi. Dans un pays où il y a beaucoup de non instruits, il est difficile de mettre fin aux manipulations à des fins politiques. Cependant, les paysans jugent sévèrement les instruits qui, selon eux, manquent d'éducation civique et de patriotisme »[39].

Les Burundais et surtout les dirigeants ont besoin de se convertir en

[38] DOUGLAS, S.et alii, *Comment mener les discussions difficiles*, Seuil, Paris, 2001, p. 23.
[39] NTAMWANA S., « Mauvaise appropriation de la démocratie » in *Revue Défis à la paix durable, autoportrait du Burundi*,
Bujumbura, Novembre 2008, p. 11.

changeant de comportement pour construire un Burundi nouveau. Les fonctions primordiales de celui ou celle qui accepte de se mettre à la tête des autres consistent en la paix et la sécurité de ses gouvernés condition sine qua none pour le développement du pays. Cela revient à dire que ce dirigeant doit s'efforcer de trouver la solution aux difficultés qui menacent son pays.

Cette tâche n'est pas simple et il faut la persévérance, le don de soi, le courage. « Le dirigeant doit savoir créer chez ses dirigés l'espoir en transmettant une parole fortifiante, il doit savoir donner c'est-à-dire savoir partager le patrimoine public ; il doit enfin savoir punir c'est-à-dire qu'il corrige en mettant sous les verrous les récalcitrants et tous ceux qui transgressent la loi en semant le désordre. Et tout doit se manifester par l'amour qu'il a pour le pays c'est-à-dire le patriotisme »[40].

L'évêque attire l'attention de celui ou celle qui assume les fonctions de diriger les autres qu'il (elle) doit savoir que cette tâche n'est pas facile. Cela demande le don de soi et beaucoup de courage. Les dirigés braquent les yeux sur le dirigeant et attendent de lui qu'il accomplisse bien son devoir en répondant à leurs besoins dans l'éducation, dans la santé, dans l'économie en les respectant et en protégeant leurs biens, qu'il assure la paix et la sécurité. Des fois, les dirigés disent « Que nos dirigeants nous montrent l'exemple de justice, de bonne conduite et des œuvres de développement »[41].

Or, des réponses pareilles ne sont pas faciles à donner puisqu' elles demandent beaucoup d'attention sinon ce dirigeant peut se piéger lui-même par exemple en acceptant des choses qu'il ne pourra pas réaliser même s'il apparaît

[40]NTAMWANA S., « Message adressé aux chrétiens de Bujumbura le 15/Avril /1991 » in *Ndongozi* n° 37, p.6.

[41] *Ibidem*

des fois des aventuriers. Comme le dit Karl Deutsche, il doit être attentif comme ce pilote qui doit tenir compte de la valeur des informations qu'il reçoit afin de bien conduire l'avion ou le navire

Cependant Monseigneur Ntamwana ajoute que cette fonction de diriger n'est pas facile que celui qui dirige ne doit pas le faire seul, il doit trouver d'autres personnes qui l'épaulent, qui lui prodiguent des conseils nécessaires afin de ne pas conduire le pays dans le gouffre. Pour ce, il doit savoir communiquer, collaborer et écouter sinon il se tromperait tout en croyant qu'il est dans le bon chemin. « En pratiquant la communication non violente, nous devons nous concentrer sur ce qui se passe chez les autres et sur ce qu'ils demandent, quelque que soit leur façon de s'exprimer. Cela réclame que nous dirigions notre attention sur ce qu'ils observent, ce qu'ils ressentent sur les besoins inassouvis qui engendrent leurs sentiments et sur ce qu'ils aimeraient que nous fassions »[42].

Ici, l'évêque conseille à tout dirigeant qu'il se garde de croire que sa raison est toujours la plus parfaite, pour signifier qu'il doit écouter les conseils des sages sinon il pourrait causer des dégâts sans qu'il s'en rende compte. Il doit toujours s'efforcer de répondre aux attentes de la population mais les administrés doivent en revanche répondre à leurs obligations.

« Les administrés ont le devoir de soutenir le gouvernement qui vise le renouveau dans le pays. Ils réussissent en cela lorsqu'ils aiment la sécurité et la paix. Ils y arrivent lorsqu'ils aiment la vérité, ne cherchent pas à gagner des honneurs malhonnêtement et par des mensonges, ne craignent pas d'attirer l'attention ou de corriger le dirigeant. Et d'ailleurs l'adage Kirundi l'explicite bien :

---

[42] ROSENBERG, M.B., *La communauté non violente au quotidien*, Jouvence Saint Julien-en-Genevois, Cedex, 2003, p.75.

« On craint d'injurier l'autorité mais on ne craint pas de la corriger ». Les gouvernés soutiennent le droit et la justice lorsque ce sont des gens qui aiment leur pays comme le Père qui les a engendrés refusant qu'il perde l'honneur, la sécurité et la paix de ses enfants »[43].

Ici, je comprends donc bien que le dirigeant seul ne peut conduire le pays à la prospérité et au vrai développement sans le concours de ses administrés.

Quant aux chrétiens, il leur est demandé de vivre partout l'unité, de bien accomplir leur travail dans n'importe quel service où ils se trouvent. Qu'ils accueillent tout le monde et respectent toute personne quel que soit son rang. Qu'ils évitent l'injustice et respectent le règlement qui régit leur travail. Qu'ils soient les premiers à dénoncer tout comportement ou toute politique divisionniste et ségrégationniste. Qu'ils s'habituent à écouter la pensée des autres et la critiquer sans se chamailler.

Comme c'est l'Esprit de Dieu qui donne l'intelligence et la lumière nécessaire pour discerner le bien et le mal, il s'avère nécessaire de l'invoquer afin qu'il nous choisisse des hommes et des femmes doués de perspicacité, d'intrépidité, d'honnêteté, de prudence et de sagesse, qui se donnent pour répondre aux attentes du peuple. En effet, c'est le Seigneur lui-même qui nous exhorte à prier sans cesse le Père et lui demander tout ce que nous voulons en son nom et qu'il nous exaucera (Jn 16, 23. 24).

[43] NTAMWANA,*S., op.cit,* p.7.

CHAPITRE II: L'EGLISE CATHOLIQUE ET L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE AU BURUNDI

Comme l'Eglise catholique a déployé un grand effort dans la réconciliation et l'unification du peuple Burundi initiées par le Major Pierre Buyoya, elle a gardé le même dynamisme dans l'avènement de la démocratie attendu que cette nouvelle forme du pouvoir nécessitait beaucoup d'enseignements riches en explication.

1. L'Eglise catholique au début du processus démocratique

Sachant que le processus démocratique qu'entame le peuple burundais est un long parcours qui doit être jalonné d'embûches, de succès et d'insuccès, la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) a consacré beaucoup de temps à préparer un message sur le multipartisme. Pour cela, elle a songé à mettre sur pied une commission d'étude destinée à préparer ce texte.

Maintenant analysons le message que les évêques ont adressé aux chrétiens qui relate le comportement à afficher pendant cette période.

« Chers bien aimés chrétiens.
Nous, vos évêques, témoins . que le Christ s'est choisi parmi vous, nous vous saluons vous souhaitant le don et la paix provenant de Dieu le Père et du Seigneur Jésus-Christ (Eph1,2).

La période passée, nous avons attiré votre attention sur beaucoup de choses. Maintenant, nous arrivons à un autre pas plus important pour le chrétien et d'ailleurs pour tout Burundais. Il apparaît plusieurs partis politiques. Leur

avènement et leur irruption peuvent inspirer de la peur et de l'inquiétude »[44].

Les évêques constatent que le multipartisme issu de plusieurs partis risque de provoquer des inquiétudes mêlées de peur suite aux comportements différents que pourraient afficher les gens suite aux conceptions différentes de cette nouvelle forme du pouvoir surtout les chefs des partis qui pourraient se soucier de l'obtention du pouvoir sans se préoccuper de ce qui édifie le pays. « Les leaders des partis politiques risquent d'être polarisés vers les élections seulement sans envisager l'après élection. Nous craignons que cette période ne soit exploitée sur base des sentiments peu élevés, ce qui plongerait le pays dans le désordre et le chaos »[45].

Alors comment le chrétien pourrait s'y tenir ? « En suivant son fondateur, l'Eglise a une parole relative à sa mission d'éclairer toutes les nations. En tout temps, l'Eglise dispose d'une parole à adresser à ses enfants car elle est la lumière des hommes (Lc 2, 32). Et elle doit lutter pour la dignité de l'homme qui est par-dessus tout (GS 76 § 2). C'est pourquoi nous tous les disciples du Christ nous ne pouvons pas ne pas proclamer ce que nous avons vu et entendu (AC 4, 20)[46] ».

La mission primordiale de l'Eglise est d'être la lumière du monde, elle doit enseigner à temps et à contretemps tous les hommes à l'instar de son fondateur Jésus-Christ, qui ne manquait pas de témoigner de la vérité dans sa prédication à temps et à contretemps (Lc 19, 47-48).

«Au nom de Jésus-Christ, nous ne pouvons pas ne pas parler de la vérité, de la justice, de l'amour, de la dignité humaine et de la paix. Jésus a enseigné la loi

---

[44] CECAB, « Message adressé aux chrétiens par les évêques catholiques du Burundi sur le multipartisme » in *Vivons en Eglise* n° 8/1992, p. 35.
[45] [52]BUDUDIRA, B. « BURUNDI : Vers les élections présidentielles et législatives » in *ACA* n° 2 de Mars-Juin, 1993, p. 47.
[46] CECAB, *op.cit*, p.35.

l'amour qui fraternise tous les hommes, qui laisse aimer les ennemis, qui empêche le tuer, qui demande aux gens de se dire la vérité et de se réconcilier en cas de litige. C'est cette loi que l'Eglise enseigne et rappelle aux chrétiens afin que dans les changements du temps et dans l'organisation des relations sociales ils sachent s'orienter et se comporter comme les disciples du Christ et ses témoins. En tout temps alors, comme Saint Paul nous l'enseigne, le chrétien saurait que tout ce qu'il fait, il le fait au nom du Seigneur Jésus (Col. 3, 17). Ce comportement caractériserait les familles, les relations sociales, l'organisation gouvernementale et politique »[47].

Ici, l'Eglise trouve qu'en cette période où les chrétiens vont se confronter à des idées diverses émanant de plusieurs partis qu'ils se comportent comme des chrétiens qui vivent l'idéal chrétien qui est celui d'aimer les autres comme on s'aime c'est-à-dire d'aimer à temps et contretemps. En d'autres termes, comme on vit une période où beaucoup de partis vont se concurrencer en vue de gagner la confiance de la majorité, sans doute que les chefs de certains partis vont user de tous les moyens sans considération aucune de la dignité humaine puisque « la fin justifiée les moyens »[48] comme le dit Nicolas Machiavel dans *Le Prince.*

L'attitude du chrétien en cette période consiste à se distinguer des autres en témoignant de la vérité, de la justice et de l'amour en vue de construire au lieu de détruire.

« Le Burundi est un don de Dieu. Dieu nous l'a donné pour l'aimer, le servir, le développer, l'entretenir afin qu'en retour il nous entretienne lui aussi. Le chrétien, d'ailleurs tout homme doit s'occuper de son pays pour le servir afin qu'il se développe. Il doit l'aimer et cet amour se manifeste à travers la bonne

[17] CECAB, *op.cit,* p.35.
[18] NIMUBONA J., « Cours des Institutions et Doctrines politiques », 2ème Licence, UB, A/A 2007-2008.

cohabitation avec les autres dans la paix et dans la justice. C'est pourquoi, les chefs, les gouvernants, les leaders doivent savoir qu'ils représentent tout le peuple. Qu'ils gouvernent alors le pays avec sagesse, intelligence et pitié, qu'ils accompagnent et encouragent le peuple dans les travaux qu'ils l'unifient en favorisant l'unité. Qu'ils soient de vrais notables »[49].

Comme c'est Dieu qui a créé l'homme à son image, c'est lui qui a doté l'homme de la faculté de se multiplier jusqu'à devenir une nation (Gn 12,2). C'est Dieu qui donne le pays et l'homme doit l'aimer, le servir, le développer et l'entretenir. Dans cette œuvre, ce sont les dirigeants qui doivent guider les autres à travers les institutions par lesquelles ils dirigent le pays en particulier l'Etat qui est une institution importante pour coordonner les actions du gouvernement. Selon Pierre Birnbaum « l'Etat est une machine politico-administrative durable et complexe, servie par les fonctionnaires qui s'identifient à leur rôle coupée de la société civile sur laquelle elle tente d'exercer une tutelle complète en la contrôlant par ses organes administratifs, en la dominant par la police, en l'assujettissant enfin par la conquête des esprits et leurs ralliement à ses propres valeurs »[50].

Cette définition laisse transparaître que l'Etat est un organe extrêmement important pour la survie d'un pays. Pour que cette institution soit fonctionnelle, il faut qu'elle soit occupée par un leadership compétent et perspicace. C'est lui qui ayant toute la force est capable de répondre aux attentes de la population, mais tout cela dépend de la personnalité du leadership. S'il n'est pas clairvoyant, compétent et fort, le pays va mal et il ne se développe pas.

[49] CECAB, *op.cit*, p.35.
[50] BIRNBAUM, P., *La logique de l'Etat*, Fayard, Paris, 1982, p. 14.

Dans cette commission chargée de préparer le multipartisme, les évêques ne sont pas arrêtés à souligner seulement le rôle d'un dirigeant, ils ont souligné le comportement que doit afficher tout dirigé, ses obligations pour contribuer au développement de son pays.

« Tout homme, tout chrétien, Dieu l'invite et l'envoie à contribuer à la construction du pays selon son niveau, ses moyens et sa capacité pour que le pays se développe. Et cela se réalise au service ou au travail ou à travers la fonction exercée dans les différentes organisations qui rassemblent les hommes. Parmi ces organisations il y a les partis politiques qui naissent en grand nombre. Nous leur souhaitons bienvenu.

C'est le multipartisme que nous désirons il y a belle lurette. Nous demandons alors à ces partis politiques de respecter le peuple burundais dans sa dignité de se choisir ceux qu'il préfère. Qu'ils s'attèlent à la vérité, à l'unité de tous, à la justice et à l'effort de se concerter et de se donner aux œuvres qui opèrent le développement. C'est pour cela que l'adhésion à un parti politique doit se faire librement sans contrainte ni coercition »[51].

Ici, la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) attire l'attention du dirigé afin qu'il ne se dérobe pas à son devoir croyant que le dirigeant fera tout à sa place. Le dirigé doit s'acquitter bien de sa tâche et participer à la politique du pays en contribuant selon ses moyens matériel et intellectuel. Il est appelé à adhérer à son gré à un parti politique ou à une organisation syndicale en vue de suivre de près la gestion du pouvoir. Il peut émettre ses idées qui se confrontent à celles des autres et c'est cela qui est stipulé dans le multipartisme.

---

[51] CECAB, *op.cit*, p.36.

Dans cette optique, à tout parti politique reconnu par la loi, il est demandé d'œuvrer en vue d'unifier le peuple burundais. Les chefs des partis doivent se garder d'afficher la division et la haine attendu que les germes de ce mal ne manquent pas.

Un autre point que les membres de cette commission n'ont pas oublié de mentionner, c'est la façon dont les membres de différents partis chrétiens ou non doivent se comporter pendant le multipartisme.

« Que les voisins n'adhérant pas au même parti ne se considèrent pas comme des ennemis, ne se jalousent pas à cause de cela. Qu'ils se préoccupent de s'épauler dans les idées visant le développement du pays. D'ailleurs, des frères peuvent adhérer aux différents partis et continuer à se donner la bière ou s'entraider dans les fêtes. Saint Paul nous dit : « Il y a diversité de dons de grâce mais c'est le même Esprit, diversité de ministères mais c'est le même Seigneur ; diversité de modes d'action, mais c'est le même Dieu qui, en tout, met tout en œuvre (I Co 12, 4-6) »[52].

Ici, les évêques conseillent les militants de différents partis d'éviter de se traiter comme des ennemis parce qu'ils n'adhèrent pas aux mêmes partis. Des voisins frères ou pas peuvent continuer à mener de bonnes relations, à s'entraider en tout et partout comme Dieu a créé des hommes et les a dotés de qualités diverses mais toutes concourent à l'épanouissement de la vie humaine.

« Ayez le souci pour le pays. Qu'aucun parti ne se fonde sur base ethnique ou les origines que tout parti rassemble tous les Burundais (toutes les ethnies confondues). Que le passé demeure la leçon pour tout Burundais. Observez et analysez là où il y a des lacunes, dénoncez-les et corrigez-les ! Là où il y a du bien

[52] *Ibidem*

»our tout le monde, fortifiez-le, développez-le ! S'il s'agit d'un litige entre les nembres des partis, ne tardez pas à les réconcilier»[53].

Ici, les membres de la commission continuent à tracer la ligne de conduite »our les militants des partis politiques, qu'ils se gardent de se provoquer en vue de nener une vie harmonieuse, qu'ils renoncent à la haine et à la jalousie. Et Monseigneur Bududira ajoute que si les Burundais veulent vivre dans la paix, il ‹aut qu'ils renoncent à la haine et à la jalousie :

‹ On dit toujours : « construisons notre pays, construisons notre pays ! » Moi, ce ¡ue je demanderais aux Burundais est d'éviter d'abord la haine et la jalousie. Il n'y ı pas d'autre source de malentendu dans ce pays. Tout se complique dans la haine :t la jalousie. La deuxième chose. C'est le refus de se pardonner et de garder les ins pour les autres la rancune. Nous ne pouvons pas construire notre pays sur base le la haine et de la vengeance »[54].

Cette idée de Monseigneur Bududira est pertinente dans la mesure où les :hefs des partis risquent d'exploiter le passé en vue de venir à la hauteur de leurs ımbitions politiques sans se soucier des conséquences de leur politique. C'est »ourquoi, les membres de la commission ont suggéré aux autorités politiques de 'eiller à ce qu'il n'y ait pas de partis qui se fondent sur base ethnique en vue l'éviter la provocation des divisions ethniques.

« Nous souhaitons que les partis politiques aident les gens à gagner la vie :t la vie pleine. Qu'ils ne soient pas désorientés ! Les chrétiens doivent se :omporter comme des gens qui veulent que tout homme soit tranquille dans son ime, dans sa famille et dans ses biens, qui veulent faire aux autres ce qu'ils

---

[3] *Ibidem*

[4] BUDUDIRA, B., « Intumwa ziserukira amashengero mu Burundi zarabonanye n'aba-Palipehutu » in *Ndongozi* n° 11 du 15/4/ 1992, p.14.

aimeraient qu'on fasse pour eux »[55].

Enfin, la commission a précisé une catégorie de gens à laquelle il n'est pas permis d'adhérer aux partis politiques. Ce sont tous les ouvriers apostoliques, c'est-à-dire les consacrés de tout ordre (prêtres, religieux et religieuses) plus les catéchistes chargés d'enseigner le peuple de Dieu.

« Même si tout chrétien doit participer à la politique de son pays et y contribuer en passant par son parti, il y a une catégorie de gens à laquelle il est strictement interdit d'adhérer aux partis politiques. Pourquoi ? La raison se trouve dans leur mission qui consiste à rassembler le peuple de Dieu en assurant leur unité, en rassemblant même ceux qui adhèrent à des idéologies différentes des partis. C'est pourquoi les prêtres et les consacrés de tout ordre (religieux et religieuses) plus les catéchistes ne sont pas autorisés à adhérer à des partis politiques ni à participer dans leurs meetings. Leur manière de servir la nation, c'est de s'informer sur l'étape du processus démocratique pour savoir quelle parole d'évangile évoquer en vue d'éclairer cette étape. La mission du prêtre est donc de rassembler tous les chrétiens dans le sacrement d'unité et de communion de Dieu avec nous : Et ce sacrement c'est l'eucharistie qui est le soubassement de la famille des croyants »[56].

Dans ce contexte de réflexion sur le multipartisme, les membres de la commission réitèrent l'enseignement que Monseigneur Bududira avait déjà donné sur l'attitude à prendre pour un prêtre à l'égard des partis politiques dont il lui est interdit d'être partisan. Les membres de la commission abondent dans le même sens : un prêtre est destiné à rassembler, à enseigner et à sanctifier le peuple de Dieu. Pour ce, il doit éviter tout ce qui pourrait l'amener à pactiser pour les uns contre les autres. Il doit accueillir, écouter, aider tous sans distinction aucune, il

[55] BUDUDIRA, B., « Dans la Démocratie, le dénigrement n'est pas permis » in *Ndongozi* n° 55, p. 8.
[56] CECAB, *op.cit*, p.37.

ne doit pas catégoriser le peuple qui attend de trouver en lui, l'image du Christ.

« Quand aux consacrés de tout ordre (religieux et religieuses) ils ont juré devant Dieu et les hommes d'être le signe du royaume. D'ailleurs, le droit canon a statué sur cela : «Ils ne sont pas de ce monde comme celui qui les a choisis n'est pas de ce monde (Jn 17, 16) ».

Quant aux catéchistes et laïcs engagés, ils partagent avec les prêtres la mission de proclamer la parole de Dieu au peuple de Dieu. Dans les paroisses et dans les écoles où ils sont appelés à exercer leur apostolat, il leur est demandé de mettre au préalable l'idéal chrétien, l'amour qui unit tous, qui vise l'intérêt commun sans distinction aucune. Ainsi, les militants des partis ou non trouveront en eux de vrais notables qui les fortifieront ou qui les sépareront quand ils seront en litige. C'est pourquoi, nous demandons aux catéchistes et laïcs engagés qui exercent cet apostolat de ne pas adhérer eux non plus aux partis politiques »[57].

Les membres de la commission continuent la réflexion en précisant qu'il en va de même pour les consacrés de tout ordre (religieux et religieuses) y compris les laïcs engagés et les catéchistes qu'ils sont eux aussi appelés à témoigner de l'amour du christ en enseignant et en guidant le peuple de Dieu par leur mode de vie et leur exemple. Pour ce, ils ne doivent pas adhérer aux partis politiques en vue d'éviter de catégoriser les personnes puisqu'un parti politique rassemble des gens qui se distinguent des autres par une série de facteurs comme les insignes, les salutations, l'idéologie du parti. Or, cette idéologie peut-être bonne ou mauvaise.

Dans le même optique, Monseigneur Bududira a ajouté : « Les consacrés sont des éducateurs spirituels et l'esprit est l'intelligence, l'âme qui commande le

[57] *Ibidem*

corps. Ce qui est important est de ne pas pencher à aucun parti et de ne pas appartenir à aucun parti. Ils doivent soutenir les choses qui ne changent pas c'est-à-dire l'amour fraternel, le respect mutuel, instituer tout ce qui renforce l'unité de façon impartiale, dénoncer tout ce qui trouble la sécurité et la fraternité. Il leur est donc interdit qu'il y ait un parti à sympathiser. Nous devons toujours enseigner et montrer que la haine et l'injustice sont à éviter et nous devons manifester cela en parole et en actions »[58].

Nous voyons donc qu'aux consacrés, il est demandé de se garder d'adhérer aux partis politiques pour une cause noble, celle de porter la lumière à toutes les catégories de gens à l'instar de leur maître qui est le Christ. En se comportant de la sorte, ils deviennent des personnalités de confiance, auxquelles recourent les chrétiens en cas de difficultés ou de confusion. C'est pourquoi ils doivent s'éloigner de tout ce qui pourrait entraîner leur impopularité.

Tout compte fait, cet enseignement de l'Eglise sur le multipartisme s'avère très important dans la mesure où les leaders des partis politiques étaient plus préoccupés de l'ascension sociale que de l'unité ou l'entente des différentes composantes de la population. Chacun d'entre eux aurait été ravi de remporter la victoire dans les élections qui approchaient peu importe les moyens.

Ce qui est alors nécessaire pour que la démocratie réussisse au Burundi

« Il s'avère nécessaire que le peuple soit enseigné jusqu'à ce qu'il comprenne l'importance de la démocratie dans le pays. Il faut que les gens répandent la clarté de la démocratie dans toutes les couches de la population :

-Il faut la liberté dans la transmission des informations mais ceux qui

[58] BUDUDIRA, B., *op.cit*, p.9.

transmettent ces informations doivent se préoccuper du bien-être de la nation.

-Il faut la liberté dans la création des partis et il faut octroyer les fonds et le temps nécessaires pour se faire connaître ainsi que la liberté d'expression dans la rédaction et l'accès de tous les leaders des partis aux voies des ondes.

-Il faut réviser la constitution nationale pour l'adapter à la clarté démocratique.

-Il faut éviter d'entraîner les forces de l'ordre dans la gestion du pouvoir »[59].

Cette mise en garde relevée par les pasteurs de l'Eglise catholique à l'endroit de la démocratie montre qu'ils veulent que toutes les catégories de la population à savoir la classe dirigeante et le peuple comprennent ce qu'il faut pour que la vraie démocratie s'enracine dans le pays. C'est vrai qu'ils désirent que cette démocratie porte des fruits mais cela n'est pas facile étant donné que la majorité de la population est analphabète et que les fondateurs des partis ne s'en préoccupent pas beaucoup.

Concernant les forces de l'ordre, ils les exhortent à se garder d'entraîner ces dernières dans la politique afin d'éviter des prises de position qui pourraient entraîner des conséquences fâcheuses.

Il faut qu'elles constituent un corps unifié visant le bien-être de la nation entre autre le maintien de l'ordre, la défense des frontières et la protection des institutions politiques, etc.

Quant à la constitution, elle a été érigée avant que la vague démocratique n'arrive dans le pays. Pour ce, ils demandent qu'elle soit adaptée à ce nouveau régime pour éviter tout ce qui pourrait provoquer des équivoques dans

[59] MBONERANE, A., "Imigambwe myishi na Demokarasi muri Afrika: Ekleziya yovyifatamwo gute?", in *Ndongozi*, n°45/15 juillet 1991, p.6.

l'implantation de la démocratie.

Comme cette nouvelle forme de gouvernement nécessite beaucoup de prudence et de clairvoyance pour les dirigeants et les dirigés, l'Eglise a constaté à temps qu'il faut multiplier les occasions de rencontre pour échanger sur ce sujet afin de porter la lumière nécessaire aux consciences. C'est pour cette raison que les enseignements y relatif ont été maintes fois adressés aux différentes catégories de gens.

2. L'Eglise catholique pendant la campagne électorale

La campagne électorale a été une période d'activité politique intense. Tous les partis politiques se relayaient dans les provinces pour s'entretenir avec la population sur les programmes et les projets qu'ils planifiaient pour le pays. Lors de ces meetings, certains partis n'hésitaient pas à extérioriser leur haine et la jalousie à travers les injures, la calomnie, la médisance et dénigrement contre les autres. C'est pour cela que la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) a condensé ses enseignements sur l'attitude à tenir pour un chrétien pendant la propagande des partis politiques dans des lettres pastorales ou messages que les évêques ont adressés aux chrétiens.

Dans ces lettres ou messages, ils donnent des conseils nécessaires à tous les protagonistes politiques : les dirigeants, les chefs des partis politiques, le peuple sans oublier les serviteurs du Seigneur.

Pour ce, analysons maintenant la première lettre pastorale sur le rôle d'un chrétien quand l'activité politique est intense.

« Chers frères dans la foi,

Nous, vos évêques, nous réitérons notre enseignement comme nous l'avons fait les ınnées passées. Nous vous avons promis que nous allons vous faire écho tout au ong de ce processus démocratique. Vous entendez ces jours-ci les partis ›olitiques raconter le passé et le futur de notre pays. La plupart vous nous avez lemandé : Vous les pasteurs qu'est-ce que vous en dites, qu'est-ce que vous nous :onseillez ? » [60]

L'Eglise catholique connaissant sa mission primordiale qui est de procurer e salut à ses enfants, ce salut ne peut pas venir si ces enfants vivent nisérablement, s'ils ne s'entendent pas pour opérer la promotion intégrale de tout ıomme. C'est dans ce but qu'elle se donne autant qu'elle peut pour assurer une vie neilleure à ses enfants. Cela n'est possible que si les gouvernants créent une saine ›olitique raison pour laquelle, elle multiplie les enseignements pleins des conseils ›our que les choses marchent bien pendant les grandes périodes de la vie du pays.

« La première chose que nous vous rappelons, c'est que pendant ce carême, ıous sommes en train de préparer la Pâques du Seigneur. Christ a vaincu la mort et l est ressuscité, Christ a vaincu la haine et le mensonge et il est devenu pour tous es croyants le pilier de la paix et de l'espoir. Il est la source de leur unité (Ep. 2, .1-18).

Lorsque nous sommes avec lui, nous nous sentons réconfortés. Nous savons ıue l'amour dont Jésus-Christ nous a aimé jusqu'à mourir pour nous sur la croix ıous apporte la paix et le bonheur dans notre vie. Notre pays a traversé des noments difficiles dus au péché de divisions de toute sorte. Que ce carême nous ıide à nous repentir et nous convertir afin que nous puissions nous débarrasser de out ce qui provoque la haine et la peur dans la population et permet enfin la

[60] CECAB, « Lette pastorale sur le rôle du chrétien en ce temps d'activité politique intense » in *Vivons en Eglise* n° -4/1993, p. 67.

:oncorde et la paix d'augmenter dans notre pays »[61].

Les évêques rappellent aux chrétiens que le Carême est la période de 'epentance et de conversion pour se débarrasser du péché et retourner à Dieu le ?ère. Ils insistent sur ce point parce que les Burundais chrétiens ou non sont rongés)ar l'esprit de division qui est une entrave pour atteindre le salut. Ils évoquent ?exemple de Jésus mort et ressuscité pour sauver l'humanité entière, lui qui nous a ıimés sans condition. Ils nous invitent à l'imiter en vue de nous pardonner nutuellement et de vivre dans l'unité qu'ils souhaitent à tous les hommes. Cette mitation de Jésus ne peut pas venir par hasard, elle est le fruit d'un grand effort de 'epentance et de conversion en vue de trouver la force du Saint-Esprit pour vivre ?amour et la charité à l'instar de Jésus-Christ.

« La deuxième chose, c'est que jusqu'ici, nous disposons d'un moyen sûr pour parvenir et renforcer cette paix et cet espoir. Nous avons majoritairement voté oui au référendum sur l'unité nationale. Et la fois passée, le 5/ Février/ vous ıvez remarqué vous-mêmes comment même les étrangers se sont levés en grand ıombre pour manifester que l'unité est nécessaire à tous les hommes »[62].

Les évêques affirment qu'ils disposent d'un moyen sûr pour renforcer la)aix grâce à la disposition de l'évangile dans lequel Jésus-Christ donne la lumière ıux hommes de toutes les générations. Ils s'en servent pour éclairer la nation surtout dans ces jours où le pays affronte une période importante de démocratisation de toutes les institutions politiques. Les évêques font savoir que :ette démocratie tant désirée et cherchée ne pourra s'épanouir et se développer que dans l'unité qui est le fondement de la vie politique.

---

[61] *Ibidem*
[62] *Ibidem*

« Nous avons opté pour une constitution qui régit toutes les institutions fonctionnelles dans notre pays et leurs limites afin que nous ne menions pas une vie anarchique mais plutôt nous édifions dans l'entente notre pays. C'est cette constitution qui a autorisé la création des partis politiques et des organisations syndicale dans notre pays. Maintenant nous approchons des élections qui permettront aux Burundais d'élire ceux qui les gouverneront »[63].

Les évêques font remarquer que la constitution joue un rôle extrêmement important dans le gouvernement puisque c'est elle qui régule les autres institutions. C'est grâce à elle que des partis politiques ont été créés puisqu'elle a défini le fonctionnement de ces partis.

Maintenant que les élections approchent, les évêques s'appliquent à relater les qualités d'un bon dirigeant afin que les Burundais s'y réfèrent pour doter le pays d'un leadership clairvoyant et compétent. Mais avant cela, ils ont brossé les points essentiels du pluralisme.

« Permettez maintenant que nous vous mettions au courant des caractéristiques de la démocratie. Le temps passé dans la démocratie est trop court pour pouvoir souligner sans se tromper les nouveautés qu'elle a déjà opérées au pays. Toutefois, nous pouvons relever les plus importantes : désormais, les gens s'expriment librement et extériorisent ce qu'ils portent dans leur cœur sans scrupules. Ils adhèrent ou participent librement dans les différentes organisations syndicales, dans les partis politiques »[64].

Dans le multipartisme, il existe plusieurs partis qui entrent en compétition dans la recherche du bien-être de la nation, qui corrigent les autres qui se montrent

[63] *Idem*, p.68.
[64] *Ibidem*

lictatoriaux ou se laissent aller. Certains peuvent attirer l'attention des dirigeants :t ils sont en mesure de vérifier si ces dirigeants honorent le programme qu'ils ont)résenté au peuple. S'il arrive qu'ils gagnent les élections ils peuvent contribuer au naintien de l'ordre et de la sécurité. S'ils ne rencontrent pas de succès dans la :ompétition électorale, ils font partie de l'opposition dont le but n'est pas de gêner e pouvoir mais de veiller à ce que les occupants de ce pouvoir répondent aux ıttentes du peuple.

« Comme les gens sont complémentaires, ils ont toujours besoin d'adhérer à les organisations vu que l'union fait la force. Ces organisations sont très mportantes dans le pluralisme. Elles constituent la voie claire du développement le tout pays. Elles manifestent l'harmonie qui règne entre les gens qui ont la /olonté de construire ensemble et de s'entendre avec celles de l'opposition. Ces)rganisations peuvent contribuer beaucoup dans le maintien de l'ordre et du léveloppement du pays. Elles peuvent attirer l'attention et peser sur les partis et les lirigeants lorsqu'elles trouvent des lacunes en eux ou quand ils passent outre la loi.

Comme toutes les catégories de la population ne peuvent pas adhérer aux)artis politiques ou entrer dans les institutions de l'Etat, celles qui n'y adhèrent pas ıe manquent pas pour cela la parole, elles trouvent un cadre d'expression dans les ıutres organisations comme les syndicats »[65].

Ici, les évêques montrent comment les choses évoluent dans le nultipartisme. Si on autorise l'existence de plusieurs partis, les organisations :yndicales, la liberté d'expression, le sens du compromis, c'est pour permettre que :oute personne vaque à ses activités librement mais le respect de la loi doit-être)ris au sérieux sinon la vie serait anarchique : l'existence de plusieurs partis permet

[5] *Ibidem*

ıne diversité des idées qui doivent concourir au développement du pays.

Comme il peut y avoir des partis qui s'égarent et ne répondent pas aux ıttentes de la population ou cherchent à semer la division au lieu de favoriser 'unité, d'autres les corrigent. Il en va de même des dirigeants qui passent outre a loi, ils subissent le même sort. C'est donc important que toutes les personnes ne ;e réunissent pas dans un seul parti ou organisation. Les personnes qui n'adhèrent ɔas à des partis s'inscrivent dans des différentes organisations syndicales pour rouver un cadre d'expression afin de pouvoir s'exprimer lorsqu'il s'avère ıécessaire par exemple de crier pour dire non à ce qui ne va pas.

« Dans le pluralisme, les citoyens ordinaires contrôlent leurs leaders mmédiats et sont contrôlés par eux. Ces leaders contrôlent à leur tour d'autres eaders et sont aussi contrôlés par eux. Ainsi donc, on a une société avec un ensemble de relations réciproques permettant de contrôler la politique gouvernementale »[66]. C'est le rôle de l'opposition dans le gouvernement démocratique.

Dans la même perspective, le même corps épiscopal constate que la plupart des Burundais adhèrent dans différents partis politiques, ils attirent l'attention des gouvernants, ce qui se disait dans les coulisses est désormais proclamé à haute voix et on essaie de trouver ensemble la solution efficace aux difficultés qui se posent.

Après, les évêques soulignent le comportement requis d'un bon dirigeant:

« Un bon dirigeant est un homme juste, honnête, clairvoyant, responsable dans sa famille et qui accomplit bien sa fonction, prudent, discret, qui aime et

[66] BIRNBAUM, P et CHAZEL, F., *op.cit,* p.118.

approche tous sans distinction d'ethnie, de richesses ou de grandeur, de parti ou de confession religieuse, qui dit la vérité sans scrupule, qui se donne pour les autres, qui tranche sans partialité dans le jugement (Dt. 1, 16-18, 1 Tm 5, 3-4), qui respecte toute personne dans sa dignité. Un gouvernant ne reste plus dans son bureau, il trouve les travailleurs au service ou au travail, il est proche d'eux. Il gouverne sans menace ni contrainte ni coercition»[67].

Les évêques essaient de préciser les qualités qui caractériseraient un bon dirigeant. Ils veulent que le peuple burundais ne soit pas subjugué par des sentiments peu élevés comme les ethnies, les origines, la beauté, la taille, la belle voix, etc. C'est-à-dire qu'ils aimeraient que les Burundais mettent confiance en celui qui pourra développer le pays en favorisant de prime abord l'unité. Vu les périodes tragiques qu'avait traversées le pays, leur profond désir est de faire entrer le Burundi dans une situation calme et de prospérité où toute personne peut vaquer librement à ses activités et gagner son pain sans problème.

Or, ils savent eux-mêmes qu'il n'est pas facile de trouver un homme ou une femme qui réunit toutes ces qualités attendu que tout homme est naturellement imparfait comme le précise Nicolas Machiavel dans *Le Prince* « le Prince parle des vertus et des vices, il est un grand dissimulateur» [68]. Pour dire que l'homme peut réaliser de bonnes choses mais il peut aussi commettre des erreurs. Saint Paul le précise dans son épître aux Romains : «Le bien que je veux, je ne le fais pas mais le mal que je hais je le fais » (Rm 7, 15).

Bien plus, le peuple ne saurait pénétrer le cœur du dirigeant pour connaître ce qui se trouve à l'intérieur comme la boîte noire de David Easton dont on ignore ce qui est dedans. C'est pourquoi, les évêques exhortent les chrétiens à prier

[67] CECAB, *op.cit*,p.68.
[68] KATUBADI, J.M., « Cours de Philosophie politique, Grand Séminaire de BUJUMBURA », A/A/1999-2000.

beaucoup afin que l'Esprit de Dieu les éclaire, lui qui scrute les reins et les cœurs.

« Un bon dirigeant ne cumule pas toutes les fonctions. Il a besoin de savoir que la cumulation de toutes les fonctions lèse les autres et qu'il pourrait se fatiguer vite et finir par gouverner mal. Il a alors besoin des hommes véridiques et justes à consulter, qui n'ont pas été élus suite aux pots de vin ou népotisme mais qui ont été élus suite à leur clairvoyance et leur sagesse (Ex 18, 19-23) »[69]. Un bon dirigeant se souvient que la fonction qu'on lui a confiée l'oblige à respecter ses dirigés dans leur vie et dans leurs biens sans toutefois les laisser vagabonder dans le mal.

Ici, les évêques continuent à dispenser des conseils nécessaires pour tout dirigeant afin qu'il gouverne bien. Sachant que la fonction de diriger n'est pas facile, ils suggèrent au dirigeant de se doter d'une équipe de conseillers sérieux et compétents à consulter avant de prendre des décisions importantes. En plus, il lui faut des subalternes qui l'épaulent dans cette fonction puisqu'il ne pourrait pas tout faire. Et ces subalternes ce sont des fonctionnaires qu'il choisit parmi les candidats présentés par les différents partis. Cela revient à dire qu'il ne doit pas considérer le pays comme sa propre propriété, puisque le pays est un bien commun dont la gestion doit être partagée. C'est ainsi que celui qui occupe les rênes du pouvoir doit se garder de toute gestion arbitraire car « toute personne qui tente d'imposer ses vues par un système d'intimidation fait appel à la force »[70]. La démocratie exige une gestion transparente attendu que la surveillance et le contrôle exercés par plusieurs organes sont de rigueur.

« Ceux qui veulent gouverner alors reçoivent l'autorité des membres de

[69] CECAB, *op.cit,* pp.68-69.
[70] HOFFMAN, B., *La mécanique terroriste*, Calmant- Lévy, Paris, 2001, p. 17.

différents partis. Les adhérents du parti doivent viser le bien-être du pays et de tous les Burundais. En choisissant le parti de sa préférence tout Burundais doit le faire librement sans crainte, sans contrainte ni coercition. Il ne doit pas haïr son voisin parce qu'il n'est pas de son parti, non plus il ne doit pas renoncer à l'inviter comme d'habitude à partager avec lui la bière »[71].

Les évêques savent que l'autorité vient du peuple qui doit se choisir des gouvernants et des représentants vu que tout le peuple ne pourrait pas se gouverner lui-même. Mais comme la majorité de la population est analphabète, elle ignore cette faculté. Toutefois, la faute ne lui incombe pas parce que dans son éducation, elle n'est pas habituée à cela. Ainsi donc, elle a besoin d'un long moment d'apprentissage et des explications répétitives prolongées sur la démocratie en vue de favoriser la pénétration du sens de cette dite démocratie.

Pour Monseigneur Bududira, beaucoup de Burundais désirent le pouvoir et ce désir est légitime, acquérir certains biens et même être riche. Mais le problème est qu'ils veulent passer dans des voies qui ne sont pas profitables pour le pays. « En l'absence d'une capitalisation privée, l'Etat joue un rôle important dans la gestion et la distribution des richesses. Dans ce contexte, la lutte pour le pouvoir revêt un caractère particulier, celui d'être une lutte pour le contrôle de l'Etat et de ses circuits, seule source d'enrichissement »[72].

Cette course devient d'autant plus pressante et importante qu'une injustice flagrante préside à la répartition des richesses. « Ce sont les répartitions inégales des ressources de l'Etat, qui cristallisent les références ethniques.... Cette répartition inégale (ajoutée à la grande pauvreté préexistante) est à l'origine de ce

[71]CECAB, op.cit, p.69.
[72] NIBIMENYA, A. et alii, *op.cit.*p.58.

contexte propice à toute sorte de dérèglements sociaux et politiques »[73].

Je trouve donc que tant que cette répartition des richesses est encore inégale, l sera difficile d'éviter des réclamations de la part de tous ceux qui se sentent écartés. Il faut un partage équitable pour venir à la hauteur de ces rivalités.

« Nous interpellons alors les chefs des partis qu'ils enseignement à leurs militants à renforcer l'unité nationale et à respecter ceux qui ne partagent pas avec eux l'idéologie politique. Qu'ils s'exercent à la compétition politique sans haine ni contraindre les gens à prendre des cartes des partis politiques. Que les insultes soient supprimées aux lèvres de quelqu'un qui se respecte et qui veut être respectée »[74].

Les pasteurs de l'Eglise catholique demandent aux chefs des partis de se garder d'exhumer le passé dans le but de venir au bout de leurs ambitions politiques mais de s'en souvenir pour envisager la réconciliation et le pardon parce que c'est cela qui édifie l'unité et la paix sinon ce serait la vengeance perpétuelle qui s'installe. Les évêques supplient les chefs des partis de penser au bien-être de la nation en enseignant à leurs militants de sauvegarder l'unité qui génère la paix et la sécurité qui est le fondement du développement du pays. Qu'ils leur enseignent la compétition politique saine c'est-à-dire que la haine, la jalousie, l'emportement, la colère, les insultes, la calomnie, etc. sont à éviter car un tel comportement est incompatible dans le gouvernement démocratique attendu que ceux qui se concurrencent pour le pouvoir ne sont pas ennemis. Il n'y a aucune raison de considérer celui avec qui on ne partage pas l'idéologie comme ennemi puisqu'il est ton compatriote qui a besoin comme toi de vivre et

[73] *Idem*, p.59.
[74] Les évêques « Quel comportement digne à afficher en cet avènement des partis politiques ?" in *Vivons en Eglise* n° 10/1992, p.102.

de s'épanouir dans le pays qui est le bien commun.

Mêmement, les chefs des partis doivent éviter de contraindre les gens à embrasser leurs idéologies par force car cela ne sert à rien. Il faut attendre le libre consentement de l'individu qui doit être le fruit de la conviction du militant suite à l'explication du programme et de l'idéologie du parti. Il revient donc au militant de choisir car « en règle générale, quand les choses tournent mal dans les relations humaines, toutes les personnes concernées y ont contribué d'une manière importante »[75].

C'est pourquoi les pasteurs s'adressent à toutes les catégories de personnes pour qu'elles embrassent le processus démocratique afin d'éviter de se jeter mutuellement le tort au cas où les choses tourneraient mal. Ils continuent à souligner le comportement à bannir pour éviter les dégâts. « Gardez-vous de l'ivrognerie qui provoque le dérèglement des fonctions cognitives du langage, un langage incohérent qui consiste à insulter l'innocent et à monter l'arbre interdit »[76].

Les pasteurs savent qu'un verre de trop peut provoquer des ennuis entre les individus car celui qui s'est soûlé ne contrôle plus ses paroles. Ils invitent alors tous les hommes à se garder de l'ivrognerie en cette période de haute tension en évitant d'échanger des paroles blessantes pouvant entraîner les catastrophes entre les gens.

Au mois de Février 1991, les Burundais ont rejeté tout ce qui divisait les Burundais à l'école ou au service à cause de la tribu ou de l'ethnie. Et maintenant, qu'il n'y ait pas de gens qui excluent les autres dans les débits de boissons, dans

[75] DOUGLAS, S. et alii, *op.cit*, p. 93.
[76] CECAB, *op.cit*, *p.* 102.

les bus, dans les lieux publics sous prétexte qu'ils ne partagent pas le parti.

« Vous les éducateurs des écoles gardez-vous d'enseigner vos appartenances politiques aux élèves qui vous ont été confiés par les parents. Autre chose qui est strictement interdit est de punir les enfants suite aux partis politiques de leurs parents »[77].

Les éducateurs spirituels recommandent aux éducateurs des écoles de s'abstenir d'entraîner leurs éduqués à adhérer aux partis politiques ou les menacer à cause des appartenances politiques de leurs parents. En outre, les éducateurs sont adultes et savent distinguer le bien et le mal mais les éduqués sont encore des enfants qui ne comprennent rien, qui ont encore besoin de la lumière des parents ou des éducateurs. C'est ainsi qu'il est demandé aux éducateurs de ne pas malmener leurs éduqués à cause des partis de leurs parents. Cela serait de l'injustice notoire, non plus ils ne doivent pas les maltraiter parce qu'ils n'adhèrent pas à leurs partis. L'adhésion à un parti doit émaner de la volonté de l'intéressé et pas par contrainte.

« Quant aux réfugiés, qu'ils soient bien accueillis par les concernés. Nous demandons aux voisins, aux représentants de la famille chrétienne et aux gouvernants de les aider à s'intégrer dans le pays. Que toutes les ethnies de ce pays s'unissent. Que les étrangers nous y aident au lieu d'attiser le feu, afin que les élections se passent bien »[78].

Les guides spirituels s'expriment au sujet des réfugiés afin qu'ils soient bien accueillis par les autochtones mais qu'ils se gardent de freiner le pas déjà franchi vers la consolidation de l'unité nationale. Qu'ils renoncent à l'esprit de

[77] *Ibidem*
[78] *Ibidem*

vengeance mais au contraire qu'ils entretiennent avec les autochtones l'esprit de collaboration et d'entraide mutuelle afin de promouvoir collectivement le pays car la parole de Dieu est claire sur ce point :

« Ne rendez à personne le mal pour le mal. Recherchez ce qui est bien devant tous les hommes (Rm 12, 17) ». Les chrétiens doivent s'efforcer d'arriver à ce point même si ce don n'a pas été donné à beaucoup car il est écrit : « C'est moi qui ferai justice, moi qui rétribuerai, dit le Seigneur. Bien plutôt, si ton ennemi a faim ; donne-lui à manger ; s'il a soif, donne-lui à boire ; ce faisant, tu amasseras des charbons ardents sur sa tête. Ne te laisse pas vaincre par le mal, sois vainqueur du mal par le bien (Rm 12, 17-21) ».

Tout compte fait, les évêques rédigent ce message aux chrétiens et aux non chrétiens au moment où certains militants des partis politiques commencent à afficher un comportement indigne pouvant gêner même le processus démocratique. Les conseils divers contenus dans ce message visent à redresser la conscience des chefs des partis politiques et des gouvernants en vue d'empêcher les gens de se traiter comme des sauvages car une telle conduite est à décourager dans le processus démocratique.

3. L'Eglise catholique après les élections de 1993

Alors que la campagne électorale s'est déroulée dans un climat de disputes, d'insultes et de dénigrement mutuel entre les Upronistes et des Frodebustes avec une connotation ethnique, les élections se sont déroulées dans le calme pour l'un ou l'autre groupe en concurrence. « Nous avons élu le Président de la République calmement dignement sans précipitation. Que Dieu soit loué ! »[79].Comment alors

[79] CECAB, « Le message donné par les évêques catholiques » in *Ndongozi* n° 88, 1993, p. 11.

la situation a évolué ?

« Après les élections de 1993, le Président de la Commission des Elections, Térence Sinunguruza a accepté que les membres du Frodebu partent avec les urnes pour éviter toute inquiétude. Quand Ndadaye a vu que le Président de la Commission électorale n'avait pas cette intention, il a été étonné et il l'a beaucoup remercié pour son impartialité et sa bravoure »[80].

Les choses se sont compliquées après la victoire du Frodebu et la défaite de l'Uprona. Les Frodebustes étaient fous de joie tandis que les Upronistes étaient désespérés. Les Upronistes accusaient les Frodebustes d'avoir gagné les élections par magouille en se servant de l'ethnisme. Ils ont déclaré alors que ce n'était pas la démocratie qui sortait vainqueur mais l'ethnisme. Cela a été suivi par des manifestations et des accusations mutuelles entre les Upronistes.

Cette situation est devenue inquiétante pour les pasteurs parce que la haine, la division, les soupçons, la jalousie, les médisances atteignaient leur paroxysme. Les adultes se jetaient le tort en s'accusant mutuellement de trahison. En plus de cela, ils voyaient que le drame allait s'abattre sur le pays puisqu'ils pensaient que les ennemis du pays (Palipehutu à cette époque) allaient détruire le pays.

Cela ne faisait qu'intensifier la peur et la haine car la peur de l'ennemi et de la vengeance était poussée à outrance et la violence était inéluctable suite à la perte des privilèges. « Rien de plus terrible et de plus dangereux que l'homme obsédé par la peur. C'est toujours la peur qui pousse aux violences et aux cruautés les plus affreuses »[81].

---

[80] NDAYIZIGA, C., « Teransi Sinunguruza aratwiganira ingene amatora yagenze », in *Ndongozi,* n°88 /15 juin 1993, p.1.
[81] PICQ, J.et COUSSET, Y., *op.cit*, pp.96-97.

Toutefois, les évêques avaient, depuis le début du processus démocratique, nontré que dans le système démocratique il y a toujours des gagnants et des perdants mais que cela ne doit pas provoquer l'inimitié. Au contraire, tout le nonde est invité à se respecter, aimer sa patrie et surtout se garder de s'entacher de sang. Même Bossuet à son époque en avait parlé en ces termes :

« Non seulement l'autorité en elle-même est sacrée mais Dieu établit les chefs des peuples comme ses propres ministres et règne par eux. Attenter à leur personne est un sacrilège. On doit leur obéir par principe de religion et par motif de conscience (....). Le respect, la fidélité et l'obéissance qu'on doit au roi ne doivent être altérés par aucun prétexte. La seule exception est le cas où le prince commanderait contre Dieu (....). A la violence de ceux-ci, les sujets n'ont à opposer que des remontrances respectueuses sans murmures, en y joignant des prières pour sa conversion »[82].

Quoi que la situation fût pareille et qu'on ne peut pas nier totalement que le facteur ethnique n'a pas influencé la victoire des Frodebustes, il ne faut pas perdre de vue que la plupart de Burundais étaient tellement assoiffés du changement dans la gestion du pouvoir raison pour laquelle les frodebustes ont eu plus de voix que l'Uprona. C'est pourquoi, le rival de Buyoya avait prédit que sa victoire était inévitable, il partait de cette réalité.

« Celui qui voudra stopper cette volonté des Burundais, il ne le pourra pas. Que les upronistes ne se jettent pas alors le tort non plus qu'ils ne s'accusent pas mutuellement comme on le voit aujourd'hui. Qu'il n'y ait pas ceux qui nient le résultat des urnes parce que ce serait dédire la démocratie. Qu'ils se conforment à la volonté des Burundais mais qu'ils redressent ce qui n'a pas bien marché à travers

[82] .CALVET, J., *BOSSUET, Œuvres choisies*, Hatier, Paris, 1947, pp.311-313.

la voie démocratique »[83].

Ici, le Président Ndadaye conseillait les Upronistes d'éviter de se chamailler car la rivalité démocratique laisse apparaître des vainqueurs et des vaincus mais la modestie requiert qu'on accepte le résultat des urnes même si le mécontentement ne peut pas ne pas manquer.

Quant aux autorités ecclésiastiques, c'est vrai que la plupart d'entre -elles aurait aimé que celui qui avait rétabli l'Eglise dans la paix et la dignité gagne les élections et cela s'est remarqué à travers le message que Monseigneur Simon Ntamwana a adressé aux chrétiens avant les élections où il a invité les électeurs aux futures élections présidentielles et législatives à voter en faveur de la paix qui est source de vie, car voter en faveur de la division est synonyme de la mort : « Frères et sœurs, votez pour l'unité, vous aurez voté pour la vie. En votant pour les divisions, qu'elles soient ethniques, qu'elles soient celles des études faites. Vous aurez voté pour la mort. Que ce vote n'ait pas lieu : votez pour la vie »[84].

Comme la réalité a démontré le contraire, la Conférence Episcopale Catholique du Burundi (CECAB) s'est dépêché à dresser une lettre pastorale où elle demandait aux vainqueurs de bien gérer le pouvoir et aux perdants de se retenir et se préparer à surveiller les gagnants afin qu'ils mettent en pratique ce qu'ils ont promis au peuple et cela avait été explicité dans des lettres ou messages qu'ils avaient adressés au peuple burundais lors de l'avènement des partis politiques.

« Chers frères dans la foi, nous avons la mission que nous ne pouvons pas

---

[83]NDAYIZIGA, C. « Au revoir Buyoya, au revoir le gouvernement Uprona » in *Ndongozi* n° 88, p.6.
83 NTAMWANA, S., «L'homélie de Monsieur Simon Ntamwana dans la messe dédiée à l'unité » in *Ndongozi* n° 82 Janvier-Mars/1193, p.2.
[84] NTAMWANA, S.,"L'homélie de Monseigneur Simon NTAMWANA dans la messe dédiée à l'Unité » in *Ndongozi* n° 82, Janvier-Mars/ 1993, p.2.

négliger. C'est la loi d'amour. « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés » (Jn 15, 12) : c'est l'amour qui sauve la terre : C'est lui seul qui fraternise les hommes. C'est lui qui justifie les enfants et les justes de Dieu (Mt 25, 31-46). C'est lui qui montre que l'homme se conduit honnêtement. Celui qui le nie, il nie sa propre dignité. C'est lui qui aide les hommes à se convertir pour devenir nouveau puisqu'il les aide à renoncer au mal et recréer en eux la nouvelle énergie de s'efforcer à faire le bien. C'est lui seul qui sauvera le Burundi »[85].

Les évêques voudraient que les Burundais restent unis après les élections attendu qu'ils n'ignoraient pas les malentendus ou les mécontentements qui pouvaient caractériser les perdants. En d'autres termes, c'était une façon de prévenir les adhérents de différents partis de s'attendre à une victoire ou une perte.

« En élisant le Président, vous avez obéi à votre cœur et vous avez choisi celui qui vous tient à cœur. Vous avez obéi à Dieu, lui qui est la source de toute autorité. Vous avez voulu fortifier ce que nous avons déjà réalisé : rassembler tous les Burundais dans l'esprit et le droit de réconciliation, consolider la justice pour qu'elle engendre la paix et l'Unité et devenir pour le Burundi la protection. Puisque vous connaissez tout cela, vous serez heureux quand vous le réaliserez (Jn 13, 17). Nous remercions beaucoup le Président Buyoya, lui, qui a été brave en nous faisant arriver à ce pas qui donne honneur à la nation »[86].

Les autorités de l'Eglise catholique félicitent les Burundais pour l'action importante qu'ils venaient de réaliser, celle d'élire le président de la République. Ils ont accompli la volonté de leur cœur puisqu'ils ont élu selon leur préférence. Ils rendent hommage à Pierre Buyoya puisque c'est lui qui a conduit le pays à ce niveau. N'eût été lui, rien n'aurait pu être réalisé. Il aurait pu voler les voix ou

[85] CECAB, *op.cit*, p. 11
[86] *Ibidem*

refuser de passer le pouvoir à Ndadaye comme on le voit dans les autres pays africains à titre d'exemple le Kenya, la Côte d'Ivoire, etc. mais il n'a pas fait ça. C'est pourquoi, les évêques le remercient énormément.

« Vous tous les Burundais faisant partie des partis qui ont gagné les élections, soyez heureux avec les perdants. Que personne ne menace son ami, son voisin ou le passant, parce qu'il a gagné. Consolez-vous les uns des autres en disant : « Nous étions en compétition et non à la chasse !»[87].

Les évêques invitent les partis de la mouvance présidentielle de jouir ensemble avec les non gagnants comme ils l'avaient toujours signalé dès le début du processus démocratique parce que la concurrence n'implique pas l'inimitié.

« Vous tous les Burundais rassemblés dans les partis qui n'ont pas gagné les élections, ressaisissez-vous pour échanger comment vous entraider et vous épauler mutuellement »[88].

Au cours des enseignements sur le fonctionnement de la démocratie, les évêques catholiques n'ont cessé de signaler que la démocratie laisse se concurrencer des leaders de différents partis politiques et que le résultat laisse apparaître des gagnants et des perdants mais que cela est normal. Ils ont précisé qu'à ce moment, les perdants ne se découragent pas comme si c'était la fin du monde, qu'ils se préparent à surveiller les gagnants afin qu'ils réalisent la promesse qu'ils ont faite à la population lors de la campagne (ici il s'agit du programme de développement qu'ils ont présenté au peuple). Ils constituent donc l'opposition dont l'objectif n'est pas de gêner le fonctionnement du gouvernement mais de corriger et d'attirer l'attention du gouvernement en cas de constat de ce

[87] *Idem, p.13*
[88] *Ibidem*

qui ne va pas.

« La concurrence des partis ne se termine pas avec ce mois. En 1961, la victoire des uns a fait taire les autres et les a empêchés de parler. Les partis perdants se sont repliés sur eux-mêmes et ils se sont réfugiés dans la division. Evidemment, ceux qui voulaient s'en servir pour s'exprimer se sont trouvés bloqués et ils se sont enfuis dans la vallée de divisions qui ont généré la catastrophe dans le pays »[89].

Les autorités de l'Eglise connaissant en profondeur l'histoire du Burundi, elles évoquent le passé dans le but d'éviter de revivre les mêmes ennuis car « un peuple qui semble ignorer son histoire est condamné à la revivre »[90] et comme un autre auteur avisé l'a signalé que celui qui occupe les rênes du pouvoir est toujours susceptible de devenir dictateur, les évêques attirent l'attention des gagnants pour qu'ils se gardent de couper la parole aux autres afin qu'ils ne se réfugient pas dans les divisions qui ont toujours provoqué le désastre dans le pays. Pour éviter tout cela, il faut que les gagnants ne s'approprient pas totalement le pouvoir et ils continuent leur discours :

« La vraie démocratie est marquée par le fait que les partis acceptent de se relayer au pouvoir et les gouvernants se passent le pouvoir dans le calme marquée par l'entente comme il a été prévu dans la constitution. C'est cela que nous souhaitons au Burundi et à tous les Burundais »[91].

Monseigneur Bududira invite chaque homme et chaque femme de ce pays à se laisser pénétrer par l'esprit démocratique et les idéaux qu'elle véhicule.

---

[89] *Ibidem*
[90] NSAVYIMANA, D., op.cit, U-B, A/A 2005-2006.
[91] CECAB, *op.cit*, p.13.

Selon lui, « La participation de tous ? Voilà son mot-clé :

Cela requiert le refus de l'exclusion, de la monopolisation de la démocratie par un groupe. Ce n'est que dans la solidarité que la société burundaise pourra bâtir une saine démocratie basée sur un pluralisme politique qui promeut et protège les vertus civiques telles les sens de la nation, la conscience nationale et le souci, la démocratie devient une barrière efficace contre le tribalisme et toute idéologie ethnocentriste »[92].

Les guides spirituels continuent à accompagner le processus démocratique en encourageant le peuple burundais à élire les députés qui vont porter leurs doléances auprès du gouvernement en vue de trouver la solution à ses difficultés.

« Dans les jours à venir nous franchirons une autre étape consistant à élire des députés. Nous les supplions de présenter au peuple les programmes consistants de ce qu'ils vont réaliser une fois élus et non les médisances, les dénigrements et des mépris des autres comme on l'a déjà constaté. Ainsi, tout Burundais va élire étant motivé par le contenu du programme présenté. Qu'ils cessent de confondre le mensonge et le droit, qu'ils se gardent de superposer les programmes qu'ils ne vont pas réaliser »[93].

Nos guides spirituels attirent l'attention de ceux qui vont se faire élire pour représenter le peuple d'éviter de faire la propagande comme on venait de le faire pour les élections présidentielles, où les insultes, la calomnie et les dénigrements mutuels étaient poussés à outrance. Ils leur suggèrent de changer de comportement et de présenter au peuple les programmes de développement afin que la population élise ayant conviction de ce qui va se réaliser. Pour ce, qu'ils

[92] NIBIMENYA, A et alii. *op.cit*, p.63.
[93] CECAB, *op.cit*, p.13.

renoncent à la déconsidération des autres car on sait qu'aucune jeune fille ne peut se sous-estimer N'importe qui veut montrer qu'il est capable sans démontrer sa compétence.

En somme, le processus démocratique a évolué à la normale. La majorité de Burundais répartis dans les différents partis se sont rivalisés lors de la campagne électorale en échangeant des mots qui n'étaient pas agréables mais cela n'a pas empêché que les élections se passent bien puisque chacun de deux groupes rivaux espérait gagner les élections. Suite à cet espoir qui n'a pas généré aux mêmes résultats, les conseils donnés n'ont pas pu modifier la situation, au contraire, la jalousie, la haine et la méchanceté ont augmenté jusqu'à la décapitation du parti au pouvoir le 21/ Octobre/1993. Cette action ignoble a été suivie par une situation de grand mécontentement et de désolation des Frodebustes qui s'inscrivaient en faux contre l'armée dont une minorité venait de perpétrer ce forfait et c'est la crise qui vit le jour et qui prendra du temps pour voir le terme.

CHAPITRE III : ANALYSE DU COMPORTEMENT DE L'EGLISE CATHOLIQUE DES L'ECLATEMENT DE LA CRISE EN 1993

La Conférence des Evêques Catholiques du Burundi(CECAB), dès qu'elle a appris la nouvelle du putsch de 1993, elle a été la première à réagir pour condamner les putschistes et appeler la population au calme. Cette réaction a été matérialisée par l'organisation des secours opérée par les membres de l'Eglise dans les différents coins des diocèses lors des affrontements et les enseignements y relatifs qui ont été donnés. Au fur et à mesure que la situation a empiré, l'Eglise catholique n'a cessé de proposer des solutions en vue de mettre le terme à la crise mais sa voix semblait retentir dans le désert.

1. Réaction de l'Eglise catholique au début de la crise

L'Eglise catholique s'est donnée autant qu'elle pouvait en vue d'apaiser la situation qui était désolante tant pour la communauté nationale qu'internationale qui avaient été satisfaites du déroulement des élections et de la passation du pouvoir. La décapitation du parti au pouvoir a été suivie par le pourrissement du pouvoir et tout au long de cette période, c'est la vengeance sans précédent qui s'est installée ! Les évêques ont dès lors dressé des lettres pastorales pour calmer la situation mais au lieu de s'améliorer, elle se compliquait davantage parce que presque tout le monde s'adonnait à la violence.

« La tension est devenue terrible lorsque, en Mars et Avril 1994, les bandes armées entretenues par des hommes politiques, dont les membres du gouvernement appartenant au parti au pouvoir, ont voulu interdire l'accès des quartiers périphériques du Nord (Kamenge et Kinama) aux forces de l'ordre. Ce fut une véritable « guérilla urbaine où l'armée s'est trouvée confrontée à des civils armés,

voire des bandes organisées, ce qui a coûté la vie à beaucoup de Burundais, occasionné des dégâts matériels énormes et provoqué un mouvement de populations qui ont cherché refuge dans les quartiers épargnés de la violence ou au Zaïre voisin »[94].

Les évêques ont invité tout burundais à penser de tout ce qui se passe entre autre la guerre, la misère économique. « A voir tout ce qui se passe dans notre pays, il faut bien reconnaître que beaucoup de chrétiens ne mènent plus une vie en accord avec leur baptême et qu'ils n'accomplissent guère les obligations qui lui sont inhérentes. Et si nous ne menons pas une vie cohérente avec notre foi, quel genre de chrétiens sommes-nous ? Est-il possible que nos Eglises soient toujours pleines de monde, que les communions soient toujours aussi nombreuses, si les gens, chrétiens pour la plupart, continuent à s'entretuer, à piller, à brûler, à se haïr ? »[95]

Nos pasteurs de l'Eglise catholique appellent à la conscience des chrétiens qu'ils se rabaissent, se détournent du mal et du péché auxquels ils se sont livrés. En effet, tous ces gens qui font partie des malfaiteurs, ces milices, ces militaires, ces commanditaires etc. sont pour la plupart des chrétiens. Mais alors, les évêques posent une question pertinente consistant à savoir si tous ces perturbateurs de l'ordre et de la sécurité méritent-ils ce nom ? Jésus lui-même a déjà tranché sur ce point en ces termes : « Celui qui écoute mes paroles mais ne les garde pas, il ressemble à quelqu'un qui a construit sa maison sur le sable. Quand il pleut, les vagues s'abattent sur elle et elle tombe en ruine (Mt 7, 26-27)».

Une analyse de cette parabole, ces vagues qui s'abattent sur la maison pour la faire tomber, ce sont toutes les difficultés que rencontre l'homme dans sa vie qui

[94] RUTAYISIRE, P., « Théologie et pastorale, une année de crise, l'Eglise dans la tourmente » in *ACA* N° 3-4 /1994, p. 512.
[95] CECAB « Message des évêques catholiques aux fidèles et aux hommes de bonne volonté. Nous condamnons avec force toute violence dans notre pays du 24/10/1994 », Bujumbura, 1994, p.4.

ébranlent sa foi en Dieu sauveur s'il ne triomphe pas d'elles en se gardant par exemple de se venger ou de recourir à d'autres moyens qui font souffrir les autres parce qu'il est chrétien. Il doit imiter le Christ qui a demandé à son Père de pardonner à ses bourreaux parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient (Lc 23, 34).

« Un vrai chrétien ne peut pas accepter de se faire l'instrument de la mort et de la destruction. Eclairé par sa foi, il reconnaît en chaque homme son frère. C'est cela d'ailleurs qu'il professe chaque fois qu'il prie le « Notre Père ». Il reconnaît ainsi, en Dieu son Père et dans les autres hommes, les enfants du même Père. Rappelez-vous la parole de Dieu : « Ce que vous aurez fait aux plus petits d'entre les miens, c'est à moi que vous l'aurez fait (Mt 25, 40)»[96].

Les pasteurs de l'Eglise font comprendre que le vrai chrétien ne se laisse pas emporter par la colère ou tout courant de pensée. En cas de grande épreuve due à la perte des membres de sa famille, il ne se livre pas à la vengeance. Il reconnaît l'image de Dieu en tout être humain sans autre considération aucune.

Cependant, durant cette crise, la plupart de chrétiens ont beaucoup péché contre Dieu en versant le sang de leurs frères. Les évêques appellent tous ceux qui se sont égarés à se convertir et revenir à Dieu miséricordieux, il les pardonnera.

« Le commandement de Dieu est sans équivoque : « Tu ne tueras point !». Il n'admet aucune exception, en dehors du cas de légitime défense, quand notre vie est en danger immédiat et que tous les autres moyens de défense sont épuisés. A quoi servent tous ces discours sur la démocratie, sur la dignité humaine, si le droit fondamental et universellement reconnu n'est pas respecté ? »[97]

---

[96] *Idem*, p.5.
[97] *Ibidem*

En cas d'agression ou pour défendre la nation l'homme peut recourir à la force, à plus forte raison les armes mais cette légitime défense ne peut en aucun cas être le motif d'enlever la vie à l'autre. « Par la légitime défense, on fait le choix de se défendre et de mettre en valeur le droit à la vie, la sienne propre ou celle d'autrui, et non le choix de tuer. Pour qui a la responsabilité de la vie d'autrui, la légitime défense peut être aussi un devoir grave. Toutefois, elle ne doit pas emporter un usage de la violence plus grand que ce qui est nécessaire »[98]. L'homme est appelé à respecter la vie de l'autre qui qu'il soit.

« Pourquoi y a- t-il tant de chrétiens qui soutiennent des projets de division et qui vont jusqu'à tuer leurs frères ? Dieu nous a accordé beaucoup de dons, il nous en demandera compte !

Nous faisons appel à tous les chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté. Brisez le cercle infernal de la violence. Partout où vous êtes, parlez et agissez comme de vrai " artisans de paix ". Eloignez-vous des fauteurs de guerre. Isolez-les, ne soyez pas leurs complices sous quelque prétexte que ce soit ! Ils ne peuvent apporter que la mort et la désolation »[99].

Les pasteurs de l'Eglise conseillent aux chrétiens de se garder de suivre les propos des sanguinaires, qu'ils se gardent de s'entacher du sang car quiconque verse le sang de son frère en répondra devant la justice et devant Dieu. Pour ce, ils leur demandent de cultiver en eux l'esprit de réconciliation, de convivialité et d'impartialité.

En effet, depuis longtemps, les Burundais vivaient en harmonie et leurs différences d'ethnie, de taille, de couleur, de régions, au lieu de constituer un

---

[98] *Catéchisme de l'Eglise catholique abrégé*, Cerf, Paris, 2005, pp.183-184.
[99] CECAB , *op.cit*, p.5.

handicap à la cohabitation et au progrès de la société, elles permettaient au contraire la consolidation des liens familiaux et de l'unité. L'unité et la fraternité étaient des réalités visibles qui caractérisaient la société.

Néanmoins, ces dons précieux qui marquaient les Burundais d'autrefois ont disparu progressivement depuis que le Burundi a commencé à connaître la crise qui, dans ces jours, a pris des dimensions considérables. Alors que les chrétiens devraient se démarquer en adoptant un comportement digne des enfants de Dieu au cours de la crise, ils ne se sont pas distingués des autres, ils ont participé comme les autres dans les massacres. Attendu que l'ethnocentrisme était poussé à outrance, les évêques ont exhorté leurs ouailles à cesser de se diviser : Que les Hutu cessent de traquer les Tutsi et vice-versa. Les deux ethnies ont grand intérêt à vivre ensemble et combattre tout ce qui les empêche de s'épanouir.

Lors de la signature de la convention du gouvernement, les pasteurs de l'Eglise ont apprécié beaucoup l'accord que les membres des partis politiques venaient de conclure dans le but de mettre en place les différentes institutions pour redémarrer le fonctionnement de la société parce que celles qui avaient été instituées après les élections de 1993 avaient été ébranlées.

« Chers chrétiens, chers compatriotes, nous, les évêques catholiques du Burundi, voulons encore une fois nous adresser aux chrétiens et aux autres hommes de bonne volonté. Notre message porte sur la situation que vit notre pays. Elle reste toujours grave même s'il y a quand même quelque lueur d'espoir. Nous nous réjouissons de la signature de la convention de Gouvernement, de la désignation par consensus du Président de la République, de la nomination du Premier ministre, de la formation du Gouvernement et de la désignation des Gouverneurs des provinces. Nous espérons que cette remise en place des institutions va se

poursuivre sans délai jusqu'aux échelons inférieurs de l'administration »[100].

Le Gouvernement de Madame Sylvie Kinigi avait un problème immense dans une crise aussi grave qui a paralysé les institutions de l'Etat et créé un vide du pouvoir à tous les échelons de l'administration territoriale. Une semaine après le putsch, il ne restait qu'une trentaine d'administrateurs sur les 115 communes que comptait le pays : les uns ayant fui, les autres cachés ou morts. On peut comprendre certains silences et décisions discutables que traduisait une incapacité réelle provenant de la situation ainsi créée et de l'inexpérience de l'équipe gouvernementale. La plupart des membres du gouvernement n'avait pas exercé des responsabilités étatiques ou venaient tout droit de l'exil de plusieurs années.

Ainsi, pour sortir de la situation ainsi créée, plusieurs solutions ont été proposées avant qu'un cadre de concertation politique entre partenaires politiques (Gouvernement et Partis politiques) ne soit retrouvé.

Sous la pression de la société civile et de la communauté internationale, la rencontre du Premier ministre avec les représentants de l'opposition a reconnu la nécessité d'associer l'opposition à la recherche d'une issue favorable à la crise politique et institutionnelle.

« Tous les Burundais ont les yeux tournés vers ces nouveaux aménagements. Le peuple espère qu'ils seront en mesure de ramener la paix et la sécurité dans un pays meurtri par une année entière de déchirements et de luttes fratricides. Nous invitons les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à un engagement sérieux pour la paix. Car, malgré les signes encourageants, il existe encore des gens qui troublent la paix et entretiennent un climat d'insécurité. Dans diverses régions

[100] CECAB, « Message des évêques catholiques aux fidèles et aux hommes de bonne volonté : Nous condamnons avec force toute violence dans notre pays du 24/ Octobre / 1994 », Bujumbura, 1994, p.1.

du pays, on note une recrudescence d'actes de violence. Les responsables semblent souvent dépassés par les événements, et les populations sont désorientées et au bord du désespoir. Les gens sont prisonniers des préjugés ethnistes et pris dans l'engrenage de la vengeance et de la violence aveugle »[101].

En effet, il fallait à tout prix trouver une formule constitutionnelle appropriée pour doter le pays le plus rapidement possible d'un chef d'Etat légitime et responsable qui puisse exercer les attributions constitutionnelles de la nation, le garant de l'unité nationale et du recours pour tous . C'était aussi la recommandation des représentants des Eglises chrétiennes. « Dans une crise comme celle que connaît le Burundi, il faut un chef reconnu et accepté pour restaurer un climat de paix et de confiance dans tout le pays. Il faut un dirigeant au-dessus des partis et des querelles ethnistes, un chef d'Etat rassembleur »[102].

Enfin, cette solution qui a été suivie par la nomination de différents fonctionnaires aux différents postes en vue de redresser la situation a soulagé les évêques.

Alors que la mise en place des institutions générait une lueur d'espoir que la situation allait se normaliser malgré l'existence de gens qui troublaient la paix et entretenaient un climat d'insécurité, voilà que la situation devint autre avec la mort inopinée lors de l'accident de l'avion à Kanombe (Kigali) du Président Cyprien Ntaryamira le 6/Avril/1994. Les données de blocage institutionnel demeuraient inchangées : impossibilité d'organiser les élections et silence de la constitution. Mais entre temps, la situation politique intérieure prenait d'autres dimensions : extension de l'insécurité qui gagnait presque tout le territoire national, les

---

[101] *Ibidem*

[102] RUTAYISIRE, P., « Homélie de Monseigneur Joachim Ruhuna lors des funérailles du Président Ndadaye Melchior et ses proches collaborateurs », in *ACA*, n°3-4/1994, p.524.

engagements non tenus par le Frodebu à l'égard des partenaires politiques de l'opposition, la persistance du vide du pouvoir à l'institution présidentielle, les effets de l'impunité et de la crise rwandaise, etc. Les négociateurs étaient condamnés à parvenir à un compromis politique, étant donné qu'il n'y avait pas d'issue juridique, à moins de laisser le chaos s'installer.

C'est dans ce contexte que le pays a pu trouver sans tarder un Président issu du Frodebu et un Premier ministre provenant du principal parti d'opposition, l'Uprona.

Cependant, ce gouvernement était confronté à mille et une questions qui devraient être discutées et la plus épineuse de toutes était celle des forces de l'ordre puisque la crise avait montré la nécessité d'une force de sécurité crédible par les deux grandes composantes ethniques de la population burundaise. La terrible question de l'insécurité qui s'étendait à la vitesse de croisière et la vengeance aveugle ethnique qui se perpétrait était pertinente.

Pour ce, il fallait chercher d'autres garanties de protection notamment le respect du droit et la stabilité politique.

Malheureusement le problème de l'armée se posait dans un climat passionnel et de façon étroite parce que les chefs de cette armée n'avaient pas voulu trouver la solution y relative à temps. S'ils avaient pensé lors du recrutement à l'équilibre ethnique, ce problème ne serait pas posé puisque l'armée doit être le produit de la société et non d'une partie de la société. « Comme c'est un corps social qui a des liens directs dans la société, il faudrait investir dans son encadrement intellectuel en lui enseignant la politique pour l'en dissuader, car elle est la première à en pâtir quand il y a des problèmes »[103].

[103] *Le renouveau* n° 4257.

2. L'Eglise catholique pendant l'extension de la crise au Burundi

Alors que dès l'éclatement de la crise, l'Eglise a essayé de favoriser l'entente et la cohabitation entre les Burundais comme cela était autrefois, cet effort n'a pas eu des effets escomptés. La crise a continué à s'étendre de façon galopante.

« Chers frères, chères sœurs, cela fait une année entière que la guerre et la haine causent leurs ravages. Les conséquences dramatiques d'une telle situation s'étalent devant nos yeux. Citons-en quelques unes :

L'insécurité d'abord. Malgré les efforts déployés pour assurer la sécurité, un climat de peur règne partout. Les gens n'osent plus se déplacer d'un endroit à l'autre ; ils craignent d'emprunter certaines routes, de se rendre à certains endroits, dans certains quartiers ou dans certaines régions. Des personnes sont enlevées et disparaissent sans laisser de traces. Des voyageurs sont parfois attaqués et dévalisés, sinon même tués par des bandes armées. Des gens sont attaqués, dans leurs habitations, à coup de fusil ou de grenades ; on détruit leurs maisons et leurs biens, sans que personne ne réagisse. Il n'y a que la radio qui reprend le même refrain ; « la sécurité a été perturbée », ce qui, s'il n'y a pas de mesure conséquente, ne fait qu'augmenter la peur et le désarroi »[104].

Durant les premiers jours de la crise, la sécurité des membres du gouvernement a beaucoup préoccupé les dirigeants du pays. Pour certains membres, ce problème était réel mais il ne l'était pas moins pour les autres. Il a pris néanmoins une telle proportion qu'il a hypothéqué celle de la population livrée à des massacres, menacée par des épidémies et par la faim. Car, même si les massacres massifs avaient pris fin au début de 1994 et que l'on constatait une

[104] CECAB, *op.cit*, p.2.

reprise timide des activités dans certaines provinces, l'insécurité prenait d'autres formes en ville, comme à la campagne. Des actes de banditisme armé en ville, les pillages, les destructions des biens, l'épuration ethnique des quartiers et des collines, les règlements de compte de toute sorte, etc..se multipliaient proportionnellement à l'absence, au laxisme et à la complicité des autorités administratives et politiques. Des communes restées jusque-là en paix ont été envahies par la folie de l'autodestruction.

Face à cette situation qui se détériorait au fil des jours, l'exil volontaire du gouvernement à l'Ambassade de France et au Club des Vacances dans l'attente d'une force armée internationale pour assurer sa protection était synonyme d'un refus coupable d'assister des personnes en danger de mort. Entre temps, l'insécurité s'étendait et s'intensifiait presque dans tous les secteurs : d'abord dans la capitale de Bujumbura, les habitants des quartiers se regroupaient par ethnie et des milices hutu et tutsi se formaient activement et semaient partout la terreur et la désolation.

Dans les établissements secondaires, l'insécurité était horrible. Les éducateurs comme les élèves entre eux se sont massacrés. Certains ont pris la fuite vers l'extérieur du pays et ils sont entrés dans les bandes armées. Certains établissements ont été fermés, d'autres sont restés des foyers inquiétants d'insécurité et d'intolérance. Cette détérioration de l'insécurité a été favorisée par la prolifération des armes à feu qui trimbalaient partout parce que l'autorité d'alors ne s'en souciait pas.

« Notre appel s'adresse pour le moment aux parents et aux éducateurs. Le devoir de l'éducation est d'une extrême importance dans toute société, et il incombe en priorité aux parents, secondés par les autres éducateurs. Parmi les divers aspects de cette éducation, eu égard à la situation que vit notre pays, une

place particulière revient à l'éducation de la jeunesse à la paix et à la tolérance. Les agissements constatés dans certaines écoles et sur les collines, l'implication de certains jeunes dans les massacres, montrent l'urgence d'une telle éducation. Mais, les parents et les éducateurs ne doivent pas se contenter de parler à la jeunesse pour lui inculquer les valeurs de la justice. Ils doivent ainsi prêcher par l'exemple. Les jeunes ont été souvent entraînés par le mauvais exemple de leurs aînés »[105].

Les évêques déplorent le dérèglement qui se laisse observer dans le domaine éducatif. Certains parents et certains éducateurs semblent abdiquer en matière éducative ; ils laissent les enfants à la séduction des politiciens qui les recrutent et les poussent dans la voie de la violence à prix d'argent, de drogue ou de boisson pour servir leurs intérêts partisans et égoïstes. Ici, personne ne peut perdre de vue les bavures et les exactions perpétrées par les jeunes pendant les villes mortes surtout à Bujumbura. Les personnes brûlées vives, massacrées, les maisons pillées et incendiées, les voitures volées ou brûlées, j'en passe. Ce qui est regrettable est que tous ces forfaits étaient perpétrés à la vue de certains adultes parents qui ne se souciaient plus de la morale. Suite à ce délabrement, les évêques ont attiré l'attention de ces jeunes.

« Nous nous adressons enfin aux jeunes. Vous les jeunes, vous avez l'avenir devant vous. N'envisagez pas cet avenir de façon égoïste. Ouvrez grand votre cœur et poursuivez un idéal élevé. Privilégiez toujours l'esprit d'ouverture, de tolérance et de service. Un monde égoïste où chacun ne pense qu'à soi et à ses propres intérêts, ne pourra jamais vous satisfaire. Imitez et suivez ceux de vos aînés qui luttent pour la paix, la justice et la réconciliation. Ne suivez pas ceux qui recourent à la violence, qui s'adonnent aux massacres des personnes, aux incendies et aux destructions des biens. Cette voie est sans issue. Si vous avez eu la chance de

[105] *Idem*, p.8.

trouver une place à l'école, consacrez-vous soigneusement à l'étude ; si vous avez dû vous enfuir de l'établissement, nous vous supplions d'y retourner et de vous préparer ainsi à servir votre patrie. Comme chrétiens, prenez au sérieux votre foi, mettez en pratique vos engagements, ménagez dans votre vie une bonne place pour la prière et la méditation de la parole de Dieu. Soyez le sel de la terre et la lumière du monde (Mt 5, 13) »[106].

Pour triompher de cette situation, les évêques demandent aux jeunes de s'exercer à la prière, à la méditation de la parole de Dieu et de suivre l'exemple de leurs aînés qui s'adonnent à lutter pour la paix, la justice et la réconciliation et de tourner le dos à tous ceux qui font le contraire car la parole de Dieu exhorte tous les hommes à faire du bien et à éviter le mal.

Ils s'attèlent après à brosser la situation des réfugiés :
«La situation des déplacés est dramatique : ils souffrent de la faim et du dénuement ; ils sont mal logés et mal nourris ; ils sont menacés par des maladies endémiques, dues aux mauvaises conditions de vie. Ils vivent dans la peur et l'insécurité. Tant de souffrances prolongées et dont ils ne voient pas l'issue ne peuvent que les démoraliser et cultiver en eux le ressentiment et l'aigreur »[107]. Les évêques font un constant amer sur la situation déplorable des déplacés. En effet, les déplacés étaient des personnes regroupées dans des endroits un peu sécurisés grâce à la présence des forces de l'ordre. Ces déplacés ont été contraints de quitter leurs propriétés suite à la guerre de 1993. A ces différents endroits où ils sont regroupés, ils vivent dans des conditions difficiles exposés à tous les maux. Les évêques ayant constaté cette situation, ils interpellent toutes les personnes de bonne volonté et surtout les organismes philanthropiques de secourir ces personnes. De leur côté, ils

[106] *Idem*, p.9.
[107] *Idem*, p.2.

manifestaient leur secours à travers la Caritas et les autres organismes comme CRS (Catholic Relief Service), etc. Cette œuvre a été par après poursuivie par les mouvements d'action catholique. Tous ces gestes étaient posés dans le but d'apaiser leurs souffrances, le ressentiment et l'aigreur.

« Ces conditions poussent certains déplacés à semer à leur tour l'insécurité autour de leurs camps. A cause du découragement ou de l'esprit de vengeance; ou poussés par la situation inhumaine dans laquelle ils végètent ou par dépit de ne pas pouvoir retourner dans leurs propriétés, certains déplacés dans l'une ou l'autre région, se livrent au pillage, incendient les maisons, appuyés parfois par l'un ou l'autre militaire, animé d'un esprit de revanche »[108].

Même si l'Eglise et certaines personnes de bonne volonté faisaient de leur mieux en venant en aide de ces déplacés, il a été difficile de les satisfaire car l'aide reçue demeurait insuffisante à voir les besoins à satisfaire.

"Pour ce, certains déplacés ruminaient la vengeance ou suite au découragement, ils se livraient au pillage et aux tueries des présumés ennemis parce qu'ils ne partageaient pas l'ethnie. D'autres ont dénoncé faussement leurs voisins et les ont fait mettre sous les verrous. D'autres enfin se sont cachés derrière les autres pour sillonner les champs des déplacés et ils ont semé la peur dans la population restée sur les collines. Ce dernier groupe comprenait certains militaires en pension ou déserteurs ou qui trompaient la bonne foi de leurs chefs. Certains étudiants ont fait partie de ce groupe. Il y avait enfin des politiciens qui, profitant de la misère des déplacés, les récupèrent dans leurs desseins en leur faisant miroiter la solution irréaliste de les installer dans des régions ethniquement pures"[109].

---

[108] *Ibidem*
[109] *Ibidem*

Les évêques ont exhorté les déplacés à ne pas suivre la voie de la vengeance et de la violence parce que cette voie empirait la situation au lieu de l'améliorer mais plutôt d'œuvrer à la destruction de la haine entre les enfants d'une même patrie par le pardon, la tolérance et la réconciliation. La violence « est, en effet, l'inhumanité constante des conduites humaines. Il suffit que les relations de production soient établies et poursuivies dans un climat de crainte, de méfiance mutuelle, par des individus toujours prêts à croire que l'Autre est un contre-homme et qu'il appartient à l'espèce étrangère »[110] .

Comme ce comportement caractérise la majorité des Burundais qui ne veulent pas dépasser leurs côtés penchants de division, les évêques affirment en outre avec force que le Burundi ne trouvera pas la paix et la sécurité tant que les déplacés n'auront pas été réintégrés dans leurs biens tant qu'ils n'auront pas retrouvé leur patrie, tant que chacun n'aura pas été respecté dans ses droits et sa dignité. Plus le temps passe sans solution adéquate, plus le fossé de la haine s'approfondit.

Les évêques invitent les déplacés et les réfugiés à se retenir et se garder d'être dominé par la colère et la méchanceté qui s'extériorisent par la vengeance et la violence chez certains car ce chemin conduit à l'enfer.

A part cela, ils trouvent que la paix ne pourra pas venir aussi longtemps que les réfugiés et les déplacés ne seront pas restaurés dans leurs propriétés. Mais cette condition n'est pas suffisante dans la mesure où ce ne sont pas eux qui empêchent la paix de revenir. Plutôt, le retour de la paix dépend de l'entente entre les belligérants et les commanditaires de la guerre et ce n'est pas n'importe quelle paix c'est la paix telle qu'elle est décrite dans la Bible ; « Au sens large du terme, le

[110]MARCHESIN, P., *Les nouvelles menaces, les relations Nord-Est des années 1980 à nos jours*, Karthala, Paris, 2001, p. 49.

shalom biblique inclut des éléments tels que l'intégrité physique, le bien-être économique, la sécurité, le développement, la liberté politique, la justice sociale, l'épanouissement culturel l'ordre intra et inter étatique »[111]. C'est pourquoi dans ce message, ils se sont attelés à décrire le rôle et le devoir qui incombent à l'homme politique en vue de répondre aux attentes de la population.

« Nous nous adressons en premier lieu aux hommes politiques. Le rôle de l'homme politique est de servir son pays et ses concitoyens. Il n'est pas de servir une faction, une ethnie ou une région. Il n'est pas d'opposer ses concitoyens, ni de rechercher son intérêt personnel au détriment du bien commun et de l'intérêt général. Or, le malheur de ce pays, c'est d'avoir des hommes politiques qui recherchent leurs intérêts égoïstes, sans se préoccuper nullement du bien des populations ; c'est de recourir à la violence pour arriver à leurs fins. C'est chaque fois de vouloir monopoliser le pouvoir en excluant systématiquement ceux qui ne sont pas de la même faction, de la même ethnie ou de la même région que l'insécurité perdure»[112].

Le problème pour notre pays est que nos dirigeants considèrent le pouvoir comme une ressource pour s'enrichir. C'est pourquoi, ils entrent en rivalité pour s'approprier des circuits étatiques. C'est cela qui est l'origine des drames qu'a connus et connaît encore notre pays. Pour pallier à ce conflit, il faut un partage équitable du pouvoir. D'ailleurs, c'est cela qui aidait autrefois nos anciens à bien organiser la société et le pouvoir.

« Les Burundais attendent de leurs hommes politiques qu'ils cessent leurs querelles intestines pour s'occuper de vrais problèmes du pays. Ils ne peuvent plus supporter qu'on se serve d'eux comme instruments pour se hisser au pouvoir

[111] HANSOTTE, M., *Promouvoir la paix*, Université de paix, Bruxelles, 2004, p.68.
[112] CECAB, *op.cit*, p.5.

et s'y maintenir à leurs dépens. Ils ont été trop souvent trompés par des arrivistes qui ne se souciaient guère de leur bien-être ou de leur développement. Certains hommes politiques se comportent à l'égard de leurs peuples comme les pires des colonisateurs. Que les gens meurent, qu'ils errent sans nourriture et sans logis, qu'ils soient exilés ou déplacés, qu'ils vivent dans des conditions effroyables, qu'ils perdent leurs biens ou voient leurs maisons détruites ou incendiées, cela ne les touche guère »[113].

Pour ce, les pasteurs de l'Eglise proposent aux hommes politiques de s'appliquer à partager le pouvoir politique pour qu'ils puissent se préoccuper de résoudre les vrais problèmes qui empêchent le pays de se développer.

En effet, lorsque les hommes politiques ne s'entendent pas, le résultat est que les activités qui génèrent la prospérité s'enlisent. Et la population qui attend du meilleur de ces autorités se retrouve déboussolée. Les pasteurs évoquent cela parce qu'il y a des hommes politiques qui déploient leurs efforts et promettent même l'impossible pour gagner la confiance de la population en vue d'avoir plus de voix lors des élections. Mais, une fois leur objectif atteint c'est-à-dire lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils oublient ce qu'ils ont promis au peuple et se préoccupent de satisfaire leurs propres besoins.

C'est ainsi qu'ils se trouvent tellement riches jusqu'à ce que la population se demande pourquoi elle les a élus. Cependant, tous les hommes politiques ne sont pas caractérisés par cette avidité sinon le pays sombrerait dans le gouffre. Autre chose, il ne faut pas perdre de vue que notre pays est en voie de développement, il a besoin de l'aide pour venir au bout de certaines attentes. Même ces pasteurs le reconnaissent :

---

[113] *Idem*, p.6

« Nous n'ignorons pas que les problèmes politiques et sociaux de notre pays sont nombreux et complexes, et qu'ils sont difficiles à résoudre. Mais c'est cela précisément qui impose un effort de dialogue et de concertation. Tout homme politique digne de ce nom doit tenir compte des besoins et des aspirations légitimes de tous les membres de la nation burundaise. Les débats sur le partage des postes de responsabilité ont-ils toujours comme suite le respect de la vie et la recherche des moyens d'assurer à tous les citoyens le minimum vital, c'est-à-dire la nourriture, le vêtement, l'habitat, le droit à l'éducation, au travail ? Une politique qui ne cherche pas à répondre à ces impératifs, mérite-t-elle encore le nom de politique ? Tous les discours sur la démocratie et sur la justice risquent d'être vides s'ils ne tiennent pas compte de ces besoins élémentaires de toute personne humaine »[114].

Tout en connaissant les difficultés qui hantent notre pays, les évêques trouvent que nos hommes politiques ne pourront pas les résoudre s'ils n'acceptent pas de se mettre d'accord car l'union fait la force. Tout pays a ses propres difficultés et il revient à ses hommes de les contourner pour aboutir au développement. Les exemples des pays qui se sont développés dans le monde grâce à l'intelligence et la compétence de leurs hommes politiques alors qu'ils ne disposaient presque rien comme ressources naturelles pour se développer sont nombreux. Citons à titre d'exemple le Japon, Singapour, la Corée du Sud, etc. Un homme politique digne doit se soucier du bien-être de son pays. Il mène une politique qui construit et non qui détruit.

Toutefois, au moment où ils supplient les hommes politiques de privilégier l'entente pour procurer la paix au pays, la situation devient grave suite à l'insécurité qui prend des dimensions considérables.

---

[114] *Ibidem*

). L'Eglise catholique pendant le paroxysme de la guerre civile au Burundi

Au cours de cette époque, la situation est devenue terrible dans le pays. Les attaques des rebelles se faisaient entendre partout : les pillages, l'effort de guerre par force, les règlements de compte, les trahisons, l'abandon des maisons et les propriétés, les carnages, les mutilations, la traque aux présumés ennemis, les destructions des infrastructures, des ponts, des routes, les feux de brousse, le mensonge à travers les informations, bref la violence de toute sorte. Or, selon Gandhi : « La violence ne peut se maintenir que grâce au mensonge et ce dernier incite la victime du mensonge à recourir à la violence »[115]. En d'autres termes, la violence engendre la violence. Voilà les caractéristiques de cette époque. Les étrangers qui connaissaient le Burundi autrefois se demandaient quelle folie avait affecté les Burundais car personne ne savait quoi faire pour arrêter la guerre au Burundi. Pourtant, les évêques ne perdaient pas courage, ils ne cessaient de reprendre la plume pour rédiger des messages appropriés à la période :

« Chers frères et sœurs chrétiens et chers compatriotes, permettez-nous de vous adresser ce nouveau message face à la situation des massacres et de guerre qui s'étend dans les régions du Burundi et qui, au lieu de se calmer, ne cesse d'augmenter. Les horreurs dont on nous parle et ceux dont nous-mêmes sommes témoins ont déjà dépassé toutes les limites. Beaucoup de nos concitoyens affichent un comportement indigne de l'homme : ils tuent des enfants, des femmes, des vieux, des vieilles, des personnes infirmes. Non seulement ils s'attaquent à des gens bien portants, mais ils vont jusqu'à tuer même les malades dans les hôpitaux et les centres de santé. Ils tuent aussi bien des responsables que de simples gens, les Burundais comme les étrangers, les innocents comme les malfaiteurs. Ils tuent le détail, ils détruisent les maisons. Ces crimes sont commis constamment, de jour

[15]HANSOTTE, M., *op.cit*, p.22

comme de nuit et cela crée un climat de peur et de grande souffrance »[116].

Les évêques sont des personnalités sages qui ne se précipitent pas à juger. Ils se donnent le temps pour analyser une situation avant de conclure. Pour ce cas échéant, ils commencent à faire part de leur observation et ils trouvent que les Burundais surtout les hommes politiques des deux ethnies en conflit cherchent à se jeter le tort au lieu de trouver un remède efficace à la crise. Malheureusement, leur cri ne rencontrait pas d'écho car la guerre continue à prendre des dimensions considérables à tel point que quiconque se demande quoi faire pour l'arrêter vu que son allure et son intensité deviennent terrible : les massacres, les pillages, les cruautés et toute sorte de méchanceté dépassaient les limites et les étrangers se demandaient quelle mouche avait piqué les Burundais car les deux ethnies opposées rivalisaient en massacres et le totalitarisme ethnocentriste touchait son paroxysme. Le sens chrétien avait cédé la place à l'esprit divisionniste et cruel chez la plupart. « L'intoxication par les médias modernes et traditionnels a, quant à elle, consisté dans un martellement constant des cerveaux et dans un conditionnement où la seule sensibilité était visée, le laboratoire des rumeurs aidant, au point que la peur créée empêchait de réfléchir et condamnait aux réflexes défensifs d'abord et offensifs ensuite. « Tuer vite l'ennemi sans quoi, il vous tue le premier »[117]. Cela conduisait à la cautérisation de la conscience pour chaque groupe.

Il faut donc avoir le courage d'envisager la guérison en termes de reconstruction morale et culturelle. Tout burundais est invité à revoir son comportement. Et c'est le changement du cœur et d'esprit qui permettra au pays d'avoir un leadership nouveau qui aidera les Burundais à lire le réel ensemble, à se

[116] Les Evêques, « Message des évêques catholiques du Burundi, Nouvel appel pour l'arrêt des massacres et de la guerre », Bujumbura, 1996, p.1.
[117] NTABONA, A., « Burundi : Autopsie de la crise » in *ACA*, n° 3-4/1994, p.329.

désintoxiquer mutuellement et à s'attaquer au vrai problème qui les empêche de vivre harmonieusement dans le même pays.

En effet, « pour sortir d'un désaccord, nous devons suffisamment intégrer la perspective d'un camp adverse pour admettre que ces conclusions se justifient à ses yeux. Et il nous faut l'aider à approuver également notre optique »[118].

Or, c'est cela qui a toujours manqué chez nos hommes politiques en vue d'échanger pour trouver ensemble la solution aux problèmes burundais. Cet échange libre, franc et réaliste, s'il y avait eu à temps, la situation ne serait pas arrivée à ce niveau.

C'est pourquoi, de tous les systèmes politiques, on prône le système démocratique car les politistes se sont rendu compte qu'il contribue beaucoup à diminuer les conflits sociaux attendu qu'il admet dans ses principes l'égalité, la tolérance, le compromis, le pluralisme et le partage équitable du pouvoir après les élections. Tous les problèmes qui génèrent des guerres lorsqu'ils ne sont pas traités à temps d'une façon sérieuse prennent origine dans l'appropriation du pouvoir des uns au détriment des autres. Et comme il n'est pas facile de le céder aux autres vu qu'il est source de richesses, les défavorisés recourent souvent à la violence pour l'accaparer.

Or, « chaque recours à la violence pour résoudre un conflit entraîne des coûts irrécupérables en termes de bien être et de bonheur humain, même pour la partie qui semble avoir finalement gagné »[119].

---

[118] DOUGLAS, S.et alii, *op.cit*, p.54
[119] HANSOTTE, M., *op.cit*, p.6.

Pour ce, toute vengeance, toute violence, tout règlement de compte, toute barbarie perpétrée par les uns contre les autres est condamnée car au lieu de calmer la situation, elle l'empire davantage.

C'est ainsi que pour trouver la solution aux conflits burundais, il fallait le partage du pouvoir car « comprendre les causes des malentendus et de toutes les déceptions que nous avons parfois dans le rapport avec l'autre, c'est édifier les bases objectives de l'intercompréhension et une communication réussie favorise l'harmonie entre les êtres et engendre le sentiment d'existence. Elle permet de se réaliser, elle donne de l'assurance. Enfin, elle peut-être le meilleur moyen pour résoudre toutes sortes de problèmes. Le mécanisme le plus important de la communication est évidemment le langage par les mots, le langage verbal »[120].

C'est pour cela que les évêques catholiques malgré la rivalité des belligérants et des commanditaires dans la violence et les cruautés de toute sorte ne cessaient de suggérer que le meilleur moyen de mettre fin aux conflits burundais était de s'asseoir ensemble pour échanger en long et en large sur tous les points de désaccord, de malentendu pour procurer finalement la paix tant désirée aux Burundais.

Les évêques revenaient chaque fois à la même proposition de négociation parce que parmi les belligérants et les commanditaires, il y avait ceux qui ne voulaient pas en entendre parler et qui s'entêtaient à se combattre jusqu'à la dernière goutte de sang.

---

[120] NDAYIRINDIRE, E., « Etude des processus de négociation et de résolution pacifique des conflits : cas de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi », Mémoire, Bujumbura, Mai 2007.

CHAPITRE IV : L'EGLISE CATHOLIQUE ET LE RETOUR DE LA PAIX AU BURUNDI

I. L'Eglise catholique et l'acceptation mutuelle

L'atrocité de la guerre au Burundi était devenue tellement grande que pas nal de personnalités se demandaient comment en finir avec elle. C'est surtout la pression internationale en commun accord avec les personnalités nationales de bonne volonté œuvrant pour la paix que la classe politique a accepté de se donner pour le retour de la paix. Mais les fauteurs de guerre se camouflaient pour donner l'impression à l'opinion tant nationale qu'internationale que la guerre a pris fin et elle reprenait avec vigueur surtout quand on envisageait des rencontres pour le dialogue ou quand ce dernier était en cours en vue d'attacher grande importance à la cause des attaquants.

Les évêques ont exhorté le peuple burundais à s'engager tous à arrêter la guerre pour favoriser la cohésion sociale.

« Chers frères et sœurs, ce temps nous trouve encore dans cette guerre dévastatrice qui dure depuis bientôt deux ans et demi. Une guerre qui tue nos concitoyens, nos voisins de colline ou de quartier, nos proches, nos frères. Une guerre qui détruit notre patrie. Aucune personne qui jouit encore de son bon sens ne peut accepter que ce fléau continue à faire des victimes. A plus forte raison, les chrétiens devraient-ils être à l'avant-garde de ceux qui refusent catégoriquement une telle situation. C'est pour cela que nous vous proposons un cheminement communautaire de conversion, avec comme objectif d'opérer en nous tous, grâce à l'entraide mutuelle, des changements visibles, capables de ramener la paix dans nos

familles et dans toutes les régions de notre pays »[121].

Comme les pertes tant humaines que matérielles se faisaient remarquer dans toutes les ethnies en désaccord dans cette guerre civile connue au Burundi, ces guides spirituels ont conclu qu'il s'agissait de l'extermination de la nation entière d'où ils proposaient de renoncer à ce fléau de la guerre et se résoudre à la conversion, la seule voie possible pour y mettre le terme. Saint Paul nous a fait cette recommandation : « S'il est possible, pour autant que cela dépend de vous, vivez en paix avec tous les hommes. Ne vous vengez pas. Ne te laisse pas vaincre par le mal, mais sois vainqueur du mal par le bien (Rm 12, 18-21)".

En se déterminant pour le changement, les hommes opèrent en eux la conversion qui s'accompagne des actes qui montrent qu'ils ont modifié quelque chose dans leur vie. « La paix n'est pas simplement absence de guerre. Elle est d'abord acceptation des différences humaines qui sont naturelles, par ailleurs. Elle est respect des droits d'autrui et refus de toute idéologie qui tue »[122].

Pourtant les pasteurs ne se lassaient pas, ils continuaient à dispenser des conseils : « Il n'y a pas d'autre voie pour ramener la paix, si ce n'est d'abord la cessation complète de la guerre et l'arrêt des massacres. C'est pour cela que nous lançons un nouvel appel à tous ceux qui planifient d'atteindre leurs objectifs par la guerre. Qu'ils déposent les armes et renoncent à tous les projets de violence et d'intimidation. L'adage de nos ancêtres le dit bien : « Qui veut éloigner les mouches, jette tout ce qui sent la pourriture. » Nous aussi, pour que cesse la guerre au Burundi, nous devons retirer de notre pays toutes les armes qui y prolifèrent et mettre fin aux entraînements à la guerre et aux tueries »[123].

---

[121] CECAB, « Message des évêques catholiques du Burundi pour le carême », Bujumbura, 1996, p.1
[122] RUTAYISIRE, P., « Centre de Recherche pour l'Inculturation et le Développement (CRID) » in *ACA* n° 1/1996, p.4.
[123] CECAB, *op.cit*, p.2.

Alors qu'un certain nombre de gens de toutes les ethnies commençaient à prendre conscience des méfaits de la guerre et voulaient s'engager à se détourner de la voie belliqueuse, les ambitieux continuaient la guerre en achetant des armes et en faisant des recrutements. Ceux-là, nos guides spirituels les invitaient à renoncer à cette voie. Ceux qui prétendent user de la violence et de l'intimidation pour atteindre leurs ambitions se trompent car « toute personne qui tente d'imposer ses vues par un système d'intimidation fait appel à la force »[124]. Ceux qui évincent les autres par la force pour récupérer le pouvoir, ils le perdent après x temps car les vaincus ne croisent pas les bras comme les Français le disent : « On recule pour mieux sauter ». Ces vaincus reviendront avec virulence pour récupérer le pouvoir. C'est suite à cette réalité inévitable que nos guides spirituels conseillaient les belligérants à regagner la table de négociation. Pourtant, cet appel encore une fois ne trouvait pas d'écho parce que l'illusion de remporter la victoire par le truchement de la guerre persistait. Il faudra patienter pour qu'ils prennent conscience que cette voie était loin de les faire parvenir à leur visée car l'homme propose et Dieu dispose.

En effet, « lorsque les gens ont du mal à écouter, c'est rarement parce qu'ils n'en sont pas capables. Paradoxalement, c'est parce qu'ils ne parviennent pas à bien s'exprimer. Les sentiments non dits peuvent bloquer la capacité d'écoute. Pourquoi ? Parce qu'il faut manifester une honnête curiosité à l'égard de l'autre pour l'entendre et il faut être prêt à lui laisser les feux de la rampe. Les émotions réprimés ramènent le projecteur sur nous »[125].

C'est pour cette raison que les évêques suppliaient la classe politique à laquelle incombe le devoir de trouver la solution aux problèmes de la société de

---

[124] HOFFMAN, B., *La mécanique terroriste*, Calmann-Lévy, Paris, 2001, p.17.
[125] ROSENBERG, M.B., *op.cit,* p.119.

changer de comportement pour répondre aux attentes du peuple c'est-à-dire accepter de s'asseoir ensemble pour trouver un remède efficace aux conflits burundais à travers le dialogue ou la négociation.

2. L'Eglise catholique et la négociation de paix à Arusha

Entre temps, des péripéties qui avaient déjà commencé depuis 1998 avaient abouti à la signature de l'accord sur les négociations à Arusha le 28/Août/2000 entre le gouvernement burundais et certains mouvements rebelles.

Les évêques n'ont pas tardé à manifester leur joie puisque les belligérants et les commanditaires de la guerre venaient de réaliser ce qu'ils leur avaient proposé depuis l'éclatement de la crise.

« Nous tenons à exprimer publiquement notre grande joie de voir que les Burundais ont pu négocier dans un climat de dialogue certes ardu mais ont pu surmonter leurs antagonismes pour aboutir à un accord de paix. La signature de cet accord constitue une étape très importante sur le chemin de la paix. A travers tout le pays, les Burundais ont poussé un soupir de soulagement à l'annonce de cette signature. C'est la preuve sans équivoque que la voie de la paix répond aux attentes de toute la nation. Nous tenons également à féliciter ceux qui ont signé cet accord et nous appelons vivement ceux qui ne l'ont pas encore fait à se joindre aux autres. Nous les invitons tous à poursuivre, avec plus de détermination, le dialogue déjà en cours pour aplanir tous les différends afin de rendre possible la mise en application sincère et complète de cet accord. Que les signataires, et après eux, tous les concitoyens se considèrent désormais comme des partenaires respectueux les uns des autres »[126].

[126] CECAB, « Déclaration des évêques catholiques du Burundi, après la signature de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, le 28 Août 2000 », Bujumbura, 2000, p.1.

Les évêques ont exulté de joie dès l'écoute de la signature de l'accord d'Arusha. Il a été le fruit d'un grand combat de ces pères spirituels ainsi que les hommes de bonne volonté qui n'ont cessé de suggérer la procédure de négociation pour en finir avec les conflits au Burundi. Cependant, elle avait toujours été rejetée parce qu'elle apparaissait pour la plupart des belligérants et commanditaires de la guerre comme signe de poltronnerie au moment où ils étaient assoiffés de faire la démonstration militaire pour voir qui était fort plus que l'autre. A part cela, tous les mouvements n'ont pas signé cet accord, c'est pourquoi la guerre perdurait et, des fois, redoublait d'intensité au point de se demander quel genre d'humains étaient les Burundais. Pourtant l'interpellation des hommes d'Eglise ne cessait de retentir en ces mots :

« A notre point de vue, ce n'est pas dans la guerre qu'est notre salut, mais dans le dialogue sincère et profond entre tous les Burundais, parce qu'ils sont frères. Notre but, c'est de bâtir ensemble dans la paix notre patrie. Le dialogue a toujours été, dans notre tradition, la voie pour réconcilier les membres en conflit au sein d'une famille entre voisins et entre pays. Le dialogue est encore possible entre les Burundais. Nous devrons tous chercher la victoire de la vérité et du droit. C'est par ce moyen que nous pourrons garantir à tous le respect et permettre de recréer des liens et de l'estime mutuelle. Ainsi les gens pourront-ils vivre de nouveau ensemble dans la confiance. Notre appel est lancé même à ceux qui sont engagés dans la lutte armée pour qu'ils renoncent à leur mission, à la haine et à l'esprit de vengeance. Qu'ils enterrent la hache de guerre et s'engagent dans le dialogue »[127].

Si nos guides spirituels ont toujours proposé aux Burundais à s'asseoir sur la table de négociation, ils n'avaient aucun intérêt particulier sauf l'intérêt national, le salut de tout le peuple burundais.

---

[127] *Idem*, p.3.

En effet, « Analyser ensemble le malheur qui nous arrive de façon auto - implicative constitue le premier pas d'une thérapeutique collective et individuelle et dès lors qu'on comprend les choses à peu près de la même façon la solution n'est pas loin »[128].

D'abord, il y avait plusieurs groupes à négociation : du côté du gouvernement, il y avait les Hutu et les Tutsi qui ne voyaient pas les choses de la même façon puisque les accusations réciproques venaient avant l'intérêt général. Du côté des rebelles, il y avait plusieurs groupes et chacun voulait prendre la meilleure part. Il s'agissait du groupe de Léonard Nyangoma, de Jean Bosco Ndayikengurukiye et de Pierre Nkurunziza pour le nouveau CNDD et Etienne Karatasi pour le FROLINA, Alain Mugabarabona pour le FNL-ICANZO, Agathon Rwasa pour le FNL. De tous ces groupes, le PALIPEHUTU- FNL d'Agathon Rwasa n'a pas participé à ces négociations.

Comment se déroulaient ces négociations ? Comme ces groupes étaient nombreux, il était difficile de coordonner tous les points de vue présentés sachant que chacun voulait se tailler la part du lion. Cette tâche a donné du fil à retordre aux facilitateurs et aux organisations qui octroyaient les fonds pour l'avancement du processus parce que les négociateurs marchaient à pas de tortue pour profiter des perdiemes donnés aux participants.

Comme cette perdieme était un peu supérieur aux salaires touchés au Burundi, tous les participants ne voulaient pas que ce processus aboutisse rapidement et pour y arriver, ils feignaient de se quereller pour montrer qu'ils étaient des ennemis jurés alors que la joie exultait de leurs cœurs. Chose étonnante, dans la salle des négociations les discussions étaient chaudes, c'était de la

[128] RUBERINTWARI, P., « Sortir de la crise par la base : du rôle de la société civile au Burundi » in *ACA*, n° 1/1996, p.50.

polémique (entre Hutu et Tutsi). Mais on les rencontrait dans un bar ou restaurant à bas prix en train de se rafraîchir et manger ensemble, personne ne comprenait le phénomène. C'est par après que les observateurs neutres ont pu conclure que finalement les discussions menées dans la salle de négociation n'étaient que des subterfuges.

Même si la situation était pareille à Arusha, la guerre faisait rage et les autorités ecclésiastiques qui étaient toujours au courant du déroulement des négociations parce qu'elles y avaient envoyé des représentants comme Monseigneur Jean Berchmans Nterere, Abbé Aster Kana, etc. ne manquaient pas d'attirer l'attention des négociateurs afin de se préoccuper de l'intérêt de tous les Burundais et cesser de viser les intérêts grégaires. Il était hautement urgent que les hommes politiques quittent leurs ghettos et dépassent leurs intérêts partisans et égoïstes pour se retrouver et mettre en avant ces grandes valeurs :

- Le respect de toute vie, même celle de l'opposant, de l'ennemi et du criminel,
- La survie et le service de la Nation,
- La promotion, le respect et le partage équitable du bien commun,
- L'amour et le culte de la vérité, ... etc.

« Dans la conjoncture actuelle où se trouve notre pays depuis des années, nous réaffirmons que seul le dialogue politique ou la négociation sincère entre tous ceux qui ont part active à la vie nationale et, en particulier, tous ceux qui ont des revendications, est la voie incontournable vers la paix et la réconciliation. Personne ne doit avoir peur du dialogue ou de la négociation. Car loin d'être une autre forme de guerre, ces démarches sont l'occasion propice de s'écouter et de s'apprécier mutuellement pour résoudre ensemble pacifiquement et de façon durable, dans l'intérêt supérieur de la Nation, les problèmes qui génèrent et entretiennent les

conflits. Notre sagesse humaine et chrétienne nous recommande à emprunter cette voie »[129].

Cependant les doutes et la peur menaçaient les négociateurs puisque les uns comme les autres doutaient de ce qui arriverait si une fois leurs rivaux les trompaient attendu qu'on signait ces Accords alors que la guerre continuait. Même si la situation était ainsi, les évêques ne trouvaient aucune autre voie de sortie sinon la négociation qui permettra la vie de tout un chacun de subsister. Et nous voyons que c'est le même avis de Jean Pierre Chrétien et son collègue Dupaquier :

« Eh bien ! Commençons par dire qu'il nous faudra toujours compter avec une certaine peur de l'autre ! Accepter l'existence de l'autre, c'est accepter une petite mort. Je désire puérilement posséder le monde et mon désir se heurte à d'autres concurrents. Rien de plus mortifiant pour lui que de cohabiter avec eux. L'autre oblige mon désir à renoncer au narcissisme. Je ne peux donc l'accepter sans souffrir. Pourtant, cette souffrance est le passage par lequel je dois passer si je veux vivre et non pas rêver. Les peuples, les cultures qui voudraient rester des séparés sont désormais condamnés à rêver l'histoire. Ce qui explique que le chauvinisme soit plus vantard, plus menteur et plus enflé que jamais »[130].

Peut – être que ces doutes et cette peur étaient fondées mais le dialogue ou la négociation était une condition obligée pour avoir la vie sauve. Et les évêques abondaient dans le même sens en ces termes : « Nous connaissons les doutes que les négociateurs ont les uns pour les autres, les uns pensent que les autres veulent les tromper. Rien ne pourra dissiper cette peur si ce n'est l'exposition de la vérité de tout un chacun en son entendement ce qui amènera les autres à penser. Faites attention alors et ne permettez plus que les Burundais se désespèrent encore en

[129] CECAB, « Message des évêques catholiques aux hommes politiques sur le dialogue politique ou la négociation », in *Vivons en Eglise* n° 7-8, Septembre-Octobre, 1997, p.194.
[130] CHRETIEN, J-P.et DUPAQUIER, J-F., *Le Burundi 1972, au bord des génocides*, Karthala, Paris, 2005, p.205.

concluant des Accords ambigus et non tenus. Soyez des hommes sérieux et entendez-vous sur les points capitaux sur lesquels vous vous accorderez pour construire le pays »[131].

Si on préconisait le dialogue, les évêques voulaient que tous ceux qui avaient à revendiquer en vue d'être réhabilités dans leurs droits trouvent l'occasion de présenter leurs doléances et espéraient qu'ils quitteraient la table de négociation étant satisfaits puisque le partage était proportionnel à l'effectif des combattants dont chaque mouvement rebelle disposait.

Pour parer à un éventuel blocage dû au malentendu entre les négociateurs, les médiateurs sages étaient toujours –là attendu que les conflits avaient dépassé les limites et qu'il était difficile d'organiser ces négociations au Burundi car beaucoup de négociateurs ne se présenteraient pas de peur d'être interpellés et traduits en justice pour les crimes et délits qu'ils auraient commis. Bien plus, il faut signaler que l'idée de récupérer le pouvoir par la force ne disparaissait pas complètement dans les cœurs de la plupart. Pour cela, l'arrêt du processus était nécessaire pour ne pas être poursuivis par la justice, pour s'enrichir grâce aux aides, aux contributions diverses, au racket de la population et aux pillages, etc.

Le problème dans ces négociations était alors lié à la communication. Or, « durant la négociation, la communication ressemble souvent à l'envoi des signaux de fumée par grand vent. La difficulté de communication est le sang vital des négociateurs »[132].

En effet, comme le sang qui coagule bloque la circulation et cause des attaques cardiaques, une mauvaise communication bloque le progrès et cause la

---

[131] CECAB, *op.cit,* p.3.
[132] COLSON, A., *Méthode de négociation*, IRENE, Paris, 1980, p.32.

rupture des négociations et des relations. La cause vient du fait que lorsque les protagonistes communiquent ils ont tendance à se concentrer sur ce qu'ils pensent dire plutôt que sur ce que l'autre partie entend. On voit alors que « il est difficile de prêter l'attention au discours de l'autre quand on a l'impression de ne pas être entendu même si l'on n'a rien voulu partager. Nos capacités d'écoute s'améliorent souvent de manière remarquable lorsque nous avons exprimé nos sentiments les plus intenses »[133].

Les conflits font partie de la vie des hommes et ils sont inévitables du fait que les divergences voire les oppositions ne manquent pas. Toutefois, en tout cela, ce qui prime, c'est de les contourner pour favoriser la bonne cohabitation. C'est ce que cet auteur nous fait savoir dans ce passage. « Quant aux conflits, ils sont inéluctables dans toute collectivité humaine car nous sommes tous différents et rien ne peut nous amener à adopter des attitudes et comportements semblables en tous temps et en tous lieux. L'agressivité est liée au genre humain et le géni d'un peuple se mesure à la manière de maîtriser les conflits, de les prévenir et de les résoudre. Dans ce domaine, l'action des sages médiateurs est incontournable »[134].

En effet, pendant les négociations, les conflits éclataient parce que les négociateurs avaient tendance à se concentrer sur leurs positions et non sur l'intérêt général. Beaucoup de parties pensaient que la seule manière de négocier était de présenter sa propre solution au début de la négociation, puis de la défendre tout en attaquant celle de la partie opposée. Chacun cherchait à gagner en faisant de sorte que l'accord final soit le plus proche possible de sa position d'origine. La solution à un problème de fond en négociation ne résidait pas dans des positions conflictuelles, mais dans la satisfaction des intérêts des deux camps (ici les Hutu et

[133] DOUGLAS, S. et alii, *op.cit*, p. 120.
[134] MANIRAKIZA, Z., « Action des sages burundais : limites et perspectives », in *ACA* n° 1/1996, pp.51-52.

les Tutsi), de leurs besoins, de leurs désirs, de leurs préoccupations, de leurs craintes, etc.

Comme cette négociation était le fruit d'une longue haleine, l'écoute était difficile à s'établir suite aux accusations mutuelles. C'est pourquoi les médiateurs devaient être attentifs et sévères pour décourager ce comportement chez tous ceux qui étaient animés par cet esprit.

« Il faut que tout le monde et les hommes politiques en particulier, cessent de se diaboliser mutuellement et que chacun reconnaisse honnêtement ses responsabilités passées et actuelles. Cela ne peut advenir qu'à l'intérieur d'un dialogue franc et sincère. C'est de cette manière que la nation ira vers la paix et la réconciliation profondes et rompra définitivement le cycle de violence et de vengeance qui décime la population »[135].

Si la lenteur, les accusations réciproques, les malentendus tendant à la suspension caractérisaient les négociations d'Arusha, il ne faut pas ignorer que les représentants de différents groupes présents dans ces négociations étaient constamment en communication avec les commanditaires, les belligérants et d'autres personnalités qui voulaient que les négociateurs marchent dans le sens de leur entendement suite aux intérêts à protéger ou à gagner.

En outre, les évêques ne cessaient de supplier tous les spéculateurs de penser à la misère, aux souffrances et à la paupérisation causées par la guerre et de s'engager à trouver ensemble le remède efficace aux conflits afin de procurer la paix tant désirée au pays. Comme les récalcitrants c'est-à-dire ceux qui préconisaient la guerre au détriment de la paix s'observaient même au cours de la

[135]CECAB, *op.cit*, p.2.

négociation, les médiateurs ont dû prendre des mesures draconiennes pour contraindre les irréductibles à rejoindre les autres (cas de FNL- Palipehutu qui a regagné par force le pays).

Quant aux évêques, ils ont terminé leur message en demandant pour la énième fois aux négociateurs de tout faire pour procurer la paix au pays.

Tout compte fait, les négociations d'Arusha ont fait couler beaucoup d'ancre suite aux divers intérêts des négociateurs mais elles ont fini par aboutir après beaucoup de méandres et d'acrobaties pour finalement arriver à la paix et l'Eglise catholique ne s'est pas lassée, elle a persévéré son cheminement en accompagnant le Burundi vers la paix escomptée.

3. L'Eglise catholique dans la marche vers la paix

L'appel que les pasteurs de l'Eglise ont lancé aux responsables politiques commençait à être écouté, cela transparaît à travers les messages qu'ils ont adressés aux chrétiens : Les évêques sont soulagés par l'action posée par les responsables politiques qui consiste à la sensibilisation du peuple pour le retour de la paix. Même si certains le faisaient peut –être à contrecœur. C'était déjà un pas à partir duquel on pouvait espérer que le Burundi sera sauvé. C'était signe que les protagonistes des deux ethnies en conflit comprenaient qu'ils avaient tous participé à l'incarnation du problème burundais.

Ainsi, « la responsabilité partagée est utile quand nous nous donnons pour objectif de déterminer ce qui s'est réellement passé, afin d'améliorer nos chances de collaborer à l'avenir »[136].

[136] DOUGLAS, S., et alii, *op.cit*, p.90.

Cependant, la guerre ne s'est pas arrêtée complètement. Elle a perduré mais pas comme avant puisqu'on connaissait de temps en temps des moments de trêve.

« Nous remarquons aussi très heureusement que les autorités commencent à mettre en application la déclaration en faveur de la paix qu'ils ont signée, par des visites à la population pour mieux cerner les problèmes, en l'écoutant et en lui présentant ce projet pour la paix qui doit désormais caractériser l'administration et la société burundaise. Néanmoins, beaucoup reste encore à faire et le chemin est encore long. Nous demandons aux autorités de ne pas avoir peur et de ne pas perdre patience. Nous leur disons: «cramponnez-vous, ne lâchez pas prise, ne perdez pas courage. Réconfortons ces Burundais qui sont nombreux à vouloir œuvrer pour la paix mais qui s'étaient déjà découragés parce qu'ils n'avaient pas eu le soutien et l'exemple des autorités. Continuez à rappeler à tous les Burundais qu'ils doivent travailler ensemble d'arrache pied pour sauver la patrie. Que le Hutu cesse de déchirer le pays en tirant la couverture vers lui, que le Tutsi cesse de déchirer le pays en tirant la couverture vers lui. Pour que cette paix soit vite retrouvée et installée définitivement au Burundi, beaucoup reste encore à faire. Nous avons déjà précisé des actions principales à mener, mais rien n'empêche qu'on y revienne»[137].

Grâce aux conseils permanents des pasteurs de l'Eglise interpellant tout chrétien ou non chrétien à se repentir et se convertir et s'engager à changer d'avis en demandant pardon, plus d'une personne s'est engagée à lutter pour la paix. Dans cette lutte, nous remarquons l'engagement de simples gens surtout les jeunes rassemblés dans les mouvements d'action catholique souvent accompagnés par les curés des paroisses qui rendaient visite aux déplacés en leur apportant des cadeaux divers, vivres, habits, matériels de cuisine, en leur construisant des maisons etc. Nous remarquons aussi des autorités des différentes institutions du pays qui

[137] CECAB, *op.cit*, pp.1-2

s'engageaient et sensibilisaient la population pour le rétablissement de la paix. Cette action poussait les évêques à réconforter ces responsables politiques de ne point reculer attendu que les ambitieux pour récupérer le pouvoir en passant par la guerre n'avaient pas encore déposé les armes.

En outre, ceux qui se cramponnaient à restaurer la démocratie par le moyen de la guerre étaient dans la logique de Maximilien Robespierre qui croyait fermement que la vertu était la source même d'un gouvernement populaire en situation de paix mais qu'elle devait s'allier à la terreur pendant la phase révolutionnaire pour permettre le triomphe de la démocratie. Selon lui : « la terreur n'est autre chose que la justice, prompte, sévère inflexible, elle est donc une émanation de la vertu »[138]. Or, les évêques avaient toujours interdit aux responsables burundais de chercher à résoudre les conflits burundais dans ce sens.
« Les hommes politiques, dans l'administration et au sein des partis, doivent faire un courageux examen de conscience dans les actes et leurs paroles. Ils doivent éviter de se mentir et de mentir à toute la nation. Personne ne pourra construire le pays sur base de mensonges, le mensonge est d' ailleurs un des malheurs qui ont détruit ce pays. On ne peut pas mentir éternellement, un jour on finit par être démystifié»[139].

Même si les responsables de différentes institutions du pays s'étaient lancées dans la sensibilisation pour la paix, nos guides spirituels ne perdaient pas de vue l'hypocrisie des Burundais qui peuvent dire quelque chose sans toutefois s'y engager.

[138] HOFFMAN, B., *op. cit*, p.19
[139] CECAB, *op.cit*, p.2

Les exemples sont nombreux de prime abord la participation massive des Burundais à confirmer l'unité nationale et les massacres qui ont suivi, les Accords non observés entre membres du gouvernement, etc.

Pour ce, les évêques invitaient les responsables politiques d'éviter de se mentir. Que leurs actes et leurs paroles soient caractérisés par la vérité qui, pourtant ne doit pas être multiple car, à ce moment, elle ne serait plus vérité. Il ne doit pas y avoir de vérité pour les Hutu, ni pour les Tutsi ni pour les étrangers. La vérité n'a pas d'ethnie, elle n'a pas de couleur, la vérité est unique. C'est cette vérité qui sauvera le Burundi. Il faut éviter le mensonge, la rumeur et la mauvaise influence.

C'est d'ailleurs cela qui faisait que les protagonistes politiques présents dans les négociations d'Arusha se sentaient réticents à signer les Accords. Même après la signature, nous remarquons que la mise en application de ces Accords a été difficile. « En outre, la mésentente entre les signataires de l'accord pour ce qui est de la manière de la mettre en application est un véritable blocage. Le profit que les groupes armés tirent de la population les encourage à continuer la guerre. Une certaine résistance aux changements majeurs dans les corps de défense et de sécurité fait traîner la mise en application de l'accord. L'initiative régionale et même la communauté internationale ne s'engagent pas assez pour faire appliquer correctement les clauses de l'Accord d'Arusha »[140].

Le problème de la mise en application était lié en grande partie au caractère des Burundais qui n'aiment pas dire la vérité, qui, tout en signant les Accords, ne voulaient pas changer de leurs positions. Cela était matérialisé par la continuité de la guerre et la spoliation de la population. L'appel incessant des pasteurs de l'Eglise ainsi que celui des autres personnalités n'étaient pas écoutés.

[140] HASABUMUTIMA, A., « Au Burundi : des rencontres pour la paix qui traîne à venir » in *Ndongozi* n° 319, Bujumbura, p.10

Pourtant, les évêques ne se décourageaient pas, ils continuaient à soutenir et encourager tous les hommes et femmes de bonne volonté à œuvrer constamment en faveur de la paix grâce à leur exemple, même ces récalcitrants finiraient par se retrouver et rejoindre les autres.

Comme dans les Accords d'Arusha, les protagonistes politiques se sont convenus sur la façon dont il fallait procéder pour aboutir à la paix désirée depuis longtemps, le gouvernement de cette époque, les chefs des groupes rebelles en commun accord avec les facilitateurs ont accepté de mettre sur pied un gouvernement de transition qui durera 18 mois où un Président tutsi va se relayer avec un Président hutu pour préparer un nouveau processus démocratique.

Lors de ces deux gouvernements de transition sous la présidence de Pierre Buyoya qui a cédé la place à Domitien Ndayizeye, le processus de paix a continué et a pris des dimensions considérables dans la mesure où les différents groupes rebelles qui avaient signé les Accords d'Arusha ont été cantonnés dans des lieux sûrs où ils bénéficiaient de ce qui était nécessaire pour la survie en vue d'arrêter complètement la guerre lorsqu'on aura intégré la plupart des membres de ces groupes armés dans les corps de défense et de la sécurité nationale et démobiliser la partie restante.

Comme ce processus était long et pénible, on signalait un grand nombre de défis à relever «les défis à relever sont très nombreux. Il faut que les nouveaux dirigeants dépassent les préjugés et travaillent réellement de commun accord même dans les moments difficiles»[141]. En effet, après l'accord d'Arusha signé le 28 /Août /2000, l'Accord de suspension des hostilités de juillet 2001 avec le FROLINA, le CNDD de Nyangoma, le PALIPEHUTU de Karatasi, l'Accord de cessez- le- feu

[141] HASABUMUTIMA, A., « Le regard du CENAP sur la paix au Burundi » in *Ndongozi* n° 315, Bujumbura, p.12.

signé entre les CNDD-FDD de Ndayikengurukiye et le PALIPEHUTU- FNL de Mugabarabona sans oublier celui du 2 Décembre 2002 avec le CNDD- FDD de Nkurunziza, nous nous trouvons en face de plusieurs Accords très difficiles à appliquer. Il faudrait voir comment synthétiser tous ces Accords en un seul plan global et inclusif qui ménageait les intérêts des uns et des autres. Il fallait garder à l'esprit qu'un accord militaire était incomplet et vice- versa. On croyait que le processus continuerait avec le début du cantonnement de FDD de Ndayikengurukiye et du FNL de Mugabarabona mais cela n'a pas été évident. Encore fallait- il savoir que les deux étaient minoritaires et donnaient peu de significations militairement car même s'ils avaient accepté le cessez –le- feu, le Burundi continuait de subir des attaques des FDD de Nkurunziza et du FNL d'Agathon Rwasa. Ce dernier refusait toujours de rejoindre les autres sur la table des négociations. Cependant, la délégation gouvernementale aurait rencontré celle du mouvement d'Agathon Rwasa mais cette dernière aurait refusé de négocier avec les membres du G7, préférant plutôt négocier avec le reste de la délégation gouvernementale[142].

Ayant procédé à l'installation des camps de cantonnement, la guerre n'a pas continué comme avant, elle a diminué de vitesse car le grand mouvement de Nkurunziza a signé le cessez-le -feu. « C'est après plusieurs mois de négociations difficiles pendant lesquelles les Sud-Africains mais aussi les Tanzaniens ont pesé de tout leur poids que le Président Ndayizeye parvient le 08 octobre 2003, à faire signer au chef des FDD, Pierre Nkurunziza, un protocole sur le partage des

[142] En effet, il faut signaler qu'Agathon RWASA ne voulait pas négocier avec le gouvernement mais avec l'armée puisque disait-il ce sont les militaires qui ont le pouvoir en mains. C'est par l'après qu'il a été contraint de regagner la table de négociation et de changer l'appellation de son mouvement suite au changement de la conjoncture politique.

pouvoirs politiques de défense et de sécurité confirmé par la signature de paix globale le 16 Novembre 2003 à Dar-Es-Salaam»[143].

Cependant, les problèmes ne manquaient pas, quand bien même ils avaient été contonnés, les groupes rebelles ne voulaient pas être contrôlés par l'armée régulière. D'ailleurs, ils ne digéraient pas que les militaires de cette armée sillonnent les zones occupées par eux et des fois les supérieurs intervenaient pour juguler les hostilités attendu que la grande question était toujours relative au jeu d'intérêt chez nos hommes politiques. Le problème qui se posait était lié à la passation du pouvoir entre Buyoya et son adjoint.

En effet, les uns voulaient qu'il se maintienne au pouvoir pour continuer le processus de paix, les autres refusaient et demandaient qu'il parte comme c'était prévu dans les Accords d'Arusha « le Président Buyoya en répondant à cette invitation s'est déclaré prêt à céder le fauteuil présidentiel à son vice -président mais à condition qu'il y ait un consensus entre les acteurs politiques burundais»[144].

A propos de ce consensus, le porte- parole du Frodebu déclara que ce consensus avait été déjà obtenu à Arusha et que cela était bien confirmé dans la constitution qui régissait la transition.

Le Président Buyoya n'a pas tardé à mettre en exécution cette demande. Il a cédé son fauteuil au Président Ndayizeye qui a conduit le pays aux nouvelles élections de 2005 lesquelles ont donné accès au Président Nkurunziza et son mouvement aux rênes du pouvoir. L'Eglise catholique ainsi que les chefs de l'Etat de la sous-région se sont félicités de cet aboutissement car le processus de paix au Burundi a fait couler beaucoup d'ancre.

---

[143] BALANCIE, J-M et DE LA GRANGE, A. *Les nouveaux mondes rebelles, conflits, terrorisme et contestation*, Michalon, Paris 2005, p.221.

[144] HASABUMUTIMA, A., « Des inquiétudes sur l'avenir du Burundi » in *Ndongozi*, n° 309, Bujumbura, 2003, p.12.

CONCLUSION GENERALE

Arrivée par le truchement des missionnaires au Burundi, le christianisme a supplanté la religion traditionnelle, mais comme la conversion commençait par les chefs qui par la suite entraînaient leurs sujets, le christianisme a ressemblé beaucoup de chrétiens mais sans conviction intérieure.

Menacée sous le régime de Bagaza, elle a retrouvé la paix sous le régime de Buyoya. En guise de récompense ; elle a contribué activement à la réalisation du programme que Buyoya s'était assigné. Cette période qui a coïncidé avec l'avènement de la démocratie admettait plusieurs partis que certains désiraient ardemment mais que d'autres réfutaient car taxé de favoriser les divisions ethniques. Cependant, ces derniers ont fini par l'accepter car son application est devenue condition sine qua non pour recevoir l'aide extérieure.

L'Eglise a contribué beaucoup à l'assise de ce régime en démontrant ses bienfaits et en enseignant ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas ainsi que ses exigences. Elle a prodigué des conseils divers aux différentes couches de société. Pourtant ces conseils ont touché difficilement le cœur de la plupart de Burundais car leur ambition était de profiter du changement pour se hisser aux postes politiques.

Comme c'est normal dans la démocratie, les élections de 1993 ont donné accès au Président Ndadaye et son équipe aux rênes du pouvoir mais ils se sont vus fustigés et combattus par leurs rivaux jusqu'à ce que le putsch éclate le 21 Octobre 1993 alors que la communauté internationale avait admiré la réussite de la démocratie au Burundi à travers les élections.

Depuis le début de la crise, l'Eglise s'est donné corps et âme pour empêcher la guerre mais ça n'a pas tenu. La guerre s'est étendue sur tout le territoire et a fini par prendre des dimensions considérables. La preuve ce sont les dégâts tant humains que matériels qui l'ont caractérisée.

Ayant vu tout cela, l'Eglise a été la première à proposer aux protagonistes politiques la résolution pacifique de la guerre à travers les négociations mais sa voix n'a pas été écoutée. C'est au fur du temps que ces protagonistes ont fini par remarquer que la proposition de l'Eglise s'est avérée nécessaire.

L'ayant appliquée, la guerre a continué mais les autorités de l'Eglise affermissaient les chrétiens et les non chrétiens en leur disant que la guerre se terminera petit à petit et que la paix finira par venir.

Tout l'espoir venait des Accords de négociation à Dar-Es-Salam et à Arusha. Les malentendus, les doutes et la peur se sont laissé observer au cours de ces négociations mais grâce à l'intervention des personnalités d'envergure et des médiateurs sages, ces négociations ont fini par aboutir.

Néanmoins, tous les groupes armés n'ont pas participé aux négociations d'Arusha, certains groupes ont traîné les pieds mais ils ont fini par regagner la table des négociations attendu qu'elles s'avéraient incontournables et nécessaires. La paix désirée par beaucoup est venue au prix d'un grand nombre de Burundais qui ont laissé la peau dans la guerre et les facilitateurs qui n'ont ménagé aucun effort pour faire arrêter cette guerre une fois pour toute.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. BALANCIE, J-M. et DE LA GRANGE, A., *Les nouveaux mondes rebelles, conflits, terrorisme et contestation*, Michalon, Paris, 2005.
2. BIRNBAUM, P. et CHAZEL, F., *Sociologie Politique*, Armand Colin, Paris, 1978.
3. BIRNBAUM, P., *La logique de l'Etat*, Fayard, Paris, 1982.
4. BOUQUET, C., *Tchad genèse d'un conflit L'harmattan*, Paris, 1982.
5. BURDEAU, G., *Traité de science politique*, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1982, 3è éd.
6. CALVET, J., *BOSSUET, œuvres choisies*, Hatier, Paris, 1947.
7. CHEVALLIER, J.J., *La pensée politique, Situation de démocratie*, Seuil-Gallimard, Paris, 1987.
8. CHRETIEN, J-P.et DUPAQUIER, J-F., *Le Burundi 1972, au bord des génocides*, Karthala, Paris, 2001.
9. COLLART, R., *Les débuts de l'évangélisation au Burundi*, Bologne, Editrice Missionaria italiana, 1981, T_2.
10. COLSON, A., *Méthode de négociation*, IRENE, Paris, 1980.
11. CONCILE VATICAN II, *Décret sur l'Eglise catholique, Lumen Gentium*, Centurion, Paris, 1967.
12. CONSTANTIN, F. et COULON, C., *Religion et transition démocratique en Afrique*, Karthala, Paris, 1997.
13. DALOZ, J. P et QUANTIN, P., *Transition démocratie africaine*, Karthala, Paris, 1997.

14. DOUGLAS, S et alii, *Comment mener les discussions difficiles*, Seuil, Paris, 2001.
15. GEMEV, *Les avatars de l'Etat en Afrique*, Karthala, Paris, 1997.
16. GOSS-MAYR, J-H, *Evangile et luttes pour la paix, Séminaire d'entraînement à la non-violence évangélique et ses méthodes d'engagement*, Les Berges et les Mages, Paris, 1989.
17. HANSOTTE, M., *Promouvoir la paix*, Université de paix, Bruxelles, 2004.
18. HOFFMAN, B., *La mécanique terroriste*, Calmann- Levy, Paris, 2001.
19. MARICHESIN, P. *Les nouvelles menaces, les relations Nord-Est des années 1980 à nos jours*, Karthala, Paris, 2001.
20. NIBIMENYA, A. et alii, *Pourquoi je vis* (Biographie de Monseigneur Bernard Bududira), Bagui di Trivoli, Roma, 1998.
21. PERRAUDIN, J., *Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'Indépendance*, Presses Lavigeries, Bujumbura, T_2
22. PICQ, J. et COUSSET, Y., *Philosophie politique pour notre temps en parcours européen*, Odile-Jacob, Paris, 2005.
23. ROSENBERG, M-B., *La communauté non-violente au quotidien*, Jouvence Saint Julien en-Genevois, Cedex, 2003.
24. URFER, S., *Sociologie et Eglise en Tanzanie*, Harmattan, Paris, 1973.

II. Les mémoires

1. NDAYIRINDIRE, E., « L'Etude des processus de négociation et de résolution pacifique des conflits : cas de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi », Mémoire, Bujumbura, Mai 2007.
2. NDAYISABA, S., « L'Eglise catholique face aux conflits du Burundi », Bujumbura, 2000.

III. Les revues

1. HASABUMUTIMA, A., « Au Burundi : des rencontres pour la paix qui traîne à venir » in *Ndongozi* n° 319, Bujumbura, 2003.
2. HASABUMUTIMA, A., « Le regard du CENAP sur la paix au Burundi » in *Ndongozi* n° 315, Bujumbura, 2003.
3. CECAB, « Le message donné par les évêques catholiques » in *Ndongozi* n° 88, 1993.
4. CECAB, « Quel comportement digne à afficher en cet avènement des partis politiques ?" in *Vivons en Eglise* n° 10/1992.
5. CECAB, « Lettre pastorale sur le rôle du chrétien en ce temps d'activité politique intense » in *Vivons en Eglise* n° 3-4/1993.
6. CECAB, « Message adressé aux chrétiens par les évêques catholiques du Burundi sur le multipartisme » in *Vivons en Eglise* n° 8/1992.
7. CECAB, « Message des évêques catholiques du Burundi, Nouvel appel pour l'arrêt des massacres et de la guerre », Bujumbura, 1996.
8. CECAB, « Déclaration des évêques catholiques du Burundi, après la signature de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, le 28 /Août/ 2000 », Bujumbura, 2000.
9. CECAB, « Message de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi : La vérité nous rendra libre » in *Vivons en Eglise* n° 2/1992.
10. CECAB, « Message des évêques catholiques aux hommes politiques sur le dialogue politique ou la négociation », in *Vivons en Eglise* n° 7-8, Septembre-Octobre, 1997.
11. CECAB, « Message des évêques catholiques du Burundi », Bujumbura, 1995.
12. MANIRAKIZA, S. et MBONERANE, A. « Intumwa ziserukira amashengero mu Burundi zarabonanye n'aba-Palipehutu » in *Ndongozi* n°61 du 15/4/1992.

13. MANIRAKIZA, S. « Au revoir Buyoya, au revoir le gouvernement Uprona » in *Ndongozi* n° 88.

14. MANIRAKIZA, Z., « Action des sages burundais : limites et perspectives » in *ACA* n° 1, 1996 ».

15. MANIRAKIZA, Z., « Réveil démocratique en Afrique, le puzzle burundais » in *ACA* n° 3-4/ 1994.

16. MAUGENEST, D. « L'enseignement de l'Eglise en matière politique » in *ACA* n° 2/1993.

17. MBONERANE, A., "Imigambwe myishi na Demokarasi muri Afrika: Ekleziya yovyifatamwo gute?", in *Ndongozi*, n°45/15 juillet 1991.

18. Monseigneur Bududira, B., « La concertation et le droit constituent le début de la démocratie » in *Ndongozi* n°42, le 1er janvier 1991.

19. Monseigneur Bududira, B., « Muri demokarasi si ukwamburana agashambara » in *Ndongozi* n° 55, 1993.

20. Monseigneur Ntamwana, S., « Message adressé aux chrétiens de Bujumbura le 15/avril /1991 » in *Ndongozi* n° 37, 1992.

1. Monseigneur Ntamwana, S., « Le référendum sur l'unité nationale, le cadeau présenté par les évêques burundais au Président de la République », in *Ndongozi* n° 32,1992.

2. Monseigneur Ntamwana, S., « L'homélie de Monseigneur Ntamwana Simon dans la messe dédiée à l'unité » in *Ndongozi* n° 82, Janvier-Mars / 1993.

3. Monseigneur Ntamwana, S., « Mauvaise appropriation de la démocratie » in *Défis à la paix durable, autoportrait du Burundi,* Bujumbura, Novembre 2008.

4. MUREKAMBANZE, D., « Les négociations de paix au Burundi, Quelles chances de réussite ? » in *Ndongozi n°309, Bujumbura, 2003.*

25. NDAYIZIGA, C., « Teransi Sinunguruza aratwiganira ingene amatora yagenze » in *Ndongozi* n°88 /15 Juin/1993.
26. NSAVYIMANA, D., « La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993 ? » in *ACA* n° 3-4/ 1994.
27. NTABONA, A., « Burundi : Autopsie de la crise » in *ACA*, n° 3-4/1994.
28. NYANDURUKO, M-J., « BURUNDI : DE LA LUMIERE A L'OBSCURITE. La question lancinante du retour à la Religion traditionnelle », in *ACA* n° 1, 1999.
29. RUBERINTWARI, P., "Sortir de la crise par la base: du rôle de la société civile au Burundi » in *ACA* n° 1/ 1996.
30. RUTAYISIRE, P., « Homélie de Monseigneur Joachim Ruhuna lors des funérailles du Président Ndadaye Merchior et ses proches collaborateurs », in *ACA*, n°3-4/1994.
31. RUTAYISIRE. P., « Théologie et pastorale, une année de crise, l'Eglise dans la tourmente » in *ACA* n° 3-4 /1994.
32. RUTAYISIRE, P., « Centre de Recherche pour l'Inculturation et de Développement (CRID) » in *ACA* n° 1/1996.

IV. Autres documents

1. Catéchisme de l'Eglise catholique abrégé, Cerf, Paris, 2005.
2. KATUBADI, J-M., « Cours de philosophie politique », Grand Séminaire de Bujumbura, A/A 1999-2000.
3. La lettre de transparence, lettre d'information de Transparency International n° 27, Octobre 2OOO.
4. Le renouveau n° 4257.
5. NIMUBONA, J., « Cours des Institutions et Doctrines politiques », 2ème Licence, UB, A/A 2007-2008.
6. NSAVYIMANA, D., « Cours d'Historiographie », UB, A/A, 2005-2006.